

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13145 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

MARDI 5 MAI 1987

En présence du roi d'Arabie saoudite Hassan II et M. Chadli cherchent une issue au conflit saharien

Un espoir pour le Maghreb

Seul revirement de dernière minute, trois chefs d'Etat arabes vont se rencontrer, malgré le Ramadan, pour de délicates négociations. Bien que les signes de tension entre le Maroc et l'Algérie se soient accentués ces dernières semaines - ou à cause de cela - le roi Fahd a estimé que la situation était mûre pour un sommet entre le président Chadli et le roi Hassan II et qu'il ne fallait pas attendre la fin du mois de Jedne.

Accusé par le Front Polisario de soutenir financièrement Rabat dans son effort de guerre au Sahara occidental, le souverain saoudien avait été invité en Algérie et au Maroc au mois de mars, alors que les perspectives de paix paraissent plus éloignées que jamais. Les combattants sahraouis multiplient les attaques contre le mur de défenses marocain sans parvenir à retarder l'avance de l'armée royale, bien décidée à leur interdire l'accès à l'Atlantique. Rabat estimait que ces offensives, menées avec des chars, ne pouvaient se poursuivre sans l'aide soignée du protectorat algérien. Le ministre marocain de l'Intérieur, M. Drien Berril, était accusé par les médias de l'FLN d'avoir cherché à faire assassiner le roi d'Algérie, M. Mohamed Abdelaziz, dans la région de Tindouf, la base arrière de ses troupes.

L'aperçu de cet adversaire aux côtés de M. Arafat lors du Conseil national palestinien à Alger, le 20 avril, avait suscité la colère du roi Hassan. La délégation marocaine s'était retirée spectaculairement. Malgré les apparences, la trêve tissée par le roi Fahd n'était pourtant pas délicate. Un des conseillers du souverain saoudien, M. Ahmed Bensouda, en donnait discrètement l'assurance à ses hôtes algériens. Parmi ceux-ci il en était peut-être qui avaient essayé de torpiller la négociation déjà en cours en suscitant cet incident.

Au Maroc, il y a une quasi-unanimité, y compris au sein des partis de gauche, pour soutenir l'action du roi en vue de la défense des provinces du Sud. En Algérie, le débat sur l'opportunité d'aider sans réserve le Polisario est ouvert depuis longtemps, mais sans publicité. Le calcul des deux FLN était que l'édification du mur marocain, efficace sur le plan militaire, réduisait Rabat à la condition de ne pas être une partie notable de ses revenus pétroliers. L'interrogation maintenant sur ses propres capacités à jouer la prolongation du conflit.

Tant à Rabat qu'à Alger les médias ont d'une grande discrétion sur la rencontre d'Oujda. L'expérience incite en effet à la prudence. Des négociations secrètes s'étaient déroulées pendant six mois en 1978 sans déboucher sur le rapprochement Boumediène-Hassan II souhaité de part et d'autre. Il fallut attendre 1983 pour que le président Chadli ouvre un dialogue direct avec le souverain. Chacune des parties avait déjà cherché à satisfaire ses amis arabes qui les pressaient l'une et l'autre d'en finir avec une guerre fratricide. Mais cette apparente volonté de compromis cachait bien des ambiguïtés. L'agence de presse saoudienne sahadah du roi Fahd pour s'approcher des points de vue divergents dans l'intérêt de la nation arabe. Il faudra à celui-ci des trésors d'imagination pour résoudre ce qui ressemble depuis douze ans à la quadrature du cercle.

Au «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Balladur met en garde la majorité contre ses divisions

M. Edouard Balladur a mis en garde la majorité contre ses divisions qu'entraîne une rivalité accrue entre ceux qui briguent l'Elysée.

Au «Grand Jury RTL-le Monde» du dimanche 3 mai, le ministre d'Etat a lancé un appel à une «pause politique». M. Balladur a proposé qu'un «engagement triennal» soit conclu concernant la réduction du déficit budgétaire des impôts.



Lire page 8 «La remise en ordre», par ANDRÉ PASSERON et page 9 «La guerre selon M. Le Pen», par ALAIN ROLLAT.

La lutte contre la reconversion industrielle en Espagne

Le symbole de Reinosa

Malgré la trêve du 1^{er} mai et les négociations en cours avec les syndicats, la situation sociale demeure tendue en Espagne. L'explosion de Reinosa, petite ville proche de Santander, a marqué une nouvelle phase dans les conflits sociaux. Jusqu'à maintenant, ce sont les travailleurs des grandes centrales industrielles, traditionnellement à la pointe du combat syndical, ceux de la sidérurgie en Biscaye, des chantiers navals en Galice, des

mines dans les Asturies, qui s'étaient trouvés à la pointe du combat contre la reconversion... et qui avaient obtenu de la sorte l'essentiel des subside du gouvernement.

Dorénavant, avec Reinosa, c'est l'Espagne industrielle profonde, celle des petites villes de l'intérieur, qui fait irruption sur la scène et rappelle qu'elle s'attendait à être laissée pour compte.

Reinosa ne désarme pas. Après plus d'un mois de bataille rangée avec les forces de l'ordre, les habitants de ce petit bourg industriel de 13 000 habitants, à 70 kilomètres au sud de Santander, restent sur le pied de guerre. C'est à qui proclamera le plus haut sa détermination à «résister» et son indignation face à une crise économique interminable, qui fait que les emplois se réduisent comme peau de chagrin. Indignation aussi, après la mémorable raclée administrée à la

population de manière indiscriminée par la garde civile. En quelques semaines, Reinosa, ville sans histoire, dans une région réputée à juste titre paisible et traditionnelle, est devenue le symbole et le phare de cette lutte contre la reconversion industrielle qui agite l'Espagne tout entière. Une reconversion qui affecte de plein fouet, et au même moment, les deux principales industries de la ville : Forjas y Aceros, une entreprise publique qui fabrique des produits sidérurgiques, et Comensales, du secteur privé, qui construit des moteurs de locomotive.

Qui sera le maître du monde ?

LES RELATIONS SOVIÉTO-AMÉRICAINES par A. de Tinguy

Depuis la 2^e guerre mondiale, à cause de leur force et de l'étendue de leurs réalisations, les Etats-Unis sont à la fois le grand rival et le modèle auquel l'URSS se réfère. Ils sont aussi le pays qui, aux yeux de l'Union Soviétique, compte le plus dans la vie internationale. «Que sais-je?» n°2348.

Autres Nouveautés : L'AGRESSION, par G. Moser n°2349 - LE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, par J. Morand-Deviller n°2344 - LE PARLE-MENTARISME, par P. Laroche n°2343 - LA PSYCHO-PÉDAGOGIE, par G. Mialani n°2351



COLLECTION «QUE SAIS-JE?»

L'encyclopédie au format de poche

Un entretien avec le président Biya

«Le Cameroun est un partenaire fier mais sûr», nous déclare le chef de l'Etat camerounais.

PAGE 5

Jean-Paul II à Munich

Le pape dénonce les systèmes politiques qui «nient les droits de Dieu».

PAGE 11

La rencontre entre M. Kohl et M. Chirac

Le premier ministre exprime ses «très fortes réserves» sur les «options zéro successives» proposées par M. Gorbatchev.

PAGE 6

Klaus Barbie devant les assises du Rhône

Un homme et des faits ou l'histoire d'un SS exemplaire.

PAGE 34

Pressions sur le deutschemark

Après la baisse des taux japonais, la spéculation pousse la devise allemande à la hausse.

PAGE 40

Le sommaire complet se trouve page 40

Le Monde

ÉCONOMIE

La flambée de l'économie-casino

Face au défi des conjonctures financières japonaises, les Etats-Unis apparaissent soucieux d'essayer la Bourse, de surveiller de plus près les mouvements de capitaux et de renforcer la législation des sociétés.

Faim de terre au Pérou

Dix-huit ans après la proclamation de la réforme agraire, le monde paysan est de nouveau en effervescence. Dans les Andes, les Indiens ont envahi les coopératives. Déneigement et reconversion sont à l'ordre du jour.

La chronique de Paul Fabra

Pages 29 à 32

Le Monde

SPORTS

Le rugby des villes

Le rugby est-il bien encore le sport d'une seule région, le Sud-Ouest des bécots et des cassoulets ? La finale du championnat de France disputée le 2 mai au Parc des Princes tend à prouver le contraire. Toulonnais et Racingmen ont joué un ovale de grand standing. Dynamisme de la mêlée toulonnaise ; opportunisme des attaquants parisiens : une démonstration du jeu moderne sans se prendre de part et d'autre exagérant au sévère. L'apothéose en quelques sortes d'une saison - hélas ! sans lendemain - consacrée à l'élite.

Page 33

La mort de Dalida

L'Egyptienne

La chanteuse Dalida a été trouvée morte dimanche 4 mai peu avant 18 heures à son domicile de la rue d'Orchamps à Paris. Son suicide aux barbituriques a été confirmé par sa famille, qui a indiqué qu'elle avait laissé ce message : «La vie n'est insupportable, pardonnez-moi». Elle était âgée de cinquante-quatre ans. Elle avait commencé sa carrière en Egypte, où elle avait reçu l'année dernière un accueil enthousiaste qui compensait la réserve grandissante de son public occidental.

Comme Joséphine Baker, elle avait deux patries : la France, à qui elle devait son succès mondial ; l'Egypte où l'olande Gigliotti, fille d'un premier violon italien de l'Opéra du Caire, s'était mariée. Elle avait une fille, née en 1954, et un fils, né en 1955, et qu'on avait pu

voir récemment au Festival du film arabe de Paris (le Monde du 2 avril 1987), elle apparaît telle qu'elle fut jusqu'à la fin : la jambe interminable et dansante, la chevelure à gros bouillons, l'œil assassin dément par la voix plus que soyeuse. Cependant, son pseudonyme n'était alors que le banal Dalida.

Devenue Dalida, elle ne s'était dévouée de son personnage latino-levantin délicieusement rétro que pour faire plaisir à Youssef Chahine. Avec le metteur en scène égyptien, elle tourna son onzième et dernier film, sorti à Paris en 1986. C'est le Sixième Jour, d'après le livre de la romancière égypto-libanaise Andrée Chedid. Dalida n'hésite pas à s'y muer en austère grand-mère nilotique par temps de choléra.

Tous ceux qui travaillaient avec elle durant le tournage en Egypte ne purent que constater ce que savaient déjà les témoins de sa première carrière caennaise : une vraie bonne fille, pas diva pour deux sous, acharnée au travail, sage-

ment au lit à 21 heures en train de répéter son texte du lendemain - qu'elle tint absolument à dire elle-même dans cette langue arabe qu'elle ne pratiquait plus guère depuis vingt-cinq ans.

Sous Nasser, elle s'était contentée, au fur et à mesure de ses succès parisiens, de faire venir à Paris les membres de sa nombreuse famille restée à Choubara - le populaire quartier chrétien du Caire auquel elle avait consacré récemment sa dernière chanson en arabe Ya ouled Choubara - O enfant de Choubara.

Avec l'ouverture sadatienne, elle était revenue au pays natal, créant, juste au moment du voyage du raïs à Jérusalem en 1977, la chanson Selma ya salama dont les paroles symbolisaient avec discrétion l'audacieuse entreprise de paix de Sadate. Ce fut immédiatement un succès inouï d'un bout à l'autre du monde arabophone.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(Lire la suite page 13.)

(1) Christian Page, Dalida, Ed. Bess, 1982.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 2 DA ; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 525 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,76 \$; Côte d'Ivoire, 215 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 145 pes.; G.-B., 85 p.; Grèce, 140 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 L.; Norvège, 10,50 kr.; Pays-Bas, 2,5 f.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 235 F CFA; Suède, 1,50 sc.; Suisse, 1,50 f.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Débats

JUSTICE

L'Assemblée nationale va commencer, le mardi 5 mai, l'examen du projet Chalandon sur les prisons. Raymond Morice rappelle à ce propos que l'administration avait depuis longtemps établi des rapports concernant le problème carcéral et des listes de locaux à rénover et à construire. De leur côté, Dany Cohen et Robert Saint-Esteben s'en prennent à la pratique « d'urgence absolue » qui sert aujourd'hui au gouvernement français à expulser les Basques espagnols.

Les expulsions de Basques sont illégales

Le gouvernement a sciemment appliqué la procédure qui lui convenait plutôt que celle qui était prévue par la loi

par DANY COHEN (*)
et ROBERT SAINT-ESTEBEN (**)

Un cinquième septième Basque vient d'être expulsé selon la procédure « d'urgence absolue ». Information banale qui rappelle que le gouvernement français et la police espagnole continuent de violer nos lois.

La loi offre à l'Etat deux moyens de se débarrasser d'un étranger vivant sur notre sol. Celui que le gouvernement estime indésirable peut être expulsé, c'est-à-dire se voir enjoindre de quitter la France

dans un délai déterminé. Si besoin, il sera reconduit de force à la frontière, en théorie celle de son choix.

Mais ce processus n'est pas applicable à l'étranger accusé d'une infraction commise dans un autre pays et réclamé pour cela par ce dernier. La loi française, comme celle des autres pays démocratiques, impose en ce cas de suivre la procédure d'extradition et non plus celle de l'expulsion. Différence essentielle : l'Etat qui réclame l'étranger doit fournir des documents prouvant que des poursuites sont engagées (voire qu'il y a un jugement de condamnation) et surtout préciser de quoi est accusé l'intéressé, qui est donc informé clairement de ce qu'on lui reproche. Le dossier est examiné par trois juges qui, après avoir entendu l'intéressé et son avocat, autorisent ou interdisent sa remise au pays qui le réclame. Il y a donc contrôle préalable de la justice, ce qui n'existe pas dans l'expulsion, où la justice ne peut être saisie qu'après coup.

Le gouvernement français a toujours présenté ces Basques comme les auteurs d'infractions. Il fallait donc obligatoirement en passer par la procédure d'extradition, avec le risque, limité mais réel, de voir des juges interdire l'extradition de tel ou tel Basque, d'autant plus qu'il s'agissait d'infractions politiques, ce qui s'est d'ailleurs produit par le passé.

Pour échapper au contrôle de la justice française, l'Espagne s'est bien gardée de réclamer officiellement les intéressés ; de leur côté, nos gouvernements ont feint de croire que la police espagnole n'avait rien à leur reprocher. Ces Espagnols n'étant réclamés par personne, pourquoi ne pas les expulser purement et simplement ? Mais on ne leur a surtout pas enjoint de quitter la France, car ils auraient été capables de chercher refuge ailleurs qu'en Espagne : on les a amenés de force à la frontière espagnole, prétextant « une urgence absolue » dont nul ne saurait dire à quoi elle tient. Qui cette duplicité bénéficie peut-être tromper, alors que nos gouvernements ne se cachent pas d'avoir remis les « expulsés » aux mains des policiers espagnols ?

Le gouvernement a donc sciemment appliqué la procédure qui lui convenait plutôt que celle prévue par la loi — ce qui constitue un détournement de pouvoir.

Mieux : les règles, pourtant plus expéditives, de la procédure d'expulsion n'ont même pas été respectées. Les intéressés auraient dû être entendus par la commission des expulsions ; le prétexte de l'urgence absolue a servi à les priver de ce droit, alors que plusieurs d'entre eux, en situation parfaitement régulière, étaient depuis parfois quinze ans en France, où l'on n'a strictement rien à leur reprocher.

Et, si, comme on peut l'espérer, les juges administratifs annulent (*) Professeur à l'université de Maine.
(**) Avocat à la cour d'appel de Paris.

les rares arrêtés d'expulsion qui auront pu leur être défilés, cela ne procurera aux Basques emprisonnés et à leurs familles qu'une amère satisfaction de principe.

On nous dira que ce sont sûrement des « terroristes », avec qui l'on aurait tort de prendre des gants. Mais justement, vu la gravité de l'accusation, les documents précis, l'intervention du pouvoir judiciaire, un débat public constant des garanties dont on ne peut se passer. Raisonner autrement conduirait à supprimer toute règle de procédure en matière pénale, puisque ces règles ne s'appliquent qu'à des personnes qui sont peut-être coupables.

Qui plus est, ces Basques sont loin d'être tous les « terroristes » que l'on prétend : la moitié d'entre eux ont dû finalement être relâchés par la police espagnole. La nature de l'opération menée apparaît ainsi clairement : cette dernière se fait remettre sans justification autant d'opposants basques que possible, entre lesquels elle fait ensuite le tri, tandis que le gouvernement français se débarrasse d'étrangers qui sont ou furent des militants politiques.

Qui s'en émeut ? Il nous faut pourtant nous demander si nos gouvernements ont le droit, au nom d'un consensus antiterroriste décidément commode, de profiter de leur pouvoir pour violer ouvertement la loi et les règles des droits de l'homme. La question prend une particulière acuité lorsque Amnesty International confirme que plusieurs des Basques renvoyés en Espagne y ont été torturés.

La défaillance des politiques

Pourquoi laisser au secteur privé la conception des établissements pénitentiaires ?

La privatisation des prisons est abandonnée, mais, décision discutable, le « privé » se verra confier la conception, la construction et l'aménagement des établissements.

La construction et l'équipement ont toujours été le fait d'entreprises privées. Ce sont des architectes ou des bureaux d'études qui ont apporté aux services du ministère de la justice leur concours technique. Rien de nouveau à ce sujet.

Mais la conception ? N'est-ce pas, plus que dans tout autre domaine, de l'ordre de la puissance publique ? Bien évidemment, c'est la politique suivie dans le domaine pénal et pénitentiaire qui commande l'économie des établissements.

L'enfermement sans nuances n'est plus, depuis 1945, l'alpha et l'oméga du traitement pénal. Des solutions diversifiées ont été élaborées. Elles sont le fait de réflexions où la doctrine et la pratique ont sans cesse joué leur rôle : historiquement, le problème carcéral n'a pas cessé de susciter des projets plus ou moins réalistes.

Quelles sont les références du privé, quelle est son expérience, de quelle préférence pourrait-il jouir ici ? Est-il dans sa vocation de consacrer du temps à une activité qui n'a pas de conséquences concrètes et immédiates ?

Au surplus, les Gardes des sceaux, les directeurs de l'administration pénitentiaire n'ont pas manqué de traiter ce sujet : des programmes types ont été élaborés avec le concours des hommes de l'art et après consulta-

tion des personnels et des magistrats, souvent remarquables, de l'administration centrale.

Le mauvais état des prisons, leur insuffisance, la progression prévisible et annoncée du nombre des détenus (dans des proportions moindres sans doute, mais certaines) avaient motivé la mise au point de listes complètes de locaux à rénover et à construire.

Il aurait suffi de les entendre pour que le problème soit résolu, sinon en totalité, du moins très largement. Les programmes établis, les sollicitations instantes et répétées auprès des ministères des finances et des gouvernements sont là pour l'attester.

A relire les rapports dont est émaillée la suite des années pour l'information du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire, la conviction est facilement acquise, d'une part, que tous les efforts furent faits pour informer les responsables et, d'autre part, que ce furent des erreurs renouvelées que de ne pas tenir compte de ces avertissements.

Enfin, pour ne citer qu'un exemple, parmi beaucoup d'autres, le régime de semi-liberté pour les courtes peines aurait pu se développer si les projets élaborés avaient été honorés d'un peu de considération. Il en aurait résulté pour l'efficacité de la sanction pénale et pour la réinsertion un mieux véritable dont quelques exemples, malheureusement isolés faute de moyens, portent témoignage.

(*) Ancien directeur de l'administration pénitentiaire (1964-1968).

COURRIER DES LECTEURS

Le cardinal Ratzinger et Mgr Marcinkus

Dans le *Monde* du 22 avril je lis l'entretien de l'heureux Tinoq avec le cardinal Ratzinger. Je trouve une fois de plus dans les propos de ce haut fonctionnaire du Vatican l'imperturbable assurance d'être propriétaire de « la » vérité dans le domaine du catholicisme au nom de l'antiquité et de la compétence du « magistère » romain.

Pour le chrétien que je m'efforce d'être, les leçons de morale (pardon : d'éthique) données par la Curie romaine auraient une autorité moins contestable si elle faisait preuve de la même rigueur dans tous les domaines. Le Vatican refuse de déferer à l'institution judiciaire italienne un prêtre accusé d'avoir joué

un rôle important dans un scandale financier qui a fait deux morts et qui a coûté des centaines d'italiens dont le seul tort était de faire confiance à un banquier « catholique ». Il ne s'agit pas de 30 deniers, mais de millions de dollars ; le Vatican, pour contribuer à dédommager partiellement les créanciers, a dû en prélever 230 sur les fonds qui lui viennent de ses fidèles !

Le pape, la Curie, le cardinal Ratzinger, sont donc solidaires de Mgr Marcinkus, non pas dans la faute peut-être (il a pu abuser de leur confiance, mais il fallait qu'elle fût bien aveugle...), en tout cas dans la volonté de le soustraire à la sanction de la faute (à laquelle serait soumis n'importe quel catholique de la planète).

Quand l'Eglise catholique romaine se décidera-t-elle à respec-

ter, dans sa pratique comme dans sa parole, ce que lui enseigne clairement l'Evangile, à savoir que nul ne peut servir deux maîtres, Dieu et l'argent ? Alors seulement son « magistère » pourra faire autorité en matière de foi et de morale.

JEAN-WILLIAM LAPIERRE
professeur émérite
à l'université de Nice.

Pas de seconde chance pour Brasillach

J'ai passé presque dix ans de ma vie intellectuelle avec Robert Brasillach. J'ai connu tous ses proches, sa maman, ses amis et quelques-uns de ses juges. J'étais jeune, inoffensif, sans préjugés, je pouvais écouter, observer, je cherchais passionnément à comprendre (...).

Compagnon de route du fascisme, il fut, en référence aux valeurs de patriotisme, d'honneur, de courage, qui étaient celles de son milieu. Il fut noblement fasciste, comme d'autres furent noblement communistes ou catholiques pendant l'Occupation.

Les objectifs et les passions disent qu'il fut objectivement infâme. Peut-être, ce doit être vrai puisque le mode et l'époque nous interdisent de penser autrement.

Ce qui est certain, c'est que les catholiques ont eu le bon pape Jean et l'aggiornamento ; les communistes ont pu se repentir tout à loisir pendant deux décennies et tirer gloire de leurs erreurs.

A lui, il n'a pas été offert d'autre chance.

HENRI BRUNEL
(Nîmes).

PRIX JEAN FREUSTIÉ

FRANÇOIS MICHEL
LE SILENCE
ET
SA REPONSE

M&M

« Un livre exquis. Un pamphlet-méditation à la fois ardu et d'une rapidité, d'une prestesse peu communes ».

Bernard Frank. *Le Monde*

« L'agitation, le bruit, la surconsommation de musique ont tué le silence. Le vrai bruit. La vraie musique... Un ouvrage qui se lit avec passion. L'insolence y est constante ».

Jacques Drillon. *Le Nouvel Observateur*

L'auteur rappelle que la musique (...) est le premier devoir de l'homme. La matière est très riche. Le livre est une carrière ou des curieux viendront piocher. François Michel est un esprit profondément original.

Jacques de Ricaumont. *Le Figaro*

J.C. LATTES

« FAUT-IL TUER 2 500 000 CHOMEURS ? »

de Jean Karchbron

Changer l'échiquier

ENCORE un livre sur le chômage ! Et, parce qu'il y a de la concurrence dans ce secteur, l'auteur n'a pas hésité devant un titre provocant. Jean Karchbron a heureusement d'autres tours dans son sac, et son ouvrage ne ressemble à aucun de ceux qui sont actuellement sur le marché. Réalisateur et producteur de télévision, il estime qu'il est temps de prendre le sujet par le bout de la culture.

Plus on ira, plus l'économie dépendra, en effet, de la culture, et non l'inverse. C'est pourquoi, au lieu de s'obstiner à changer de place des pions fatigués sur un vieux échiquier afin de tenter de trouver une solution au chômage, il faudrait « changer d'échiquier ». D'importantes conséquences ne seront enregistrées qu'à long terme, aurait-il ajouté notre auteur. Ce n'est pas en quelques années que l'on trouvera cet « état d'innocence », c'est-à-dire la faculté de nous lever d'une foule d'habitudes qui prolongent ce que l'on appelle abusivement aujourd'hui le crime.

Le prix du livre de Karchbron tient au fait qu'il ne se contente pas d'affirmer. Il décrit des expériences vécues, ayant mis, en effet, la main à la pâte avec ses « groupes mobiles d'action culturelle, économique et sociale ». A partir de la mise au jour de nouveaux besoins, ceux-ci ont permis, par exemple, au cours de deux années d'activités dans le département de la Somme, de donner aux participants le goût de faire et d'entreprendre.

Autre initiative de notre auteur : « Le jardin des musiciens » (1982). Sur le campus d'HEC à Jouy-en-Josas, on offre aux futurs dirigeants des petits concerts, des échanges avec les enseignants, une autre dimension de la vie en société, comme l'avait aussi compris Bruno Lussato (1). Élargissant son propos, J. Karchbron propose maintenant « le jardin contemporain », un espace où les créateurs de toutes disciplines peuvent donner libre cours à leur activité.

C'est évidemment avec l'audiovisuel qu'un espace de dialogue, indispensable pour modifier les attitudes de nos contemporains, prendra toute son ampleur. L'auteur l'avait si bien compris qu'il avait proposé tout récemment à une chaîne publique une émission quotidienne en multiplex entre 18 heures et 19 h 30. Il s'agissait de mettre en contact « convivial » des acteurs du monde économique : chefs d'entreprise, porteurs de projets, consommateurs, salariés, chômeurs, représentants de l'ANPE, etc., afin de créer une dynamique de l'imaginaire capable de découvrir les besoins, les produits, des créateurs d'emplois. On a refusé son idée, pour se cantonner dans une émission bien conformiste. Navrant !

PIERRE DROUIN.

Éditions Le Rocher, 168 p., 78 F.

(1) *Bouillon de culture*. Ed. Robert Laffont 1986, *Le Monde* du 3 octobre 1986.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauts.

Rédacteur en chef : Daniel Verne.

Conseiller en chef : Claude Salca.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde (ISSN 780-010) est publié hebdomadaire, excepté les 1er et 2 mai par an par Le Monde s.p.a. (Société anonyme, 45-46 rue de la République, 75106 Paris, France). Répondre aux commandes à Le Monde s.p.a. (Société anonyme, 45-46 rue de la République, 75106 Paris, France).

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les mandats par chèques d'impôt.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Comptez 36-15 - Tarifs LEMONDE

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

RFA : dureté

Contenants à Berlin

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le RFA a décidé de ne pas accepter les demandes de réfugiés politiques qui ne sont pas des réfugiés politiques.

Le Phare du Bout du Monde...



Où comment une énergie venue du Machu-Picchu apporte la lumière aux descendants des Fils du Soleil.

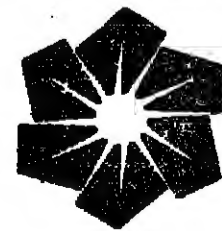
Il existe aujourd'hui sous les ruines sacrées du Machu-Picchu, une immense caverne creusée de main d'homme au cœur de la Cordillère des Andes.

C'est là qu'une filiale de la C.G.E., CGEE-Alsthom, a installé une centrale hydro-électrique après de gigantesques travaux.

Ce n'est qu'une des multiples réalisations menées à bien sur les cinq continents par cette filiale de la C.G.E. Implantée dans 30 pays, CGEE-Alsthom occupe le 2^e rang mondial dans les domaines de la production, des transports et de la distribution d'énergie électrique.

Filiale de la C.G.E., CGEE-Alsthom se bat et gagne jusqu'au bout du monde.

C'est cela l'esprit de conquête. C'est cela la C.G.F.



GRUPE
CIGE

CIGIE
L'esprit de Conquête

Composez 3615 code **CGE** ou **CGE INFO**

...Encore une bonne raison de devenir actionnaire de la C.G.E.

* Note d'information (voir COB n° 87.120 du 14.04.87) disponible auprès des intermédiaires financiers gratuitement et sans engagement.

Téléphonez au **42.561.561**

Le Somme d'Oxyde

... Hassan II et M. Chadli ch
me issue au conflit

[illegible]

1. **Le premier** est
 2. **Le second** est
 3. **Le troisième** est
 4. **Le quatrième** est
 5. **Le cinquième** est
 6. **Le sixième** est
 7. **Le septième** est
 8. **Le huitième** est
 9. **Le neuvième** est
 10. **Le dixième** est

[illegible]

"VOILÀ"

Le 6 mai, il sera à La Courneuve.
Une victoire, ça se fête:
rendez-vous mercredi à 18 h
au nouveau terminus de la

Conseil Général

Géorgie 1960-1980
Les repères des Communistes
Maurice de Bédarride

Armée 1960-1980
Maurice de La Courbe

Schweiz 1960-1980
Maurice de La Courbe

Belgique 1960-1980
Maurice de La Courbe

L'Etat et la Ré

1501/1502

Afrique

Le sommet d'Oujda

Hassan II et M. Chadli cherchent une issue au conflit saharien

(Suite de la première page.)

Le roi Fahd semble avoir personnellement beaucoup investi dans une médiation entre le Maroc et l'Algérie, puisque l'on parle depuis plusieurs semaines, dans les milieux diplomatiques occidentaux à Alger, d'un « plan saoudien » pour le règlement du conflit du Sahara occidental. Il avait séjourné vingt-quatre heures dans la capitale algérienne à la mi-mars, avant de se rendre au Maroc où il était resté plusieurs jours. L'essentiel de ses conversations algériennes aurait été consacré au conflit saharien et l'éventualité d'un sommet tripartite aurait été évoquée à ce moment-là.

De son côté, le roi Hassan II est arrivé dimanche soir à Oujda, où pourrait avoir lieu la rencontre. Le choix de l'endroit est symbolique, puisque c'est dans cette ville frontalière qu'avait été signé, en août 1984, le traité d'union arabo-africaine entre le Maroc et la Libye.

Cet accord a été rompu par le roi Hassan II le 29 août dernier, après sa rencontre avec M. Shimon Pérès à Ifrane. Le roi avait alors invoqué pour cette rupture le communiqué libyo-syrien qualifiant de « trahison » l'attitude du Maroc à l'égard d'Israël. Il est vrai que l'Algérie n'avait pas ménagé ses efforts pour saper ce traité, et un rapprochement algéro-libyen s'était amorcé en début d'année 1986 par la rencontre d'Al-Azemmou, le 26 janvier, entre le président Chadli et le chef de la révolution libyenne, M. Chadli s'est d'ailleurs entretenu au téléphone avec le colonel Kadhafi à la veille de la rencontre d'Oujda.

Depuis quatre ans, les relations algéro-marocaines étaient incertaines. Un espoir avait été soulevé après la rencontre à Tunis, au début de cette année, entre le ministre algérien des affaires étrangères et le ministre marocain de l'Intérieur, M. Drias Bassi. Elle devait être suivie par des entretiens bilatéraux entre M. Bassi et le directeur du cabinet du président Chadli, M. Larbi Belkheir, qui n'ont finalement pas eu lieu.

C'est en marge du dix-huitième Conseil national palestinien que le dernier contact algéro-marocain est intervenu. Le président Chadli a reçu le chef de la délégation marocaine, M. Bensouda, après que sa délégation eut quitté officiellement le séminaire inaugural du CNP pour manifester son désaccord de voir « le président de la République arabo-saharienne démocratique » (RASD), M. Mohamed Abdelaziz, prendre la parole. Le président algérien

aurait affirmé à M. Bensouda son désir de voir les relations entre Alger et Rabat se détendre.

Relance de l'activité militaire

La pomme de discorde entre les deux capitales maghrébines, le conflit du Sahara occidental, venait de grossir avec l'achèvement du dernier mur de défense marocain qui boucle désormais le sud de l'ancienne colonie espagnole et longe la frontière nord de la Mauritanie sur plusieurs centaines de kilomètres. L'activité militaire a été dangereusement relancée sur le terrain depuis le mois de février dernier. Les combattants sahraouis ont repris l'initiative et marqué des points en enfonçant à plusieurs reprises les lignes marocaines et en infligeant de lourdes pertes à l'armée royale, en particulier, dernièrement, un avion de type F 5 abattu par l'armée de libération populaire sahraouie (ALP).

La tension était extrêmement vive et l'on n'hésitait pas, en haut lieu, à Alger, à évoquer ces dernières semaines l'éventualité d'un conflit direct entre le Maroc et l'Algérie. Etait-ce pour faire monter les enchères à l'approche de cette rencontre tripartite ? C'est possible, et le voyage officiel du président algérien en Mauritanie, la semaine passée, pourrait avoir fait partie de ce scénario. On déclare volontiers, dans les milieux dirigeants algériens, que la visite de M. Chadli Benjedid n'avait d'autre but que d'assurer la Mauritanie du soutien de l'Algérie devant les « vues expansionnistes marocaines », alors que Nouakchott, de sources informées, n'en demandait pas tant. La Mauritanie a rejoint en décembre 1983 la Tunisie et l'Algérie en signant le traité de fraternité et de concorde qui lie Alger et Tunis depuis le 19 mars de la même année.

Après la réévaluation des rangs palestiniens à Alger, qui constitue le premier pas vers un sommet arabe qui pourrait se tenir à l'automne prochain, cette rencontre Chadli-Hassan II, déjà qualifiée « d'événement majeur », devrait être un élément déterminant dans l'assainissement des relations interarabes. Si le roi Fahd a accepté de faire ce voyage et de rester éloigné des lieux saints de l'islam dont il est le « gardien » pendant ce mois sacré de ramadan, c'est certainement parce qu'il s'attend à pouvoir débloquent une situation qui mine le Maghreb depuis maintenant plus de dix ans.

FREDERIC FRITSCHER.

La visite en France du président Paul Biya

Le Cameroun partenaire fier mais sûr

S'il veut rentrer, il doit faire un geste.

La rancœur de M. Biya contre les amis français de M. Ahidjo est allée longtemps de pair avec les suspicions de Paris à l'égard d'un homme qui paraissait désireux de prendre ses distances avec l'ancienne puissance tutélaire. Le président du Cameroun s'est rendu en visite officielle à Paris en 1983 et en 1985, mais il a aussi fait des séjours très remarqués en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale. « Contrairement à d'autres pays africains, le Cameroun a connu trois colonisateurs. Cela a laissé des traces et même une culture différente. Il me fallait montrer de l'intérêt pour ces pays », plaide M. Biya.

On n'a fait un procès d'intention parce que je ne suis pas présent aux sommets franco-africains, poursuit-il. Mon prédécesseur, non plus, n'y allait pas. Nous percevons mal l'utilité politique de telles rencontres. Surtout, je dois tenir compte de l'histoire d'un pays qui, après le protectorat allemand, a connu la tutelle française dans la plus grande partie de son territoire et celle des Britanniques dans une autre. Les suspicions du Cameroun anglophone sont loin d'être levées. Vous connaissez les susceptibilités de minorités ! Quand j'ai remplacé la formulation « République unie du Cameroun » par « République du Cameroun », tout court, j'ai eu les plus grandes difficultés. De même que j'évite les sommets francophones, je me tiens à l'écart des réunions anglophones ayant un aspect linguistique. Peut-être faudrait-il réfléchir à ces questions et trouver des formules nouvelles. Avant de changer d'attitude, je devrais lancer une campagne d'explication. Mais j'ai des problèmes plus urgents, notamment économiques.

Besoins d'aide financière

Autoalimentant sur le plan alimentaire, grand producteur de café, de cacao et de tabac, premier partenaire commercial de la France en Afrique noire en 1986, le Cameroun est durement frappé par l'effondrement de ses revenus pétroliers, qui ont baissé de 60 % entre 1985 et 1986. « Toutes nos exportations ont chuté en même temps », constate M. Biya. Nous attendons un accroissement de l'aide publique française par des prêts de la Caisse centrale de coopération économique et un soutien à notre trésorerie. Il faut aussi que les banques françaises qui ont des liens étroits avec leurs anciennes filiales leur permettent d'ouvrir plus facilement les robinets du crédit. Je souhaite une initiative française pour la stabilisation des cours des matières premières et une aide internationale. A long terme, c'est l'intégrité des Occidentaux que le marché africain leur offre des débouchés grâce à une augmentation du pouvoir d'achat.

L'espoir d'une plus grande concertation entre l'Occident et les pays en voie de développement qui partagent certaines valeurs avec lui se retrouve dans les propos de M. Biya en matière de politique étrangère. Il a renoncé récemment les

relations diplomatiques avec Israël et va ouvrir une ambassade à Tel-Aviv, tout en proclamant le droit des Palestiniens à avoir une patrie. Les injures du colonel Kadhafi après qu'il eut reçu M. Shimon Pérès à Yaoundé le laissent froid. « Je ne pense pas que l'ostracisme à l'égard d'Israël soit le meilleur moyen de faire passer le problème palestinien. Si les Etats africains, l'Europe et les Etats-Unis tenaient ensemble ce langage, la situation pourrait se débloquer ».

M. Biya estime que les musulmans ne représentent pas plus de 20 % de la population de son pays. Néanmoins, le Cameroun a participé à la conférence islamique de Koweït et entretient de bonnes relations avec le monde arabe, notamment en Afrique du Nord. Son président vient d'être reçu cordialement par le roi Hassan II et il est invité en Algérie.

Les vues modérées du chef de l'Etat camerounais sur le Proche-Orient et aussi sur l'Afrique du Sud n'étaient pas du goût de son prédé-

cesseur pour chaque siège à pourvoir aux prochaines élections municipales et législatives. « Dès [son] retour de France », il évoquera cette question au sein du bureau politique.

Présenté comme un tyran par la minorité « upéciste », active en France, M. Biya, diplômé de Sciences Po, a reçu des demandes d'audience émanant de personnalités d'horizons divers — de M. Barre à M. Rocard — lors de son séjour à Paris. Chacun sait que l'homme et son pays pèsent lourd en Afrique. L'appel à l'aide internationale lors de la catastrophe naturelle du lac de Nyos, l'été dernier, a peut-être été une confusion dans les esprits. Le Cameroun n'est pas un petit pays pauvre dont la France peut régler momentanément les problèmes à coups de rallonges budgétaires. Aider le seul Etat qui puisse faire contrepoids au Nigeria à passer un cap difficile en raison de la crise économique est une décision politique de première importance. Elle demande des moyens à l'échelle du pays, dont le budget est de 16 milliards de francs, dont 7 prévus pour les investissements, cette année.

Facilités pour « Epervier »

Après l'arrivée en France d'une nouvelle majorité apparemment soucieuse de privilégier la coopération avec le « pré carré » de la francophonie, Yaoundé a pu craindre des difficultés entre Paris et une capitale soucieuse de cultiver sa « différence ». Ces malentendus ont été levés lors de la courte visite de M. Chirac en mars. Le premier ministre a promis à M. Biya de prendre ses problèmes en compte, et le président camerounais, qui est aussi chef du gouvernement, sera son hôte mardi. Dans les milieux gaullistes, on ne dissimule pas l'intérêt que l'on porte à cette visite d'Etat à l'invitation de l'Elysée.

Partenaire fier, le Cameroun n'est aussi être un allié sûr. Il l'a montré récemment lors du redéploiement du dispositif « Epervier » au Tchad. Tant du côté camerounais que du côté français, on est d'une grande discrétion sur ces questions, mais il est avéré que Yaoundé a consenti de larges facilités pour le transit de l'aide logistique, notamment de l'essence. Partie de Douala, cette aide est entrée au Tchad par le nord du Cameroun. Le sabotage du pont reliant les deux rives du Chari, près de N'Djamena, fut une riposte du colonel Kadhafi.

Les services français de renseignement ont fait état de la présence, au Cameroun, d'hommes munis de missiles SAM pouvant atteindre les avions qui se posent sur les pistes de la capitale tchadienne. Aussi le président Sika, ordonne-t-il le « ratisse » de la région de Maroua et de Kousséri par l'armée et par la gendarmerie, fin mars et début avril. On n'a pas trouvé de SAM mais de nombreux Tchadiens « en situation irrégulière ». Certains de ces hommes ont été placés dans un camp de réfugiés, d'autres ont été « reconduits à la frontière de leur choix ».

JEAN DE LA GUERVIÈRE.



"VOILÀ LE MÉTRO!"

Le 6 mai, il sera à La Courneuve. Une victoire, ça se fête : rendez-vous mercredi à 18 h au nouveau terminus de la ligne 7.



- Georges VALBON
Président du Conseil Général
Maire de Bobigny
- Jaime MARSON
Maire de La Courneuve
- Marcelle BERTHELOT
Maire de Saint-Denis
- Maurice MILES
Maire de Drancy

Seine Saint-Denis le département
Conseil Général

L'Etat et la Région doivent respecter leurs engagements.

Le roi du Machu-Picchu
et ses descendants des Fils du
Machu-Picchu
Les mines sacrées du Machu-Picchu
ont été crées de main d'homme
et d'acier.
C.G.E., C.G.EE-Alshom, a installé
après de gigantesques
travaux menés à bien sur
le site de la C.G.E.
C.G.EE-Alshom occupe le 2^e rang
de production des transports
en électrique.
C'est cela la C.G.E.

42.561

Diplomatie

Après ses entretiens avec M. Kohl sur le désarmement

M. Chirac exprime ses « très fortes réserves » contre des « options zéro successives »

A deux semaines de son voyage à Moscou, M. Chirac a rencontré à Strasbourg, le dimanche 3 mai, le chancelier Helmut Kohl pour tenter d'harmoniser les positions françaises et allemandes face aux récentes propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement en Europe.

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Après avoir rencontré le premier ministre français, je suis très optimiste quant aux possibilités de formuler en commun une position sur le désarmement nucléaire et d'en discuter en commun avec les Américains. « Je souscris sans réserve aux propos que vient de tenir le chancelier. »

On ne saurait dire que, lors de leur conférence de presse commune, MM. Kohl et Chirac aient laissé planer un doute sur la qualité de leur accord, au moins dans le domaine des relations Est-Ouest telles qu'elles se présentent après les dernières propositions de M. Gorbatchev. De fait, malgré le ciel plus qu'ennuageux que Strasbourg affichait dimanche, l'entente a été plus cordiale entre les deux chefs de gouvernement sur ce terrain.

Lors du déjeuner, tandis que M. Kohl exhibait devant un solide baocoffe, les rigueurs (relatives, selon les apparences) de sa récente cure d'amaigrissement autrichienne, le courant est manifestement passé. Le premier ministre français a pu vérifier que, si le cabinet ouest-allemand reste divisé sur la réponse à apporter à l'offensive diplomatique du numéro un soviétique, l'intérêt de Paris est d'aider le chancelier à faire prévaloir son point de vue sur ceux qui, autour du ministre des affaires étrangères, M. Genscher, manifestent à l'égard de la nouvelle stratégie du Kremlin une compréhension que l'on n'est pas éloigné, du

coût français, de considérer comme une sorte de fausse naïveté, peut-être point désintéressée.

Cette concordance de vues entre MM. Chirac et Kohl ne les a pas empêchés de s'adresser, l'un et l'autre, plus en réalité à ses propres compatriotes qu'à son interlocuteur. M. Chirac n'avait pas encore exprimé aussi clairement « les réserves très fortes que le gouvernement français oppose à tout ce qui concernerait des « options zéro successives ». Autrement dit, celles qui porteraient aussi sur les forces nucléaires à courte portée (SRINF).

Passé encore pour le démantèlement des forces nucléaires intermédiaires, a dit en substance le chef de gouvernement, mais pas question de souscrire à cette « stratégie du salami » qui permettrait aux Soviétiques de découper en tranches la sécurité des Européens et ferait peser sur ces derniers, à terme, un « risque de dénucléarisation américaine » sur le continent.

En second lieu, M. Chirac a insisté sur la nécessité pour les Européens d'adopter à cet égard une position commune — ou, du moins, la plus largement commune possible — puisqu'il s'agit de la « sécurité de notre Communauté », et qu'il y aura d'autant plus de chances de voir Washington prendre ses alliés au sérieux que ces derniers seront davantage en mesure de parler (presque) d'une seule voix. L'échange de vues que le premier ministre avait eu le dimanche précédent avec son collègue britannique l'a apparemment convaincu que Paris, Londres et, si possible demain, Bonn pourraient à cet égard présenter un front uni, auquel se rallierait sans doute la plupart des autres Européens vis-à-vis des Américains, apparemment si pressés de conclure.

M. Kohl a explicitement souscrit à une telle ambition en rappelant

qu'un accord du même genre s'était déjà plus ou moins manifesté au début de la réunion de l'UEO, et que « l'Europe, après des décennies, n'est pas seulement une union économique mais aussi politique ». Peut-être, il est vrai, le chancelier n'était-il pas mécontent de donner, à l'occasion, une leçon d'européisme à son ministre des affaires étrangères, aujourd'hui si proche des positions de Washington, après être longtemps passé pour le thuriféraire le plus zélé de la construction européenne. « Personne ne peut se substituer à nous pour exprimer notre responsabilité propre d'Européens », a affirmé M. Kohl.

Discretion
sur les divergences

Sur les autres points qui étaient à l'ordre du jour de la rencontre, en particulier les difficultés franco-allemandes dans le domaine communautaire, on est resté plus discret. S'il n'y a aucun problème entre Paris et Bonn pour accuser la coopération antiterroriste — les ministres compétents doivent se revoir très prochainement, en revanche, le règlement officiel des points de désaccord en ce qui concerne le budget de la CEE ou sa politique agricole commune (notamment le démantèlement des montants compensatoires monétaires, très favorables aux agriculteurs allemands) a pratiquement été renvoyé à de futures échéances : en particulier le prochain sommet des Douze à Bruxelles et celui des sept pays les plus industrialisés, convoqués du 8 au 10 juin à Venise.

Des deux côtés, on estimait cependant, dimanche soir à Strasbourg, que l'exposé des positions respectives avait été constructif et avait permis quelques rappels utiles. Mais, surtout, selon des indiscretions concordantes, il paraît acquis qu'une commission mixte franco-allemande va être constituée pour préparer des solutions à ces différents désaccords communautaires entre Paris et Bonn, avec l'espoir que l'ensemble de ces questions pourra être réglé à temps pour le prochain conseil européen.

BERNARD BRIGOLEUX.

Nouvelles attaques de la presse soviétique contre la France

MOSCOU
de notre correspondant

La France est désormais critiquée presque quotidiennement dans la presse soviétique pour son « obstination » à refuser le concept même de désarmement de l'Europe. Face aux propositions de M. Gorbatchev, Paris est présenté comme le principal empêchement de passer en rond, les dirigeants français sont accusés de faire preuve d'une « mentalité dépassée » voire de duplicité.

Ainsi, la Pravda du lundi 4 mai affirme que « l'Elysée, Matignon et le quai d'Orsay » gardent, à propos des dernières initiatives soviétiques, un « silence officiel » qui est révélateur de leur mauvaise conscience. Rappelant qu'en mars dernier, M. Mitterrand avait déclaré qu'il existait un déséquilibre considérable en Europe au profit de l'URSS pour les armes d'une portée allant de 100 à 1 000 kilomètres, le journal relève que M. Gorbatchev a proposé à M. Shultz de liquider également ces missiles et ajoute : « Qu'est-ce qui empêche actuellement la France de soutenir ces propositions en faveur desquelles ses dirigeants eux-

mêmes se sont prononcés ? Si elle ne les appuie pas ouvertement, alors au moins qu'elle ne cherche pas à entraver leur réalisation ».

Le tort principal des Français, vu d'URSS, est leur attachement, jugé désraisonnable, à la dissuasion nucléaire, une doctrine que Moscou estime désormais « immorale ». Mais la Pravda reprend au passage une accusation souvent formulée ces derniers temps. La France, aurait-elle abandonné la notion de « défense sous azimuts » pour s'aligner purement et simplement sur Washington. L'auteur de l'article est choqué que la force de dissuasion française soit tournée « uniquement vers l'Est » et estime que cela n'est pas conforme à la tradition d'indépendance nationale illustrée par le général de Gaulle.

Les Français sont enfin coupables d'essayer de persuader leurs alliés de ne pas se précipiter à la rencontre des négociateurs soviétiques. « La tactique de la diplomatie française semble très claire : faire traîner aussi longtemps que possible le règlement de la question des armes nucléaires en Europe », écrit la Pravda. Bref Paris exerce une mauvaise influence aussi bien sur Washington que sur Londres et Bonn.

M. Chirac, attendu ici à partir du 14 mai, devra sans doute entendre, au cours de ses entretiens, des récriminations de ce genre.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● M. Strauss pour une défense nucléaire européenne. — Le chef du Parti chrétien-social (CSU) ouest-allemand, M. Franz-Josef Strauss, prône la création d'une force nucléaire européenne commune, tout en refusant la proposition soviétique de démanteler en Europe tous les missiles à moyenne et courte portée.

Dans un entretien publié samedi 2 mai par le quotidien Bild, M. Strauss déclare : « Il serait temps de créer un potentiel européen commun d'armes nucléaires. Les discussions entre Français et Britanniques sur ce thème pourraient en être le commencement. » Selon lui, ce renforcement du pilier européen de l'OTAN « ne doit toutefois pas conduire à s'éloigner des États-Unis ». Mais il voit « un signe de faiblesse » dans le fait que « 520 millions d'Européens ne puissent mettre en place un potentiel de dissuasion efficace face à 200 millions de Russes ». — (AFP.)

● Nomination d'un nouveau secrétaire général adjoint de l'ONU. — Le secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar, a nommé, le vendredi 1^{er} mai, le diplomate américain Joseph Verner Reed secrétaire général chargé des affaires politiques, ainsi que de l'Assemblée générale et des services du secrétariat. Banquier de formation, M. Reed sera désormais le plus haut fonctionnaire international des États-Unis. Né à New-York en 1937, il a été ambassadeur au Maroc, avant d'être nommé, en 1985, à la mission américaine auprès de l'ONU. — (AFP.)

La recherche de la paix au Proche-Orient

Amman attend les prochaines initiatives de M. Pérès

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, pourrait présenter le mercredi 6 mai, devant le gouvernement, ses propositions sur la tenue d'une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient, a-t-on indiqué dimanche au ministère des affaires étrangères. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, est tout à fait opposé à ce projet qui pourrait conduire à la rupture de la coalition gouvernementale au pouvoir — travaillistes-Likoud — et à des élections anticipées.

AMMAN
de notre correspondant

Après différents membres de son cabinet, le premier ministre jordanien, M. Zaid Rifai, est monté au créneau le dimanche 3 mai : il a démenti à son tour les informations en provenance d'Israël qui faisaient état, la semaine dernière, d'une récente rencontre Hussein-Pérès et d'un accord entre le souverain hachémite et le chef de la diplomatie israélienne sur la tenue d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. Dans une déclaration à l'agence de presse jordanienne Petra, il a qualifié ces informations de « totalement fausses ».

M. Rifai a, d'autre part, tenu à rappeler qu'Amman insistait pour que l'OLP soit invitée à une éventuelle conférence de paix au même titre que les autres parties concernées, étant entendu que « les participants doivent accepter d'adopter pour objectif une solution globale du conflit israélo-arabe fondée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et un règlement de la question palestinienne sous tous ses aspects et dans le respect des droits légitimes du peuple palestinien ». De même, a-t-il précisé, les participants devraient « renoncer à la violence et au terrorisme ».

« Le monde attend toujours que le gouvernement israélien donne son accord à la tenue d'une conférence internationale et accepte d'y participer sur ces bases », a ajouté M. Rifai avant de conclure : tant que le gouvernement israélien n'aura pas franchi cette « étape nécessaire », il est inutile de poursuivre les préparatifs de cette conférence.

Quelques heures avant cette déclaration, le roi Hussein avait tenu

une réunion avec son premier ministre et ses principaux conseillers. C'est vraisemblablement à ce moment que cette mise au point a été élaborée. Les dirigeants jordaniens entendent, de toute évidence, couper court à toute spéculation à l'approche du conseil des ministres israélien qui devrait examiner mercredi les propositions de M. Pérès sur une relance des négociations au Proche-Orient.

Ces dernières semaines, un envoyé spécial américain, l'ambassadeur Wai Chuwien, a fait plusieurs fois la navette entre Amman et Jérusalem. Il est notamment venu la semaine passée dans la capitale jordanienne. « Shimon Pérès a sans doute décidé qu'il avait désormais assez de cartes en main pour faire éclater la coalition gouvernementale israélienne sur la question du processus de paix », commente un diplomate occidental en poste en Jordanie.

Rumeurs de rencontre entre les présidents syrien et irakien et le roi de Jordanie

Deux journaux américains, le quotidien Washington Post et l'hebdomadaire Newsweek, annoncent dans leur édition du lundi 4 mai qu'un sommet secret a réuni, la semaine dernière près d'Amman, le roi Hussein de Jordanie, le président syrien Hafez el-Assad et son homologue irakien Saddam Hussein. Dans les deux cas, des « sources israéliennes » sont citées à l'appui de cette information. M. Ezer Weizman, ministre israélien sans portefeuille, déclare même à Newsweek que le sommet jordanien-syrien-irakien s'est déroulé avec en toile de fond la « grave menace que pose au monde arabe le fondamentalisme des khomeinistes ». En revanche, selon une

« source jordanienne » citée par l'agence américaine UPI, une rencontre syro-irakienne aurait bien eu lieu vendredi dernier, mais entre les deux chefs de gouvernement et « quelque part sur la frontière syro-irakienne ».

La Jordanie s'emploie depuis de longs mois à réconcilier la Syrie et l'Irak, gouvernés par les deux branches rivales du parti Baas, notamment en vue d'obtenir l'arrêt du soutien de Damas à l'Iran dans le conflit du Golfe. La dernière rencontre entre les présidents Hafez el-Assad et Saddam Hussein remonte à 1979. — (AFP, AP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Italie

Pas de visite officielle de M. Reagan

Conséquence de la crise gouvernementale italienne, le président des États-Unis a renoncé à faire en Italie la visite d'État qu'il était prévu du 3 au 6 juin, juste avant le sommet des sept pays industrialisés à Venise. M. Reagan fera seulement, à Rome, une visite « privée », au cours de laquelle, il verra le pape Jean-Paul II, lui-même à la veille de son départ pour un troisième voyage en Pologne, du 8 au 14 juin. M. Reagan aura des entretiens avec le premier ministre en exercice, le démocrate chrétien M. Amintore Fanfani, en marge des rencontres à sept. — (Corresp.)

Afghanistan

M. Babrak Karmal aurait été assigné à résidence

L'agence de presse officielle chinoise Chine nouvelle a affirmé, dimanche 3 mai, que l'ancien chef du régime soviétique de Kaboul, M. Babrak Karmal, remplacé l'année dernière par M. Najibullah, est depuis quelque temps assigné à résidence dans la capitale afghane après que ses partisans y eurent causé des troubles répétés. Cette affirmation chinoise, que les diplomates occidentaux en poste à Islamabad n'ont pas, sur le moment, confirmée, vient après plusieurs informations de presse au Pakistan faisant également état de l'arrestation de l'ancien chef

du Parti communiste et de l'État afghan.

A la mi-novembre 1986, M. Karmal avait fait sensation au cours d'une cérémonie, à Kaboul, en présence de la presse étrangère, durant laquelle des unités soviétiques retirées d'Afghanistan par Moscou prenaient congé des autorités afghanes. L'ex-chef d'État, qui n'allait pas tarder à être destitué de ses dernières fonctions symboliques à la tête du régime, s'était fait applaudir par ses partisans, revêtant un moment la vedette à M. Najibullah. On était depuis sans nouvelles de M. Karmal. — (UPI, AP.)

Iran

Le mois de ramadan plus dur pour les femmes

Téhéran (AFP). — Les autorités iraniennes ont durci le ton ces derniers jours à l'égard des femmes qui ne portaient pas une stricte et tenue islamique pendant le mois de ramadan, entrant il y a quelques jours. Le Conseil des ministres a adopté un projet de loi prévoyant que les femmes qui ne se conformeraient pas aux règles vestimentaires « islamiques » seraient privées du droit d'utiliser les services gouvernementaux ou publics pendant une période indéterminée : les jeunes filles seront exclues des écoles et des universités ou n'y auront pas accès, les jeunes femmes ne pourront travailler dans la fonction publique ou dans les usines d'État ; les unes et les autres se verront interdire l'accès aux hôtels, aux cinémas, aux parcs, aux autobus, aux aéroports, en somme à tous les lieux publics.

El Salvador

Attaque meurtrière de la guérilla contre une caserne de l'armée

Plus de trois cents guérilleros du Front Farabundo Martí de Libération nationale (FMLN) ont attaqué, le samedi 2 mai, une caserne et plusieurs positions militaires situées dans la ville de San-Francisco de la capitale. Selon le colonel Mauricio Vargas, qui commande le quartier-maître de la caserne, en poste à San-Francisco Gotera, « l'attaque a fait douze morts et seize blessés parmi les soldats. En outre, sept guérilleros et un civil ont été tués, quinze civils blessés, et quinze maisons partiellement détruites ».

Un communiqué du FMLN fait état d'un bilan de trente-deux morts et quarante-deux blessés dans les rangs de l'armée, parmi lesquels des officiers. — (AFP, UPI.)

Liban

Cinq morts dans des combats entre clans chrétiens

Une altercation lors d'un match de football a dégénéré le samedi 2 mai en affrontement entre les partisans de l'ancien président Solaïman Frangé et ceux du député Samir Douaihy, dans la région de Zgharta (94 km au nord de Beyrouth). Cinq

personnes ont été tuées et quatre autres blessées, a affirmé le police. Des règlements de compte épiques opposent les clans Frangé et Douaihy, qui sont tous deux chrétiens de rite maronite.

Par ailleurs, deux hélicoptères de combat israéliens ont mené samedi une opération de rattachage au nord de la « zone de sécurité », établie par Israël au Liban-sud, sans faire de victime. Un milicien pro-irakien de l'Armée du Liban-sud (ALS) a été tué dimanche et trois autres blessés, lors de l'explosion d'une mine à proximité de Jezzine (62 km au sud-est de Beyrouth). — (AFP, AP, Reuters.)

Tunisie

Arrestation de commerçants accusés d'aider les « khomeinistes »

Tunis (AP, AFP). — Les autorités ont fait arrêter, le samedi 2 mai, plusieurs hommes d'affaires et commerçants tunisiens accusés d'alimenter les caisses d'un mouvement islamiste pro-iranien. Une enquête est ouverte afin de déterminer si leur geste relevait de la pure charité ou plutôt d'un calcul intéressé.

On ignore le nombre exact des personnes impliquées dans cette affaire qui éclate au moment où se prépare le procès des membres d'un réseau de Tunisiens accusés de collaboration avec l'Iran démantelé en mars, peu après la rupture des relations diplomatiques entre Tunis et Téhéran.

Ces membres du réseau de « khomeinistes tunisiens » seront traduits en juin prochain devant le Cour de sûreté de l'État.

D'autre part, une information judiciaire a été ouverte contre M. Khémeis Chamary, secrétaire général de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH).

Une commission rogatoire a été délivrée, à l'indigé le LTDH, qui n'a pas précisé la nature des poursuites engagées contre M. Chamary, également membre du bureau politique du Mouvement des démocrates sociaux (MDS, opposition légale) et vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme.

Le Congrès voudrait congédier le chef de la Maison Blanche

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

« L'histoire de ce pays est marquée par la présence de chefs d'État qui ont été congédiés par le Congrès. C'est une tradition que nous ne devons pas oublier. »

24 mai 1987

Amériques

ÉTATS-UNIS : enquête publique dans l'Iranguate

Le Congrès voudrait connaître le rôle exact du chef de la Maison Blanche dans l'aide illégale aux « contras »

WASHINGTON
Correspondance

Quatorze ans après l'enquête parlementaire publique sur l'affaire du Watergate, deux commissions du Congrès siègent dans la même salle que celle qui fut le théâtre des auditions de 1973. Le mardi 5 mai, leurs interrogatoires sur le scandale de l'Iranguate. Le spectacle familial est assuré d'une large audience. Les médias lui ont fait, en tout cas, une énorme publicité. La chaîne câblée CNN transmettra intégralement les sessions des commissions conjointes, les trois autres grands réseaux se contentant d'une « couverture » plus limitée, selon l'importance des témoins.

Le « show » aura-t-il autant de succès que celui du Watergate ? La Maison Blanche spéculait sur le désintérêt du grand public, pour qui l'affaire n'a pas la même résonance que les « mauvais coups » et les menaces du président Nixon. Le scandale du Watergate, avec ses implications évidentes dans le domaine de la politique intérieure, était plus perceptible à l'opinion que l'Iranguate. Cette affaire concerne, en effet, des problèmes de politique étrangère plus difficiles à assimiler. Pourtant, pour le sénateur démocrate Inouye, président de la commission ad hoc du Sénat, le scandale d'aujourd'hui est « plus sérieux » que le Watergate, parce qu'il s'agit précisément de « la formation et de la conduite de la politique étrangère ».

L'effort, écrit le sénateur dans le *New York Times*, est un événement international mettant en cause les relations constitutionnelles entre la législature et l'exécutif dans la conduite de la politique étrangère, la crédibilité de cette politique, nos relations avec d'autres pays et les activités de nos services de renseignements... Et M. Inouye d'affirmer que les enquêtes des deux partis ne sont pas motivées dans leurs travaux par des « considérations politiques » ni par le désir de « salir le président », mais par le souci d'établir les faits « afin de proposer une législation pour empêcher leur répétition ».

Un commandant en chef

Cette sérénité, toutefois, est contredite par certaines autres déclarations du sénateur dans lesquelles il souligne que M. Reagan, loin d'être un « spectateur abasourdi », était profondément impliqué dans l'affaire de l'aide aux « contras ». Le *Wall Street Journal* fait état, pour sa part, de propos tenus en privé par des parlementaires, selon lesquels le président apparaît comme « un commandant en chef ayant inspiré et encouragé les activités de ses collaborateurs ».

Ainsi l'enquête des parlementaires pourrait se révéler plus dommageable pour le président que les conclusions de la commission Tower qui, en fin de compte, a critiqué surtout le laisser-aller du président, son « style de direction » et son inattention à ce que faisaient ses collaborateurs à son insu. D'autre part et surtout, la commission sénatoriale a à sa disposition des documents, notamment les notes quotidiennes prises par le président, qui n'avaient pas été communiquées à la commission Tower.

Les auditions publiques devraient alors déterminer si le président a été négligent, s'il a commis seulement une erreur de jugement ou bien s'il a délibérément coopéré avec ses collaborateurs pour tourner la loi en apportant une aide aux « contras ».

au moment où le Congrès s'y opposait. Bref, M. Reagan a-t-il ou non joué un rôle actif dans ce que ses critiques appellent la « privatisation » de la politique étrangère menée par des conseillers trop zélés, sans consultation du Congrès, et en ayant recours à des hommes de main, à des agents étrangers et autres trafiquants d'armes.

Plus spécifiquement, les enquêteurs parlementaires voudraient savoir si le président savait que ses collaborateurs organisaient des opérations secrètes au Nicaragua, contrairement aux décisions du Congrès. M. Reagan a répondu négativement, mais les indiscretions de certains congressistes entretiennent des doutes sur l'innocence présidentielle. Le sénateur démocrate Boren (Oklahoma) a posé une question qui préoccupe beaucoup de ses collègues : « Le président a-t-il observé l'esprit de la loi ou a-t-il lui-même ignoré la légalité en cherchant à résister des fonds pour les « contras » ? »

A cet égard, la Maison Blanche souligne qu'aucun texte légal n'interdit l'aide privée aux « contras ». Mais les parlementaires rappellent que l'amendement Boland, voté par le Congrès, interdisait jusqu'en octobre 1986 une aide militaire directe, mais aussi « indirecte » aux « contras ». De leur côté, les collaborateurs du procureur spécial Walsh soulignent que les auteurs d'une « conspiration » visant à ignorer l'amendement en question pourraient être condamnés à une peine allant jusqu'à cinq ans de prison. L'amendement Boland fait toutefois l'objet de diverses interprétations, sur lesquelles la Cour suprême sans peut-être, en définitive, à se prononcer.

HENRI PIERRE.

M. Reagan réaffirme avec force son soutien à la guérilla antisandiniste

Deux jours avant l'ouverture au Congrès d'auditions publiques sur le scandale de l'Iranguate, le président Reagan a réaffirmé avec force, le dimanche 3 mai, son soutien aux « contras » nicaraguayens. Supprimer l'aide militaire aux opposants armés au régime sandiniste de Managua, a déclaré M. Reagan, laisserait à l'Union soviétique « le champ libre » en Amérique centrale et lui offrirait « l'une de ses plus grandes victoires en politique étrangère depuis la deuxième guerre mondiale ».

Faisant délibérément monter les enchères, M. Reagan a affirmé que le vote prévu au Congrès sur une reconduction des crédits pour des fournitures d'armes aux « contras » « pourrait bien être le plus important de l'année et peut-être [pour les États] l'un des plus importants de leur carrière politique ». Le Congrès doit choisir « entre la démocratie et le communisme au Nicaragua, entre la liberté et la tyrannie soutenue par les Soviétiques », a ajouté M. Reagan.

Le président américain a également promis qu'il soutiendrait

« toute négociation pouvant renforcer la démocratie en Amérique centrale sans nouvelles effusions de sang ». Il a souligné que le soutien apporté aux « contras » par son gouvernement « ne changerait pas tant que le régime sandiniste n'accéderait pas aux aspirations démocratiques du peuple nicaraguayen ». « Aussi longtemps que je serai président, je ne retirerai pas notre soutien aux efforts déployés par les Nicaraguayens pour gagner leur liberté », a encore dit M. Reagan.

Par ailleurs, le chef de la Maison Blanche a rejeté une fois de plus les accusations selon lesquelles il savait que de l'argent était collecté pour armer les « contras » à une époque où le Congrès l'avait interdit.

Le rôle actif joué dans l'organisation de cette aide par des officiels américains de haut rang a toutefois été souligné dimanche par l'ancien ambassadeur des États-Unis au Costa-Rica, M. Lewis Tamba. Dans une interview au *New York Times*, M. Tamba, qui a démissionné en janvier après avoir été accusé d'aider illégalement la guérilla antisandiniste, a déclaré qu'il avait reçu des « ordres directs et indirects » en ce sens de M. Elliott Abrams, secrétaire d'État adjoint pour l'Amérique latine.

L'aide, a encore précisé M. Tamba, était coordonnée par un groupe de travail comprenant notamment le lieutenant-colonel North, alors membre du Conseil national de sécurité, et M. Alan Fiers, un responsable de la CIA pour l'Amérique centrale. « Ceux qui nous ont donné des ordres tentent maintenant de nous faire passer pour des fous », a déclaré l'ancien ambassadeur, qui a accusé M. Abrams de vouloir « sauver sa peau ». Un porte-parole de M. Abrams a démenti les propos tenus par M. Tamba. — (AFP.)



CAPEL met l'homme fort à son aise

CAPEL, prêt-à-porter hommes grands hommes forts

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
- 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 16^e
- 13, rue de la République 93001 LYON

Proche-Orient

Initiatives

Le sommet ne s'est pas réuni dimanche à Amman, tout se passe comme si la célébration, ce lundi, du centenaire universel de la création de l'État.

Contrairement à ce que certains avaient pu entendre, le roi Hussein n'est pas venu ce week-end à Jérusalem pour se rencontrer avec le président Mubarak en vue d'un accord de paix. — (AFP.)

En fait, relèvent certains observateurs à Amman, tout se passe comme si le chef de la diplomatie jordanienne avait repris à son compte les différents points sur lesquels il y a eu des divergences fondamentales avec les Jordaniens. Le « retour à la violence et au terrorisme » comme condition à une participation à la conférence internationale en est un, de même que la constitution de sous-commissions régionales (jordanienne-palestinienne, israélienne, syrienne, libanaise, irakienne-syrienne) en ce qui concerne les territoires occupés. Sans doute est-ce là un projet de moins aux yeux des Américains qui ont eux-mêmes accepté, sans avoir longtemps tergiversé, d'ouvrir les possibilités offertes par la conférence internationale. Mais pour les dirigeants jordaniens, ce n'est pas tout à fait suffisant.

EMMANUEL JARRY.

Entre le président et le roi de Jordanie

« Source jordanienne » citée par l'agence américaine UPI, un « source syro-irakien » aurait déclaré vendredi dernier, mais sans donner de précisions, que les deux chefs de gouvernements « quelque part sur la frontière syro-jordanienne ».

La Jordanie s'emploie depuis longtemps à réconcilier la Syrie et l'Irak, gouvernés par les deux chefs divins du parti Baas, pour leur permettre d'obtenir l'arrêt des hostilités au Liban et à l'Irak dans le Golfe. La dernière tentative de médiation entre les présidents Hafez Assad et Saddam Hussein remonte à 1979.

Tunisie

Arrestation de commerçants accusés d'aider les « khmeinistes »

Tunis (AP, AFP). — Les autorités tunisiennes ont arrêté dimanche deux commerçants tunisiens accusés d'aider les « khmeinistes » (les partisans de l'ayatollah Khomeini) à traverser la frontière tuniso-libanaise. Une enquête est en cours pour déterminer si ces personnes ont effectivement aidé à la traversée d'un certain nombre de personnes impliquées dans le processus de paix entre Israël et la Syrie. Les deux commerçants ont été arrêtés peu après la rupture des relations diplomatiques entre Tunisie et Israël.

Ces membres du réseau de personnes impliquées dans le processus de paix entre Israël et la Syrie ont été arrêtés peu après la rupture des relations diplomatiques entre Tunisie et Israël.

D'un autre côté, une information a été reçue selon laquelle le ministre israélien de la Défense, Ariel Sharon, a déclaré que les membres du réseau de personnes impliquées dans le processus de paix entre Israël et la Syrie ont été arrêtés peu après la rupture des relations diplomatiques entre Tunisie et Israël.

Une commission rogatoire a été délivrée à l'égard de la LITH, qui a procédé à la nature des personnes impliquées dans le processus de paix entre Israël et la Syrie. Les membres du bureau de presse du mouvement des démocrates tunisiens (MDS) ont été arrêtés peu après la rupture des relations diplomatiques entre Tunisie et Israël.

Le mouvement des démocrates tunisiens (MDS) a été arrêté peu après la rupture des relations diplomatiques entre Tunisie et Israël.

Le mouvement des démocrates tunisiens (MDS) a été arrêté peu après la rupture des relations diplomatiques entre Tunisie et Israël.

Le mouvement des démocrates tunisiens (MDS) a été arrêté peu après la rupture des relations diplomatiques entre Tunisie et Israël.

Asie

CORRESPONDANCE

Le sort des jeunes réfugiés chakmas du Bangladesh en Inde

A la suite de la parution d'une page de publicité intitulée « La honte » et concernant le sort de jeunes réfugiés chakmas du Bangladesh en Inde (le *Monde* du 22 avril), M. Narasimha Sharma, conseiller près de l'ambassade de l'Inde à Paris, nous écrit :

« Nous tenons à préciser que les autorités indiennes sont tout à fait compréhensives à l'égard de la condition de ces enfants délaissés dont plusieurs sont des orphelins. De même, quand les autorités indiennes ont été saisies pour la première fois, aussi bien par l'organisation Partage avec les enfants du tiers-monde que par d'autres, nous avons précisé que nous examinerions la requête avec beaucoup de bienveillance et que nous serions heureux de faciliter leur départ pour la France. Toutefois par le fait que ces enfants sont des citoyens du Bangladesh se trouvant provisoirement en Inde, il a été suggéré à ceux qui s'intéressent à leur sort de faire venir en France les démarches nécessaires auprès du gouvernement du Bangladesh en vue d'obtenir son autorisation pour que ces enfants puissent être envoyés en France ».

Nous avons appris que les organisations concernées sont restées, depuis, en rapport avec le gouvernement du Bangladesh mais n'ont pas réussi à obtenir l'autorisation. Nous signalons de nouveau qu'en cas où l'organisation Partage avec les enfants du tiers-monde et ceux qui s'intéressent à leur sort en France recouvreraient l'autorisation de la part des autorités du Bangladesh, le gouvernement de l'Inde montrera tout en faveur pour faciliter le départ de ces enfants pour la France.

« Nous exprimons d'autre part notre profond regret vis-à-vis des situations qui ont été faites dans l'annonce aux « conditions misérables » de vie dans les camps, de l'allégation extraordinaire selon laquelle ces enfants « se retournent » dans ces camps et enfin de l'allusion aux conditions de pauvreté. Ce sont des camps construits à la hâte et non pas des hôtels à cinq étoiles. L'Inde est un pays pauvre mais nous nous sommes toujours voulu partager tout ce que nous avons avec les malheureux ».



L'homme le plus habillé chez CAPEL

CAPEL, prêt-à-porter hommes grands hommes forts


- 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
- 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 16^e
- 13, rue de la République 93001 LYON



SPECIAL MINITEL

- LES 300 MEILLEURS SERVICES
- COMMUNIQUEZ AVEC LE MONDE ENTIER
- LE MINITEL DU FUTUR
- CREEZ VOTRE PROPRE SERVICE...

13, rue de la République 93001 LYON



1957

TRENTIEME ANNIVERSAIRE DE LA C.E.E.

1987

Le nouvel ECU⁽¹⁾ EUROPÉEN 1987

Grand diamètre : 41 mm

PLATINE par 55 g • OR massif 22 carats : 50 g
ARGENT 1^{er} titre : 40 g • BRONZE florentin : 33 g

Une précieuse édition commémorative sans cours légal frappée dans les ateliers de l'Administration Française des Monnaies et Médailles. Garantie par le poinçon d'Etat et limitée dans le monde à : 100 en PLATINE par 55 g - 2000 en OR MASSIF 22 CARATS 50 g - 20000 en ARGENT 1^{er} titre 40 g - 50000 en BRONZE florentin 33 g.

Un événement exceptionnel pour tous les collectionneurs et investisseurs du monde entier.

“L'EUROPE SE FERA PAR LA MONNAIE OU NE SE FERA PAS”
(Jacques RUEFF 1949)

En 30 ans, l'Europe des 12 s'est dotée d'un Parlement, a créé le S.M.E. (Système Monétaire Européen) et a adopté une Monnaie commune : l'ECU. Unitaire monétaire en partie garantie par les réserves OR de chaque État membre.

Cette précieuse médaille de l'ECU, médaille 1987, commémore le trentième anniversaire de la C.E.E. Elle symbolise l'union de tous les pays appartenant à la communauté et l'union de l'Espagne et du Portugal ne sont pas encore membres de la C.E.E. de deux concepts : l'écrit leur représentation symbolique était nécessaire pour illustrer cette union de cette nouvelle Europe des douze.

320 millions d'Européens et plus particulièrement plusieurs dizaines de millions d'habitants de monnaies et médailles sont concernés à travers toute l'Europe par la collection de l'ECU.

Ceci est la médaille de la C.E.E. Elle est frappée dans les ateliers de l'Administration Française des Monnaies et Médailles en quatre titres de métal : le plus coûteux en numismatique et seule digne de figurer dans une collection de prix.

4^e La France au grand diamètre de 41 mm est réalisée dans les ateliers de l'Administration Française des Monnaies et Médailles en quatre titres de métal : le plus coûteux en numismatique et seule digne de figurer dans une collection de prix.

C'est à Pierre Rodier, Maître Graveur, qu'a été confiée la réalisation de cette édition artistique de l'ECU. La précision du symbole de chaque pays qui se détache sur un fond de métal pur d'une brillance étonnante figure à jamais les traits de l'Europe des douze.

L'Europe est personnifiée par les traits de CERES et les étoiles des pays membres forment la tresse de sa couronne de divinité.

Chaque État portant le poinçon de garantie de la Monnaie.

Une vision du futur monétaire

Chacun sait que l'ECU ne circule pas encore dans le public et que cet instrument de règlement est utilisé par les banques centrales de la C.E.E. à l'occasion d'emprunts, d'obligations par toutes les banques et depuis l'existence de chèques de voyages libellés en ECU.

En attendant le jour où l'ECU deviendra une véritable monnaie à cours légal que les européens utiliseront sous forme de billets et de pièces de monnaie la reconnaissance financière internationale de l'ECU est en jeu à ce point de vue de confirmer et chaque année la présence de l'ECU sur toutes les places financières internationales est de plus en plus forte.

Tout cela contribue au développement de cette « Euro-monnaie » qu'est l'ECU.

100 séries pour 320 millions d'Européens

Une précieuse édition de la médaille de l'ECU à tirage très restreint susceptible d'acquiescer une grande valeur numismatique.

Du fait de la très forte demande avant même l'ouverture de la souscription, il a été décidé de manière à satisfaire le plus grand nombre de foyers français d'attendre la parution dans la presse de l'ouverture de la souscription pour servir les numismates et investisseurs étrangers. En effet, les différents facteurs énoncés ci-dessus incitent à penser que la souscription de l'ECU 1987 sera très rapidement épuisée.

Le tirage de l'ECU 1987 du trentième anniversaire est très faible : déterminé avec l'édition des premières éditions, le tirage mondial ne pourra jamais excéder plus de 100 exemplaires en PLATINE, 2000 exemplaires en OR, 20.000 exemplaires en ARGENT et 50.000 exemplaires en BRONZE.

Le très faible nombre d'exemplaires qui seront frappés dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles sera vraisemblablement loin de suffire à la demande mondiale.

2^e Plus les collectionneurs se multiplient, plus les premières éditions sont recherchées et depuis l'adoption en 1986 de l'Espagne et du Portugal, les demandes pour les États antérieurs ne font que croître.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à retourner aux Editions Jean-Marc LALETA
seul agent de l'Administration des Monnaies et Médailles
Tour FRANKLIN Code 11 - 92081 PARIS LA DEFENSE

Je désire souscrire (sous réserve d'acceptation et conformément à vos conditions de souscription) à la médaille ECU 1987 (frappée à tirage limité dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles). Veuillez donc m'indiquer des séries par collection (sans limite) et m'indiquer les séries de l'Administration des Monnaies et Médailles :

☐ Série complète PLATINE + OR + ARGENT + BRONZE 29040F

☐ ECU 1987 en PLATINE par 55 g au prix unitaire de 15900F

☐ ECU 1987 en OR 22 carats au prix unitaire de 11800F

☐ ECU 1987 en ARGENT 1^{er} titre au prix unitaire de 1200F

☐ ECU 1987 en BRONZE florentin au prix unitaire de 1400F

Je réajuste le montant de cette souscription avant l'envoi du colis de réception de votre facture en 1 seul versement ou en 4 mensualités égales (facultative pour une commande de plus de 1.000F).

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT. VOUS REÇEVEZ PLUS TARD EN UN SEUL VERSEMENT OU 4 MENSUALITÉS.

Comptez les téléphones : (16-1) 47.73.81.96

M. Mme, Mlle
Adresse complète
Code postal _____ Ville _____
(Ecrire en majuscules S.V.P.)

30/02/85 B.C. Numéro 84 80 40

Politique

La guerre selon M. Le Pen

par Alain Rollat

C'était un matin de décembre 1983 à La Trinité-sur-Mer. M. Jean-Marie Le Pen donnait, dans sa maison natale, une conférence de presse réduite à un tête-à-tête avec deux journalistes curieux de son avenir, et il nous faisait cette confidence : « Je suis le seul, maintenant, à pouvoir faire rêver les Français ».

Il avait compris qu'une place était à prendre, dans l'imaginaire collectif, depuis que les socialistes, convertis à la rigueur dans la gestion des affaires économiques et sociales commencent à perdre leur pouvoir de séduction tandis que l'opposition libérale, encore sous le choc de sa défaite de 1981, n'avait pas eu le temps de recouvrer une virginité politique.

Les circonstances, en outre, le servaient : l'élection législative partielle provoquée dans le Morbihan, son terroir familial, par l'entrée au Sénat de l'ancien ministre giscardien de l'intérieur, M. Christian Bonnet, lui offrait l'occasion de mettre le holà à l'ambition de son secrétaire général, M. Jean-Pierre Stébois, l'homme de l'« effet Dreux », qui était déjà présenté comme son successeur à la tête de la famille nationaliste. Le président du Front national tenait enfin une chance de refaire surface après vingt ans de marginalité.

Le soir même, M. Le Pen battait la campagne bretonne. Son verbe subjuguait les auditeurs. « C'est mieux qu'à la télé », s'exclamaient certains paysans. Malheur aux rares contradicteurs, immédiatement expulsés, manu militari, des salles communales !

Deux semaines plus tard, l'ancien député poujadiste gagnait son pari en remportant au premier tour de scrutin 12,02 % des suffrages exprimés. L'effet Le Pen était né.

« Sauver la patrie en danger »

Les temps ont changé. Il n'y a plus de contradictions dans les réactions du Front national, dont les entrées sont devenues payantes, et ce sont les militants d'extrême droite qui vont tranquillement porter la contradiction à M. Claude Malhuret. M. Le Pen, lui, est devenu un monstre sacré de l'extrême droite. Fidèle d'une idéologie où les vieux monarchistes côtoient les jeunes nationalistes révolutionnaires, les néopoujadistes cohabitent avec les catholiques intégristes, les anciens de l'OAS se mêlent aux nostalgiques du vichysme, les déçus du RPR, de l'UDF ou du PCF retrouvent les mêmes fantasmes anti-immigrés.

Respectable parlementaire, premier candidat officiellement déclaré à l'élection présidentielle, le chantre du menshir bleu-blanc-rouge peut tranquillement poursuivre son propre rêve : mener la croisade pour « sauver la patrie en danger ». Car M. Le Pen est en guerre. Il le répète dans une interview publiée cette semaine par *Valeurs actuelles* : « Ce que j'engage, c'est une guerre contre le renouveau. Ce qui me conduit à agir, c'est la décadence. Nos difficultés ne sont pas contingentes ; elles sont durables parce qu'elles sont dues à un relâchement général de nos disciplines familiales, nationales, sociales et intellectuelles. Les symptômes de cette décadence mortelle sont l'immigration, le désordre des mœurs, l'insécurité, l'abusisme bureaucratique et fiscal, la déformation ».

Sauver la nation ! Vieille obsession de l'extrême droite française... Dès 1972, les dirigeants néofascistes d'Ordre nouveau, fondant le Front national pour se doter — à l'exemple du MSI italien — d'une structure unitaire apte à réunir les divers courants nationalistes et choisisant M. Le Pen comme fédérateur, écrivaient : « La révolution consiste à détruire totalement l'ancien régime et à réaliser intégralement l'ordre nouveau. Remettant le régime décadent et ses vices, transformant de fond en comble une société corrompue sous ses défauts et ses vices, nous bâtissons un monde nouveau, un monde libéré de l'exploitation du travailleur, un monde de beauté, de courage et de justice » (1).

Mais toute guerre a ses contingences. Celle de M. Le Pen, aujourd'hui, passe inéluctablement par la démolition de M. Jacques Chirac. La caractéristique de tout extrémisme n'est-elle pas d'abord de se nourrir de la contestation du pouvoir en place, quel que soit ce pouvoir ? Alors, au-delà des appels factices à des accords électoraux de désistement réciproque, haro sur le chef du gouvernement et ses alliés ! La génération des nouveaux venus au Front national, celle de MM. Pascal Arrighi, Bruno Megret, Jean-Claude Martinez, François Bechebot, etc., tient « la façade » dont parle le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme pendant que les gogardes donnent le ton militant contre l'équipe de M. Chirac.

C'est le baroudeur en second du parti, M. Roger Holcandre, député de Seine-Saint-Denis, qui parle du gouvernement en ces termes dans un ouvrage à paraître ces jours-ci (2) : « M. Chirac (...) vous êtes un misérable personnage ! (...) Mais aussi un homme d'Etat chargé des droits de l'homme pendant que les gogardes donnent le ton militant contre l'équipe de M. Chirac. (...) S'il y a dans l'ordre humain une aspiration à l'harmonie, elle doit être codifiée, guidée, grâce à l'autorité de l'Etat national. (...) Entre le bien et le mal, le pouvoir ne peut pas rester neutre. (...) Il s'agit de faire coïncider les vertus civiques et les vertus militaires, de ne pas qu'elles soient les mêmes, mais il faut qu'elles soient en relation. C'est la fonction d'une société à la fois juste et aristocratique ».

« La remise en ordre »

Le président du Front national exprime donc une prétention à régenter la société en lui imposant ses propres concepts du bien et du mal, ses propres conceptions des rapports entre l'homme et l'univers, entre l'homme et Dieu. Que deviendrait, dans cette éthique d'Etat, la liberté de conscience, la liberté de croyance, la liberté de religion ? Le porte-drapeau politique des catholiques intégristes ne le précise pas. Il est clair, en revanche, que le soin de guider la « société juste et aristocratique » doit être confié à ceux qui en sont les plus dignes, autrement dit à une élite choisie parmi les citoyens qui partageraient les conceptions philosophiques, morales et politiques du guide en chef.

M. Le Pen veut ensuite que cette « remise en ordre » commence à la maison, dans la famille, et surtout à l'école. L'enseignement étant « corrompu », le mot d'ordre serait : « Le cléricisme marxiste, voilà l'ennemi ! Les enseignants, qui se sont emparés de l'enseignement, seront remis à leur vraie place » : ils devront « exécuter » la politique qui sera définie. Défiance par qui ? On ne sait pas, car « il est temps de séparer l'école de l'Etat ».

L'élection présidentielle

M. Demarquet candidat à la candidature

Le docteur Jean-Maurice Demarquet, ancien député, ancien compagnon de M. Le Pen, avec lequel il est actuellement en procès, a annoncé, le dimanche 3 mai, dans un message adressé aux organes de presse, sa candidature à l'élection présidentielle. Il « appelle l'électorat divers droite à se distinguer de toute fausse droite caricaturale, démagogique, simpliste, marginalisée, algèbre, diviseuse, fractionniste, oppositionnelle et crispée qui roule en fait, dit-il, pour M. Mitterrand ». Front national, nous sommes en urgence en une vraie droite moderne, modérée, motivée et mobilisée se voulant complètement naturel et aiguillon persuasif de la majorité ».

L'ancien vice-président du groupe parlementaire poujadiste constitué après les élections de 1956 précise toutefois que, « si au cours de ce rassemblement des divers droite un candidat plus pesant que [lui] devait se révéler », il se désisterait « immédiatement et avec joie en sa faveur jusqu'au bout ». Il prend en outre, « dès le départ, l'engagement d'apporter un appui total, actif et loyal au candidat de la droite, quel qu'il soit, qui aura l'honneur de combattre et battre le candidat de la gauche au deuxième tour ».

M. Roger Gérard Schwarzenberg, député apparenté socialiste, vient de renvoyer au président Kurt Waldheim une décoration autrichienne qui lui avait été remise par son prédécesseur. « Ceux qui oublient le passé sont condamnés à le revivre », écrit l'ancien secrétaire d'Etat aux universités pour justifier son geste.

La « renaissance » de la France passe aussi, selon la guerre idéologique de M. Le Pen, par l'instauration d'un nouvel ordre judiciaire : il convient, en effet, de « purger la justice des éléments qui croient pouvoir utiliser leurs fonctions au service d'une idéologie révolutionnaire ». Autrement dit, la justice devrait être rendue par ceux des magistrats qui adhèrent à l'« ordre moral » lepeniste.

Dans le monde du travail, il s'agirait, comme ailleurs, de soustraire le syndicalisme à « l'emprise marxiste », mais aussi de modifier, en priorité, la réglementation du droit de grève, pour limiter celui-ci. Dans le secteur privé, par exemple, l'exercice du droit de grève serait subordonné à certaines conditions : les décisions d'arrêter et de reprendre du travail devraient être prises sous le contrôle de juges, en des locaux publics, extérieurs en tout cas aux lieux de travail.

On pourrait multiplier les citations et les exemples. M. Le Pen poussant le détail, dans certains de ses discours, jusqu'à s'interroger sur l'âge à partir duquel peuvent être admis les premiers rapports sexuels...

Si ces objectifs de M. Le Pen sont moins vulgarisés que ses propositions relatives à l'immigration et à l'insécurité, ils n'en constituent pas moins le fondement de son ambition personnelle et de sa démarche politique.

Voilà pourquoi, en définitive, pour la majorité, la triple question est de savoir si le courant libéral dont se prévaut M. François Léotard pourrait envisager quelque compromis que ce soit avec un projet d'inspiration totalitaire, si les héritiers du gaullisme pourraient cohabiter un jour avec ceux du péjainisme, si les doctes barbares, à cheval sur les grands principes, seraient enclins, d'aventure, à certaines concurrences avec l'archaïque fonds de commerce de l'extrême droite.

Toute question d'une éventuelle alliance avec M. Le Pen ne saurait, en effet, se réduire, pour les uns ou les autres, à des considérations électorales, puisqu'elle est posée par M. Le Pen lui-même en termes de choix de société.

- (1) Pour un ordre nouveau, 1972.
- (2) Aux armes citoyens !, éditions Robert Laffont.
- (3) Les Français d'abord, éditions Carrère.

M. Pezet : seuls les socialistes peuvent barrer la route au Front national

M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, a estimé, le dimanche 3 mai au « Club de la presse » d'Europe 1, que seul le Parti socialiste peut faire barrage au « danger » que représente le Front national, notamment à Marseille.

« Aujourd'hui, face à ce danger, il n'y a que le Parti socialiste », a-t-il observé, en assurant que dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont il est le président, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée, est « pieds et poings liés » au Front national. « M. Gaudin croit gérer, il suit le Front national. Il est pieds et poings liés (...), il essaie de les rattraper, mais c'est le plus fort qui gagne. Or, sur Marseille, c'est le Front national qui est le plus fort », a encore déclaré le député socialiste.

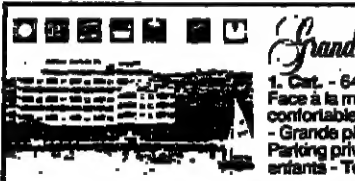
Plusieurs fois interrogé sur la situation à la mairie de Marseille, où il vient de conquérir la majorité au groupe socialiste, et sur la perspective de sa candidature aux municipales de 1989, M. Pezet a répondu : « Les municipales de Marseille seront extrêmement politiques (...). Il appartiendra au PS d'être l'axe ».

prioritaire du rassemblement contre le Front national (...). Il lui appartient de définir son meilleur candidat ». Comme on lui demandait s'il souhaitait que M. Vigoroux suive l'exemple d'Augustin Laurent, le maire socialiste de Lille, qui avait démissionné en cours de mandat pour céder la place à M. Mauroy, M. Pezet a observé : « Je suis juriste (...), je suis toujours favorable à la jurisprudence ». M. Pezet a également noté que M. Vigoroux est un « homme de qualité », avant d'ajouter : « Nous sommes face à une vraie bataille politique (...). Robert Vigoroux n'est pas un homme politique au sens où on l'entend ».

La bataille des municipales à Marseille se jouera, selon lui, dans la capacité à « montrer les dangers que représente M. Le Pen ». « Il faut bien montrer ce que représente son idéologie, et c'est sur ce terrain que nous devons combattre en l'attaquant sur ses thèses », a dit M. Pezet, qui s'est par ailleurs prononcé pour une candidature de M. Mitterrand à l'élection présidentielle.

Les « rénovateurs » écartés d'une section du PCF de l'Hérault. — L'Humanité du 2 mai a annoncé que la conférence extraordinaire de la section de Bédarieux (Hérault) qui s'est tenue le 30 avril (le Monde daté 12-13 avril) a élu « une direction collective » dont M. Antoine Martinez, maire de la commune et animateur des « rénovateurs » locaux, n'est plus membre. Ce nouveau comité de section de dix-huit membres n'a pas

désigné, au cours de cette conférence, le bureau, le secrétaire ni le premier secrétaire de la section, mais il fera prochainement. Selon M. Maurice Verdier, membre du comité central et dirigeant fédéral, quarante à cinquante (un délégué pour cinq adhérents) ont participé à la conférence réclamée par neuf des treize cellules de la section. Les « rénovateurs » affirment que les délégués n'étaient que vingt-cinq.



QUE CHOISIR ?
HORS-SÉRIE

LES CENTRALES NUCLEAIRES FRANCAISES EN DANGER :
1000 km de câbles défectueux !

ABIDJAN. SI VOUS RATEZ LE VOL UTA DU JEUDI, PRENEZ LE VOL UTA DU JEUDI.

Autrement dit, si vous ratez le vol de 11 h 00, vous pouvez prendre celui de 23 h 55. Et ne vous en faites pas : si vous ratez le dernier vol du jeudi, vous pouvez toujours partir vendredi. Ou samedi. Ou dimanche. Ou mardi. Ou mercredi.

UTA

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

SCIENCES PO. Préparations
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle

PEC
100 rue de Saint-Michel Paris 6
Téléphone : 46 33 61 23 / 46 33 61 24

TRECA cad
Téléphone : 46 33 61 23 / 46 33 61 24

CAPLOU
Distributeur
20 rue de la République 75001 Paris
Téléphone : 46 33 61 23 / 46 33 61 24

HORS SERIE
SCIENCE VII MICRO
SVM
POUR TOUT SAVOIR SUR LE MINTEL
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Politique

Elections cantonales partielles

Le Parti socialiste gagne deux sièges de conseillers généraux

L'UDF a perdu, le dimanche 3 mai, deux sièges de conseillers généraux : l'un que les centristes détenaient depuis bientôt trente ans en Savoie, l'autre que l'UDF avait gagné il y a cinq ans dans le Territoire de Belfort. Dans les deux cas, la participation électorale a été plus forte au deuxième tour qu'elle ne l'avait été le dimanche 26 avril : l'abstention est passée de

SAVOIE : canton de Modane (2^e tour).

Inscr., 4484; vot., 2531; suffr. expr., 2438. MM. Jean-Louis Gauthier, cons. mun., anc. m., PS, 1408 voix, élu; Jacques Genest, m., div. d., 1030.

[Bien que disposant d'un avantage théorique après le premier tour, la majorité a perdu ce siège qui était depuis 1958 Pierre Buisson (UDF-CDS), décédé le 16 mars dernier. Dimanche 26 avril, M. Gauthier, maire de Modane, disposait d'un potentiel de 50,83 % des suffrages exprimés, soit le total des 652 voix qu'il avait recueillies et des 443 qu'il avait obtenus son adjoint RPR, M. Jean Girard. Au second tour, le représentant de la majorité ne fait pas le plein des voix dans son camp (le manque à gagner est de 65 voix) et n'obtient que 42,24 % des exprimés.

A l'inverse, l'ancien maire socialiste fait mieux que le total des voix de gauche du premier tour, qu'il établissait à 1659 suffrages.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : insc., 4484; vot., 2228; suffr. expr., 2154; MM. Gauthier (PS), 319 voix; Genest (div. d.), 652; Girard (RPR), 443 et Jacques Kedo, cons. mun. (PCF), 240.

En mars 1982, Pierre Buisson avait été réélu dès le premier tour avec 1690 voix, contre 645 à M. Genest (PS) et 320 à M. Chapier (PCF), sur 2655 suffrages exprimés, 2721 votants et 4296 inscrits.]

TERRITOIRE DE BELFORT : canton de Delle (2^e tour).

Inscr., 7139; vot., 4320; suffr. expr., 4087. M. Raymond Forni, anc. dép., PS, 2334 voix, élu; M^{me} Michèle Mazzucchelli, cons. mun., UDF sout. RPR, 1753.

M. Raymond Forni, ancien président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui avait obtenu tous ses mandats électifs en août 1985 lors de sa nomination à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, retrouve un siège au conseil général

50,31 % à 43,55 % à Modane, et de 44,65 % à 39,48 % à Delle. Cette mobilisation a bénéficié aux représentants du PS, qui ont en outre récupéré les suffrages communistes du premier tour, tandis que leurs adversaires n'ont pu faire le plein des voix à droite. A Delle, les consignes d'abstention données par le candidat du Front national n'ont pas été, semble-t-il, suivies.

qu'il avait quitté en mars 1982. A cette époque, nouveau président du conseil régional de Franche-Comté, poste auquel il succédait à M. Jean-Pierre Chabanon, M. Forni avait décidé de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat de conseiller général du canton de Besencon, pour éviter un trop grand cumul des fonctions.

Quasiement assuré de son succès au soir du premier tour, M. Forni fait toutefois mieux que le total des voix de gauche du 26 avril, établi à 2099 suffrages soit 54,46 % des exprimés. Au second tour, le candidat socialiste page 235 voix et son pourcentage est de 57,10 %.

Quant à M^{me} Mazzucchelli, qui figurait en troisième position sur la liste d'union UDF-RPR aux élections législatives de mars 1986 conduite par M. Jacques Bichet (UDF), dont elle est l'assistante parlementaire, elle gagne 475 suffrages d'un tour à l'autre. Ce

qui tendrait à prouver que les 404 électeurs du Front national du premier tour n'ont guère suivi les consignes d'abstention données par le représentant du parti de M. Jean-Marie Le Pen.

An premier tour les résultats avaient été les suivants : insc., 7139; vot., 3953; suffr. expr., 3841; M. Forni (PS), 1814 voix; M^{me} Mazzucchelli (UDF sout. RPR), 1278; MM. Jean-Yves Rombert (FN), 484; Pascal Benoit (PCF), 285.

En mars 1982, M. Paul Michelland (UDF) avait battu, dès le premier tour, le président du conseil général d'alors, M. Dado Meire (PS) sur 1696 voix contre 1288 à M. Meire, et 264 à M. Mongel (PCF) sur 4862 inscrits, 3311 votants et 3158 suffrages exprimés.

En mars dernier, M. Michelland avait renoncé à son mandat à la suite d'une condamnation pour complicité de fraude fiscale.

Résultats contestés à Saint-Paul (la Réunion)

Le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion a prononcé que ce lundi 4 mai les résultats officiels du second tour de l'élection cantonale de Saint-Paul, provoquée par le décès de Paul-Julius Benard, sénateur apparenté RPR, survenu le 1^{er} février dernier.

A la fin du dépouillement, le candidat du Parti communiste réunionnais, M. Alexis Pota, crédité de 2679 suffrages, était déclaré élu, tandis que M. Joseph Siminallé, soutenu UDF-RPR, se voyait attribuer 2619 voix et M. Georges Hoareau, div. d., 2530.

Une ultime vérification révélait une intervention dans la répartition des voix d'un bureau entre M. Siminallé et M. Hoareau. Les nouveaux chiffres donnaient alors la victoire à M. Siminallé avec 2683 voix contre 2652 à M. Pota et 2588 à M. Hoareau sur 7923 suffrages exprimés, 8002 votants et 9815 inscrits. Ce

sont ces chiffres qu'a confirmés le tribunal administratif.

Craignant de violents précédents dans sa commune, le maire, M. Cassan Moussa, décidait alors de mettre sous scellés tous les documents électoraux, au tribunal administratif de Saint-Denis.

Diverses anomalies avaient d'ailleurs marqué le déroulement du scrutin : absence d'assesseurs lors des opérations de comptage de bulletins, destruction de certains bulletins des que dépouillés par des présidents de bureau ou encore existence de procès-verbaux signés en blanc.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : insc., 9815; vot., 7506; suffr. expr., 7385; MM. Siminallé (sout. RPR-UDF), 2422; Pota (PCR), 2276; Hoareau (div. d.), 2068; Jean-Loupignon (div. d.), 267; Jean-Yves Babet (PS), 165; Georges Rivière (div. d.), 146; Tristan Souppreyneux (div. g.), 41.

Université de printemps du Club de l'Horloge

Eloge de la démocratie référendaire

NICE de notre correspondant

L'université de printemps du Club de l'Horloge s'est tenue à Nice pour la troisième année consécutive, du 30 avril au 2 mai, au Carrefour universitaire méditerranéen (CUM).

Ces trois journées ont permis aux orateurs, universitaires et hommes

politiques, d'affirmer, comme attendu, devant un large auditoire de responsables et de sympathisants, l'orientation du club, qui prône un « retour aux sources latines et grecques de la démocratie occidentale ». L'essentiel du débat a porté sur la « démocratie référendaire », qui doit « rendre au peuple son pouvoir », selon M. Henry de Lesquen, président du club, qui estime que, comme en Suisse, elle permettrait, en modifiant l'article 10 de la Constitution sur la promulgation des lois, non seulement d'abroger celles qui sont impopulaires, mais aussi de faire adopter de vastes réformes sur les problèmes de société les plus sensibles : baisse des impôts, école, rétablissement de la peine de mort, politique de l'immigration, code de la nationalité.

genre, présente comme une panacée le référendum d'initiative populaire.

« Le peuple est plus sage que les élites, souligne-t-il; il est dépositaire des traditions, notamment de l'identité nationale, à laquelle nous tenons beaucoup. » Mais l'application de ce processus n'aurait de sens que dans un pays culturellement homogène, selon le club, pour qui une forte immigration islamique constitue un frein au développement de la démocratie directe.

Parlant de l'islam, « qui ne distingue pas le temporel du spirituel », M. Michel Leroy, secrétaire général du club, lui avait opposé le « christianisme occidental, qui a permis l'émancipation du politique ».

Les journées se sont achevées par l'intervention de M. Jacques Médecin, député (apparenté RPR), maire de Nice, qui a dit, lui aussi, son attachement à la démocratie référendaire.

M. V.

PROPOS ET DÉBATS

M. Pasqua :

jumelage

M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, estime, dans un entretien publié le dimanche 3 mai par le Journal du dimanche, qu'il faudrait « jumeler un certain nombre d'élections pour sortir d'un climat de compétition électorale permanente ». Les municipales et les régionales, explique M. Pasqua, pourraient être jumelées, de même, par exemple, que les législatives et les européennes. Mais M. Pasqua précise qu'il ne s'agit, pour le moment, que d'une idée, à peine un projet.

Interrogé également sur le terrorisme, M. Pasqua assure que le gouvernement a « marqué des points ». « Mais nous n'avons pas gagné, ajoute-t-il; la lutte contre le terrorisme est une affaire de longue haleine... Il faut être lucide. Le pire n'est pas encore passé. »

M. d'Ornano :

inflexion

M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, se défend, dans une interview au Journal du dimanche du 3 mai de « vouloir mettre sous surveillance le gouvernement », mais il souhaite que ce dernier « s'engage dans des voies nouvelles ». Dans le domaine économique et social, le député UDF du Calvados plaide pour « une inflexion, une amélioration et une innovation » de la politique gouvernementale, marquée notamment par des « mesures permanentes » en faveur de l'investissement, « davantage d'économies » de l'Etat et un droit de contrôle accru du Parlement.

M. Rossinot :

deux légitimités

M. André Rossinot, ministre des relations avec le Parlement, a estimé, le dimanche 3 mai dans le République, que M. Barre et Léonard bénéficient « l'un et l'autre de la légitimité pour briser le soutien de l'UDF » en 1988. M. Rossinot a également insisté sur l'idée que M. Barre « doit prendre en compte le rôle et la place des partis politiques dans le pays ».

M. Henu :

candidat ?

M. Charles Henu, député socialiste du Rhône, a affirmé le samedi 2 mai au Matin de Paris qu'il attend « de pied ferme » qu'on lui donne les raisons de son éviction du secrétariat national du PS. L'ancien numéro deux de cette formation a annoncé la mise en place d'une « nouvelle composante au sein de celle-ci ». Il a estimé qu'il y a maintenant « trois grandes composantes » dans le PS, à savoir « l'axe Mauroy-Jospin », les rocardiens et ceux qui se retrouvent autour de son message.

M. Poperen :

de pied ferme

M. Jean Poperen a déclaré le samedi 2 mai au Matin de Paris qu'il attend « de pied ferme » qu'on lui donne les raisons de son éviction du secrétariat national du PS. L'ancien numéro deux de cette formation a annoncé la mise en place d'une « nouvelle composante au sein de celle-ci ». Il a estimé qu'il y a maintenant « trois grandes composantes » dans le PS, à savoir « l'axe Mauroy-Jospin », les rocardiens et ceux qui se retrouvent autour de son message.

LE CHATEAU EN FRANCE

sous la direction de J.P. BABELON

Co-édition : Colisée Nationale des Monuments Historiques et Sites

le château, architecture et société

21 x 30 cm - 440 p. - 350 F. 680 F.

Berger-Levrault

UN GRAND NOM DE FRANCE

L'Éducation

EXCLUSIF :

LE PALMARÈS

DES IUT

NUMÉRO DE MAI 1987

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

QUE CHOISIR ?

HORS-SÉRIE

TCHERNOBYL :

CE QUI EST RESTÉ RADIOACTIF EN FRANCE

1000 mesures région par région, les aliments contaminés.

FAITS & ARGUMENTS

LA ROUE MENTALE

Abonnez-vous en téléphonant gratuitement au 05 20 06 30 ou en renvoyant ce bulletin à B.A. FAITS & ARGUMENTS

B.P. 102 - 92359 Le Plessis Robinson Cedex.

Abonnement France : 140 F

Abonnement étranger : 190 F

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de G.E.S.E.C.O.M.

Nom _____

Adresse _____

Jean-Paul II démissionne qui « n'est pas »

Le pape polonais a démissionné de son poste de chef de l'Église catholique, à la surprise de tous. Il a déclaré qu'il n'était pas prêt à assumer la lourde charge de la papauté, et qu'il souhaitait se consacrer à la vie de prière et de réflexion. Cette décision a été annoncée lors d'un entretien avec des journalistes à Rome.

Le pape Jean-Paul II a déclaré qu'il n'était pas prêt à assumer la lourde charge de la papauté, et qu'il souhaitait se consacrer à la vie de prière et de réflexion. Cette décision a été annoncée lors d'un entretien avec des journalistes à Rome.

PHILATELISTES

Le Monde des Philatélistes

Programme National de l'Union Philatélique Française

MONDE DES PHILATELISTES

Le Monde des Philatélistes

Programme National de l'Union Philatélique Française

PROGRAMME NATIONAL DE L'UNION PHILATÉLIQUE FRANÇAISE

Le Monde des Philatélistes

Programme National de l'Union Philatélique Française

PROGRAMME NATIONAL DE L'UNION PHILATÉLIQUE FRANÇAISE

Le Monde des Philatélistes

Programme National de l'Union Philatélique Française

PROGRAMME NATIONAL DE L'UNION PHILATÉLIQUE FRANÇAISE

Le Monde des Philatélistes

Programme National de l'Union Philatélique Française

LE MEILLEUR JOUR POUR ALLER A DOUALA, C'EST MARDI, MERCREDI OU VENDREDI.

Et la meilleure heure pour aller à Douala c'est 11h20 le mardi, 22h15 le mercredi et 23h59 le vendredi. Faut-il préciser que la meilleure façon d'aller à Douala, c'est d'y aller avec UTA?

UTA

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

RELIGIONS

Béatifiant un jésuite antinazi à Munich

Jean-Paul II dénonce les systèmes politiques qui « nient les droits de Dieu »

Une messe de Jean-Paul II en plein air à laquelle devaient participer 30 000 fidèles à Augsburg, en Allemagne fédérale, a été annulée le dimanche 3 mai, en raison d'un très violent orage. Un office a eu lieu à la cathédrale. Le matin, devant 35 000 catholiques rassemblés au stade olympique de Munich, le pape a béatifié un jésuite, le Père Rupert Mayer, qui avait combattu le national-socialisme. Cette période de l'histoire a inspiré presque tous ses discours au cours de ce deuxième voyage en RFA, qui devait prendre fin, le lundi 4 mai, à Augsburg, par une rencontre avec les Eglises protestantes et, à Spire, par un discours sur l'Europe.

AUGSBURG de notre envoyé spécial

« Un jésuite avec une jambe de bois vit plus longtemps qu'une dictature sans Dieu » : à sa sortie du camp de concentration de Sachsenhausen en 1945, le jésuite Rupert Mayer, qui était nazi, avait demandé de graver cette épigramme sur sa tombe. Il a survécu six mois au nazisme.

Poursuivant son étonnant pèlerinage à travers l'histoire de l'Allemagne du Troisième Reich, le pape a

élevé cette figure de la résistance bavaroise, connue pour ses sermons antinazis autant qu'anticommunistes, à la dignité de bienheureux de l'Eglise catholique. Il l'a fait à Munich, d'où est partie la sinistre aventure hitlérienne, à quelques kilomètres de Dachau, et dans un stade olympique archicombiste, où il était impossible de ne pas penser aux Jeux de Berlin en 1936.

Les béatifications de Jean-Paul II — trente-quatre en huit ans contre trente seulement en quinze ans pour Paul VI — sont devenues un moyen de gouvernement. Deux jours après avoir honoré Edith Stein, carmélite d'origine juive, dont il veut faire le symbole d'une réconciliation judéo-chrétienne, le pape a fait du jésuite Rupert Mayer, qui avait interdit aux chrétiens l'appartenance au « système impie » du national-socialisme, le champion d'une lutte contre un monde sans Dieu.

Pour Jean-Paul II, ce geste est double : montrer, d'une part, qu'avec Rupert Mayer l'histoire de l'Eglise catholique allemande pendant l'ascension du nazisme et la guerre n'a pas eu que des pages honteuses ; souligner, d'autre part, le caractère actuel de la résistance contre des systèmes qui ne feraient pas plus de cas des « droits de Dieu » que des droits de l'homme.

Ce voyage en Allemagne fédérale, qui ne devait être qu'une simple visite amicale à quelques diocèses

locaux — Cologne, Münster, Essen, Munich — et à des évêques en fin de carrière, a pris ainsi une dimension imprévue.

Jean-Paul II était sans doute le mieux placé pour faire la mise au point nécessaire sur l'attitude de l'Eglise face au nazisme. En novembre 1965, à la fin du Concile, le jeune archevêque de Cracovie-Auschwitz, il avait été le premier évêque polonais à parler de réconciliation entre les peuples polonais et allemands. « Essayons d'oublier, avait-il alors déclaré, nous accordons le pardon et demandons le pardon. »

Une amitié particulière est née entre cet évêque et l'épiscopat allemand. A trois semaines du concile qui devait l'élire, rappelait le pape, samedi à Essen, il était encore l'invité du diocèse de la Ruhr. On sait le rôle décisif que les cardinaux allemands ont joué dans son élection. Depuis, cette confiance réciproque ne s'est pas démentie, et pas seulement pour des raisons de solidarité financière entre la riche Eglise catholique allemande et le Vatican.

Pour autant, il ne serait pas exact de dire qu'il a fallu aujourd'hui, à Cologne et à Munich, les hommages du pape pour que l'Eglise allemande fasse son examen de conscience. « Malgré le comportement exemplaire de quelques-uns, avait déclaré, en 1975, l'épiscopat de ce pays, notre Eglise a continué à tourner le dos au sort des juifs, à ne voir de danger que pour ses institutions, à se taire sur les crimes commis... »

Aucune allusion à Pie XII

La question du silence de l'Eglise pendant le nazisme n'a pourtant jamais été posée en Allemagne autrement qu'en termes généraux. Le pape a-t-il fait mieux ?

Aucune allusion, dans aucun discours, n'a été faite sur l'attitude personnelle de Pie XII, non en Allemagne au moment de la montée en puissance du nazisme, avant d'être élu pape en 1939, au début de la guerre. « Après 1937, a dit seulement Jean-Paul II, il ne fut plus possible d'arrêter une évolution fatale. » Quant aux évêques allemands, malgré quelques protestations individuelles, « leur marge d'action se vit de plus en plus restreinte », a ajouté le pape, dans son intervention de Cologne, devant la conférence épiscopale.

Mettre en avant quelques actes de résistance isolés, n'était-ce pas un moyen de disculper l'Eglise allemande ? La question reste posée. « L'Eglise a moins besoin de héros, dit un jeune prêtre rencontré à Cologne, que d'une réécriture courageuse, sans apologie, de son histoire encore trop fragmentée sous le nazisme. »

La fermeté du pape à propos du nazisme — « religion de substitution », avait-il dit à Cologne, « idéologie d'un monde sans Dieu », a-t-il répété dimanche à Munich — a frappé la presse allemande. Elle a qualifié Jean-Paul II de « lion de Rome », par analogie avec le « lion de Münster », attribué au cardinal von Galen, un géant qui tonnait fort de sa cathédrale contre le nazisme, et auquel le pape est allé rendre hommage dans sa ville rhénane, le 1^{er} mai ; cent mille personnes lui ont réservé l'un des accueils les moins froids de cette tournée.

Le « scandale » du chômage

Le « lion de Rome » a tenu des propos tout aussi vigoureux contre l'avortement, à Münster. L'Allemagne serait en tête des statistiques sur l'avortement en Europe, et le pape a voulu appuyer l'épiscopat allemand dans sa lutte contre l'article 218 de la loi constitutionnelle qui autorise l'interruption volontaire de grossesse.

Autour d'Essen, dans la Ruhr, le nombre des puits de mine encore en exploitation a décliné de 140 en 1960 à 28 aujourd'hui. Les représentants des syndicats ont dressé devant le pape un sombre tableau de l'emploi dans la région. Un habitant sur six de la ville de Bottrop est au chômage.

Jean-Paul II s'est élevé avec force contre un chômage qui, a-t-il dit, « devient un scandale social dès lors que le travail disponible n'est pas réparti équitablement (...). Il ne suffit pas d'accepter tout bonnement le chômage ou de faire confiance aux seuls mécanismes du marché ». Deux millions de travailleurs étrangers, en majorité turcs et yougoslaves, sont restés sur le sol allemand, malgré les mesures de réduction de la main-d'œuvre immigrée prises à la fin des années 70. « Des Allemands vivants porte-à-porte avec des concitoyens étrangers, a encore déclaré le pape à Bottrop. Ouvrez ces portes et découvrez leur richesse culturelle et humaine. L'Eglise ne connaît pas d'étrangers. »

HENRI TINCO.

« La folie d'un racisme inhumain »

Les discours prononcés par Jean-Paul II au cours de ce voyage représentent la condamnation la plus ferme du national-socialisme allemand jamais entendue dans la bouche d'un pape.

« Avec la prise du pouvoir des nationaux-socialistes sous la direction de Hitler, a-t-il déclaré le 30 avril à Cologne, commença une ère fatale durant laquelle un parti politique, dans la folie d'un racisme inhumain, se mua graduellement en une idéologie totalitaire qui devint presque une religion de substitution. »

Au cours de la cérémonie de béatification d'Edith Stein, « fille de l'Israël de notre siècle », le 1^{er} mai, à Cologne, le pape a dénoncé « le plan d'extermination des juifs » : « Une idéologie née d'esprits déments l'avait arrêtée, au nom d'un racisme satanique, et endoctrinée avec une méticulosité implacable (...). Les camps d'extermination apparaissent avec leurs fours crématoires. Plusieurs millions de frères et

de sœurs d'Israël, des enfants jusqu'aux vieillards, trouvèrent la mort dans ces enfers terrestres. Le monstrueux appareil répressif d'un Etat dictatorial n'épargna personne, sévissant avec une sauvagerie crasseuse contre tous ceux qui avaient le courage de défendre les juifs. »

La 3 mai, enfin, à Munich, Jean-Paul II a surtout insisté sur le caractère athée du national-socialisme : « Là où Dieu et sa loi ne sont pas respectés, l'homme non plus ne peut faire prévaloir ses droits. Nous l'avons constaté en toute clarté à la lumière du comportement des dirigeants nationaux-socialistes. Ils ne se sont pas intéressés à Dieu et ont poursuivi ses serviteurs, et c'est ainsi qu'ils ont aussi traité inhumainement les hommes, à Dachau, aux portes de Munich. Tout comme à Auschwitz. Aujourd'hui encore vaut ce principe : les droits de Dieu et les droits de l'homme sont respectés ensemble, ou ils sont violés ensemble. »

JOINT

SI VOUS APPELEZ LE PLOMBIER... IL EST GRAND TEMPS DE LIRE LE HORS-SÉRIE DROGUE REALISÉ PAR "LA VIE"

52 PAGES - 20 F - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.



44 FOIS PAR SEMAINE, LE PLUS COURT CHEMIN VERS L'AFRIQUE PASSE PAR UTA.

UTA dessert en effet 24 villes africaines et effectue 44 liaisons par semaine entre la France et l'Afrique dont 25 vols directs. Pour l'Afrique, c'est évident : le plus simple, c'est d'y aller avec UTA.

UTA

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

PROGRAMME NATIONAL DE RECHERCHE SUR LE SIDA (PNRS) APPEL D'OFFRES 1987

Le Conseil de Direction du Programme National de Recherche sur le SIDA lance un appel d'offres destiné à promouvoir un effort supplémentaire d'importance en matière de recherche contre le SIDA. Cet effort s'inscrit dans le cadre du budget complémentaire réservé à cet effet par le Gouvernement. Le Conseil a décidé de privilégier cinq axes de recherche prioritaires :

1. Biologie moléculaire, Biologie cellulaire, Multiplication virale.
2. Aspects immunologiques.
3. Procédés de diagnostic.
4. Aspects thérapeutiques chimiques et biologiques, vaccinations.
5. Épidémiologie et recherches cliniques.

Le Conseil de Direction retiendra préférentiellement des projets coordonnés entre des laboratoires ou des instituts de recherche. Ces projets devront s'inscrire, pour ce qui concerne les laboratoires des organismes de recherche publique, dans la politique scientifique de ces organismes. En outre, pour les aspects qui les concernent spécifiquement, il est vivement recommandé d'associer dans le projet les structures industrielles compétentes.

Les dossiers de demande, présentés sous forme libre, devront faire apparaître très clairement les compétences des demandeurs et développer leurs programmes coordonnés d'action. Ils préciseront leurs besoins en matière de constructions, d'équipements, de fonctionnement, de bourses de formation pré et post-doctorales.

Date limite de dépôt :

Vendredi 22 mai 1987
(12 exemplaires)

Au ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur
1, rue Descartes 75231 Paris Cedex 05

A l'attention de M^{me} le docteur Lucienne Bonnot. Tél. : (1) 46-34-37-79.

AU SOMMAIRE DE MAI
Le Monde des PHILATELISTES
 l'Officiel de la philatélie
 NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS
 • Les Quillards une famille d'artistes
 • Hugo, Lamartine, Vigny : la naissance du romantisme
 • Portugal : la première émission
 • Planche d'un timbre de l'Empire.

LE MONDE DES PHILATELISTES
 POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
 En vente chez votre marchand de journaux

(Publicité)
PROGRAMME NATIONAL DE RECHERCHE SUR LE SIDA (PNRS) APPEL D'OFFRES 1987
 Le Conseil de Direction du Programme National de Recherche sur le SIDA lance un appel d'offres destiné à promouvoir un effort supplémentaire d'importance en matière de recherche contre le SIDA. Cet effort s'inscrit dans le cadre du budget complémentaire réservé à cet effet par le Gouvernement. Le Conseil a décidé de privilégier cinq axes de recherche prioritaires :
 1. Biologie moléculaire, Biologie cellulaire, Multiplication virale.
 2. Aspects immunologiques.
 3. Procédés de diagnostic.
 4. Aspects thérapeutiques chimiques et biologiques, vaccinations.
 5. Épidémiologie et recherches cliniques.
 Le Conseil de Direction retiendra préférentiellement des projets coordonnés entre des laboratoires ou des instituts de recherche. Ces projets devront s'inscrire, pour ce qui concerne les laboratoires des organismes de recherche publique, dans la politique scientifique de ces organismes. En outre, pour les aspects qui les concernent spécifiquement, il est vivement recommandé d'associer dans le projet les structures industrielles compétentes.
 Les dossiers de demande, présentés sous forme libre, devront faire apparaître très clairement les compétences des demandeurs et développer leurs programmes coordonnés d'action. Ils préciseront leurs besoins en matière de constructions, d'équipements, de fonctionnement, de bourses de formation pré et post-doctorales.
 Date limite de dépôt :
Vendredi 22 mai 1987
 (12 exemplaires)
 Au ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur
 1, rue Descartes 75231 Paris Cedex 05
 A l'attention de M^{me} le docteur Lucienne Bonnot. Tél. : (1) 46-34-37-79.

hub de l'Horloge

e référendaire

gère, présente comme une page le référendum d'initiative populaire. « Le peuple est plus sage que les élus », souligne-t-il : il est détenteur des traditions, notamment l'identité nationale, à laquelle nous devons beaucoup. Mais l'application de ce processus n'aurait de la homogénéité, selon le club, pour une forte immigration islamique, constitue un frein au développement de la démocratie directe.

Parlant de l'islam, « qui ne dit que par le temporel du spirituel », M. Michel Leroy, secrétaire général du club, lui avait opposé le « classicisme occidental, qui a peur l'émancipation du politique ».

Les journées se sont achevées l'intervention de M. Jacques Mérieux, député (apparenté RPR) maire de Nice, qui a dit, lui, son attachement à la démocratie référendaire.

Monde
 LOCATION

MUSIF :
 ALMARÈS
 ES IUT

RO DE MAI 1987
 ARCHAND DE JOURNAUX

TCHERNOBYL :
 CE QUI EST RESTÉ
 RADIOACTIF
 EN FRANCE
 1000 mesures
 région par région,
 les aliments contaminés.

TS &
 IMENTS



Abonnement de 500 F
 à paraître 500 F
 140 F
 à paraître 140 F

FIGURES...

du premier cycle
Orsay



★ Renseignements et réservations :
06-87-37.

VERRETT

1997

Times, Prince vient également de ★ Distribution WEA.

● **RECTIFICATIF** : des difficultés de transmission ont rendu peu compréhensible le deuxième paragraphe de l'article sur *Benvenuto Cellini* (le Monde du 2 mai) : c'est la fonte de la statue de Persée victorieux de la Méduse qui a été transportée arbitrairement de Florence dans le Colisée de Rome (et non la naissance de Cellini lui-même).

ne ouverture d'Arlage, le concerto pour violon de Menuets, avec C. Crane, les Mouvements pour cordes de Velebn et la symphonie de Hamann, n. 2, de Scharnberg (48-82-67-57). Serge Leaud, qui dirigera le NOD à auditorium 104 de Radio-france dans un programme *Baroque et Classique* (48-82-67-57), a des discussions, concerto pour alto avec l'excellent Y. Beschmet et le violoniste A. Kozlov (Symphonie n. 31, mercredi 6 mai, à 20 h 30 (tel. 42-74-20-15) et le 13 mai, à 18 h 30) et le Monteverdî Chôr dirigé par L. Gardiner, qui interpréteront l'opéra de Purcell *King Arthur* avec N. Argenta, L. Devaux, et J. V. Ricci (5 mai, à 20 h 30, au T.M.P. Châtelet (tel. 42-81-19-83), et le Camerata de Boston, qui propose un programme de musique d'élaboration (Théâtre de la Ville, le 5 mai à 18 h 30 (tel. 42-74-2-77).

es », de Prince

THE E-COURANT

...and the



100

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

1992-1993

tirer un album (« 8 ») sous le sigle

chiffres (de « One » à « Eight »),

est un disque de jazz, et de la
meilleure veine. Il y a quelque chose

sign of The Times un coffret de cinq albums, mais WEA, qui distri-

annoncé pour le mois d'avril, déjà

Après être de nouveau passé par la chirurgie esthétique, Michael est

★ Distribution WEA.

Culture

THÉÂTRE

La « Marianne » de Tristan Lhermitte

Desarthe entraîneur des juniors

Les quatre derniers soirs d'avril, au Conservatoire de Paris, les jeunes acteurs de l'Atelier, animés par Gérard Descarthe jouaient la Marianne de Tristan Lhermitte.

« Hors concours : celui qui ne peut concourir à cause d'une supériorité écrasante sur ses concurrents », nous dit le Petit Robert. Chaque génération a ses quelques acteurs hors concours. Gérard Descarthe est du nombre. Sa présence, sur la scène, est particulière : le spectateur n'y distingue pas avec netteté les composantes « terre à terre » d'un corps humain, d'une anatomie palpable. On dirait plutôt une « apparition », une irradiation inusitée de modulations nerveuses, de fluctuations d'âme.

Bizarrement, l'élément le plus « visible » de Gérard Descarthe est sa voix — voix de vent violent, voix de grande marée, pas intense, d'ailleurs, mais perçante, laboureuse, et qui électrise les attentions du public entier parce qu'elle suscite une hallucination : les ondes de cette seule voix font surgir les images, les histoires, les pages ou les forêts, les déterminations ou les abdications. Et le corps lui-même de l'acteur, sur les planches, là, est comme un mirage spirituel, une chimère, faite d'une intensité des yeux, du profil aigu de quelques airs d'ensemble. L'acteur, ici, est transmission, intercession. A travers son art, la parole va, respire, et toute l'attente de la pièce se manifeste, explose, déborde.

Comme le théâtre, en vérité, ne peut vivre, survivre, que grâce au concours d'acteurs évergètes, débordants.

d'acteurs phénomènes, comme Gérard Descarthe, pas étonnant que le Conservatoire d'art dramatique lui ait mis la main dessus, se fiant à lui pour brancher quelques comédiens en apprentissage.

A une vingtaine d'entre eux, Descarthe a fait travailler, cette année 1986-1987, la tragédie de Tristan Lhermitte, *Marianne*. Créée au printemps 1636, cette pièce commut un triomphe, aussi fort et même plus que celui du *Cid* de Corneille, qui parut six mois plus tard. A propos de *Marianne*, Corneille, beau joueur, a d'ailleurs dit : « Il ne se fait pas de miracle tous les jours. » *Marianne* fut reprise sans cesse, par de nombreuses troupes, dont celle de Molière, jusqu'au début du dix-huitième siècle. De nos jours, elle n'est presque jamais jouée. Pourquoi ? Mystère.

Desarthe a eu raison de choisir *Marianne* pour faire travailler des étudiants acteurs, pour deux raisons avant tout : premièrement, cette pièce est écrite dans une langue française magnifique, des vers alexandrins vivants, dynamiques, colorés, transparents et mystérieux, sensibles et saugrenus. Et s'agissait de dire des vers très beaux, pour des acteurs, c'est fondamental, puisque, dans ce cas, chaque « note » de la voix est un élan de conscience, et peut être un acte de conscience, de résolution, d'imaginaire, de souvenirs. Et, deuxièmement, cette pièce est sans cesse une décharge, un déchaînement de réactions humaines pures, d'instincts, d'émotions passionnelles, manifestées sans leur allant, avec génie, comme sans parasites d'un métier.

Le point de la pièce est d'ailleurs très serré : à Jérusalem, peu d'années avant la naissance de Jésus-Christ, le roi Hérode, fou

amoureux de son épouse Marianne qui lui fait la tête, la fait exécuter, cédant à des bruits mensongers d'adultère, de complot. Sa femme morte, Hérode perd la raison et les démonstrations de cette démence, qui occupent tout le dernier acte, sont de comparable dans l'histoire du théâtre. Pour l'unité de son œuvre, Tristan Lhermitte, a négligé l'ensemble du règne d'Hérode qui fut pour la Judée un temps de prospérité et de paix alors qu'Hérode n'était pas juif et s'était fait instituer roi par les autorités de Rome.

Avec trois sous de liquide, des costumes disparates prêtés et quelques mètres d'étoffe rouge empruntés, mais des trépassés d'esprit et d'imaginaire, les jeunes acteurs de Descarthe ont donné de *Marianne* une présentation de toute beauté. La poésie du texte rayonnait de toutes ses nuances, de tous ses éblouissements fulgurants ou mués. Et chacun des protagonistes de ce conte de sang et de fureur a pu imaginer, dans un parfait concert d'ensemble, un caractère original, saisissant.

Citons Hérode (Michel Bonpou), sa sœur Salomé et son frère Phéroce, qui le poussent au meurtre (Patricia Varny et Samuel Labarthe), Marianne et sa mère Alexandra (Cyrille Gaudin et Corinne Darmon), le Grand Échanson (Christophe Brault), Nabab, qui vient raconter l'exécution de Marianne (Pierre Gérard), il faut dire tous leurs noms, mais nous les retrouverons aux « journées de fin d'année » du Conservatoire, en juin prochain, et plus tard, sur nos scènes de France et de Navarre. Et merci à Gérard Descarthe, incomparable entraîneur. Descarthe acteur considérable, homme réservé et inquiet, chance insoupçonnée pour les comédiens de demain.

MICHEL COURNOT.

CINÉMA

« Mikey et Nicky », d'Elaine May

La nuit des illusions perdues

Deux copains qui se retrouvent, s'amusent, se disputent, se battent. C'est l'histoire d'un meurtre, le meurtre de l'enfance.

Nicky appelle Mikey à l'aide. Pour lui, par des moyens, il s'est réfugié dans une chambre d'hôtel crapoteuse où il semble croupir depuis des semaines, mais ça fait seulement deux jours. Il est sale, pas rasé, fou de peur ; il nous fait une belle crise de paranoïa. John Cassavetes est Nicky, Peter Falk Mikey : c'est dire si la sobriété du jeu n'est pas en ligne de compte.

Les raisons pour lesquelles le vie de Cassavetes ne tient qu'à un fil sont floues et importantes. On apprend vaguement qu'il a croqué son patron, un mafioso de type petit bourgeois soucieux, qui a lancé à ses trousses un tueur trop gros, rose et roux — Ned Beatty, — sorte d'ennemi fatigué, obtus, discipliné mais sans imagination.

Le film d'Elaine May, *Mikey et Nicky*, date de 1976. Page d'or, pourrait-on dire des anti-héros miteux-minables, protagonistes des faits divers quotidiens, victimes de la grande ville et d'une société strasbourgeoise qui les oublie quand elle ne les écrase pas. On les reconnaît tout de suite, et d'ailleurs ils sont toujours d'actualité. Le film, c'est, en une heure quarante-cinq d'humour aigre et de suspense, une nuit de dérive, la mise à nu des vérités médiocres, la nuit des illusions perdues.

Mikey vole au secours de Nicky, mais c'est pour l'amener au meurtre. Tout pourrait se passer vite et simplement si le tueur ne se perdait pas dans les embouteillages, si l'imminence du danger n'affaiblissait l'intelligence de Nicky, son instinct de survie. Il traîne son vieux copain — il se connaissait depuis l'enfance —

dans des bistrot glauques, des quartiers miniers et chez sa maîtresse, une blonde pathétique, naïve, incapable de lui résister. Cassavetes, c'est vrai, est irrésistible. Il a beau se montrer abominablement muet, égotique, instable, irresponsable, on a envie de faire quelque chose pour lui. On comprend que sa femme, autant qu'un enfant, en plus, c'est un homme séduisant. D'où la jalousie, l'amour haineux et fasciné que lui voue Mikey, Peter Falk, la quarantaine cupide, empiètrée dans les frustrations, les rêves revanchards. Il veut, il doit se débarrasser de « l'autre », le modèle qu'il n'a jamais pu atteindre, qui lui apparaît soudain dans sa banalité dérisoire, et malgré tout auréolé de charmes.

La réalisatrice pointe le doigt sur la pénétration des hommes, sur le sentimentalisme des femmes, sans indulgence ni méchanceté, ça la ferait plutôt rire. Elle dessine les personnages au bord de la caricature, c'est-à-dire qu'elle pose le trait juste et le pousse en laissant faire le jeu excessif des acteurs. Excessif, mais authentique, complet, oufuf, intensément humain. Elle place l'ambiance de peur par le réalisme du décor et des sons, puis, progressivement, comme ses « héros » vulnérables dans l'espace abstrait des rues nocturnes, univers parallèle où les vérités éclatent, insupportables à reconnaître... Insupportable à vivre, ce meurtre qui n'en finit pas, long comme un enchevêtrement en spirale, où l'ironie et le tragique jouent à cache-cache. On rit, on a mal et ça finit... comme doit finir la fable, une fable qui raconte la nuit où meurt l'enfance.

COLETTE GODARD.

« Pour qui sonne le glas », de Sam Wood

Gary et Ingrid superstars

L'adaptation du roman d'Hemingway sur la guerre d'Espagne, en 1933, fit pleurer les chaumières. Les acteurs restent merveilleux.

Hollywood avait mis tous les atouts de son côté. D'abord le réalisateur Sam Wood, spécialiste du grand spectacle édifiant à la *Au revoir, Mr. Chips*. Dudley Nichols, son scénariste le plus célèbre, collaborateur régulier de John Ford. Le décorateur William Cameron Menzies, qui avait conçu *Autant en emporte le vent* pour David O. Selznick. Mais surtout le couple Gary Cooper-Ingrid Bergman : lui, symbole de l'homme américain en lutte contre les forces du mal ; elle, deux ans plus tard, vingt-cinq printemps anachroniques à l'époque en guerre.

Robert, l'Anglais, comme l'appellent ses camarades de combat, est venu des États-Unis se ranger aux côtés de la République espagnole en 1937. Il doit faire sauter un pont lancé à pic sur une rivière. Il a trois jours pour accomplir sa mission. Il se heurte vite à un étrange personnage, Pablo (Akim Tamiroff), à la bravoure éprouvée, mais au comportement suspect. Il remarque dans le groupe une toute jeune fille, Maria, qui a vu ses parents fusillés sous ses yeux par les nationalistes.

Une folle histoire d'amour aux accents claudéliens, sur fond de rochers abrupts et de clair de lune romantique, se développe entre le géant yankee et l'immoente enfant. Toute illusion sexuelle est évacuée, la guerre, présente dans tous les esprits, à l'écran comme au moment du tournage, unit à la vie à la mort ceux qui s'aiment.

Dudley Nichols accentue la ressemblance avec *Adieu aux armes*, autre roman d'Hemingway sur la première guerre mondiale dont Frank Borzage tira en 1932 un film émouvant avec son épouse Gary Cooper, alors très jeune. Oui, l'intrigue se tresse un peu, on a l'impression par moments d'apporter son obole à la cause commune, Katina Paxinou en pasticheur populaire se croit chez Euripide ou Sophocle. Le studio a rassemblé la plus surprenante brochette d'acteurs d'Europe centrale et orientale et d'Amérique latine, jouant tous avec un accent marqué, — et puis le miracle a lieu. Le film expose, comme jaillissent les larmes d'Ingrid Bergman bouleversée par le sacrifice de Gary Cooper, comme Cooper lui-même résume en quelques plans une carrière faite de grands espaces et de fidélité à la parole donnée. Jamais Hollywood ne fut plus convaincant.

LOUIS MARCORELLES.

COMMUNICATION

Parution de « la légende du siècle »

Lancé le lundi 4 mai, l'hebdomadaire *La Légende du siècle*, bénéficie de plus de 2 000 abonnements. Parmi ceux-ci, un souscripteur célèbre : M. François Mitterrand, président de la République. Ancré à gauche, le journal que dirige M. Roland Castro, architecte responsable de Banlieues 89, ancien animateur au début des années 70 du journal *Tout*, veut être différent : huit pages grand format, arêtes de bleu et de blanc, plutôt faites de « coups de gueule », de points de vue et d'opinions que d'enquêtes. Destinée à juger ou à irriter, l'hebdomadaire, dont le titre est emprunté à une œuvre de Victor Hugo, a bénéficié du concours bénévole de nombreux journalistes et artistes comme Wolinski, Hélène Bleskine, Catherine Belkhouja, Jean-Paul Dollé, etc.

Quatre numéros seront publiés en mai, avant le lancement définitif, en kiosques, en septembre. Edité grâce au soutien financier d'amis de Roland Castro, l'hebdomadaire espère recueillir 25 000 abonnements. Un débat et une fête au Cirque d'hiver, dans la soirée du 4 mai — avec un show auquel participent Bernard Lavilliers, Didier Lockwood, Carte de Séjour — devraient lui permettre de passer à la vitesse supérieure.

La 5 recrute à Europe 1

Après les stars du show-business, la 5 recrute désormais les vedettes de l'information et pousse, à l'encouragement des rédactions de l'audiovisuel, Europe 1 apparaît ainsi comme un vivier convoité puisqu'on annonce plusieurs collaborations régulières à la 5 ainsi que des transferts. Charles Villeneuve, directeur adjoint de la rédaction d'Europe 1, interviendra régulièrement sur le petit écran pour des chroniques en matière de défense, de terrorisme et de politique étrangère liée aux pays arabes. Sans quitter non plus la rédaction d'Europe 1, Catherine May devrait, de son côté, faire sur la 5 des chroniques, des portraits, des interventions ponctuelles dans le domaine de la politique intérieure. En revanche, d'autres journalistes pourraient quitter la station de la rue François-Ier, parmi lesquels Guillaume Durand, présentateur du journal de 7 heures sur Europe 1, qui avait déjà largement collaboré à la 5 première formule et que l'on sollicite aujourd'hui pour animer un journal télévisé. Laurent Cabrol pourrait aussi prendre en charge la météo, tandis que Jean-Louis Caldeiron ferait du reportage.

Ces hypothèses de départ inquiètent la direction d'Europe 1 et pourraient déstabiliser la rédaction, déjà très déçue de l'échec du groupe Hachette pour reprendre la Une et laquette des résultats d'audience de la station.

A. Co.

DANSE

Maurice Eisner quitte le ministère de la culture

M. Maurice Eisner, inspecteur général de la danse, atteint par la limite d'âge, quitte son poste au ministère de la culture et de la communication, section direction de la musique et de la danse.

Batailleur, passionné, fou de danse et de musique, Maurice Eisner (Igor pour les amis, c'était sa griffe de critique) s'est dévoué sans compter pour pallier l'insuffisance des structures et des moyens attribués à la danse au sein de la direction de la musique. Il a largement contribué à la mutation du paysage chorégraphique français. Il a favorisé une politique d'aide financière aux jeunes compagnies, de développement de centres chorégraphiques dans les régions, de contrats entre les villes et l'État. Il a orienté l'action du ministère vers la diffusion et l'enseignement de cette danse moderne qui connaît aujourd'hui un essor exceptionnel reconnu dans le monde entier.

Maurice Eisner a toujours été attentif aux besoins des danseurs et des chorégraphes. Il a été à l'origine de nombreuses actions, et ce n'est certainement pas sa faute si les conditions faites à la création chorégraphique restent encore dérisoires. Son action ne s'arrête pas avec son départ. Depuis plusieurs mois — à la demande de M. François Léotard, — il a travaillé sur l'organisation de la future délégation de la danse au sein de la direction de la musique. De l'attribution de celle-ci, des moyens financiers qui lui seront impartis, dépend l'avenir d'un secteur encore fragile et aujourd'hui fortement menacé. Tout tient à la décision du ministre, qui devrait être rendue publique d'ici à la fin mai.

M. Eisner quitte la fonction publique, mais le journaliste reprend son activité de critique et compte collaborer à des émissions de télévision.

M. M.

PIANO ★★★★★
SALLE PLEYEL
7-22 mai, 1^{er} juin, 20 h 30
POLLINI
3 récitals BEETHOVEN
17-19 mai, 20 h 30
BRENDEL
4 récitals SCHUBERT
LOC 45-63-88-73

« L'Apiculteur », de Théo Angelopoulos

Le voyage dans le vide

Un vieil homme, un homme du passé sur le chemin de la mort rencontre une fille de nulle part. Et un moment de vie.

Spyros est un paysan grec, vieillissant, monotone, massif. Et seul, après que sa fille se soit mariée (il s'est, déjà, séparé de sa femme), il s'est réfugié dans une maison isolée, dénuée de tout. Spyros, apiculteur, va, dans sa camionnette, traverser la Grèce, du nord au sud, en suivant la « route des fleurs » avec ses ruches. Pour s'apercevoir qu'il est un étranger dans son propre pays.

En 1984, *Le Voyage à Cythère*, où se trouvaient confrontés un ancien révolutionnaire et une génération désormais installée dans la démocratie, marquait un changement de cap, d'inspiration, chez Angelopoulos. Les arrière-plans politiques de son cinéma s'estompent. Le destin de l'individu semblait devenir sa principale préoccupation. Maintenant, c'est sûr, les engagements politiques s'ont plus courts. Spyros (qu'interprète Marcello Mastroianni) avec une majesté patétique, l'homme du passé, erre dans une sorte de désert de pluie, de neige, de pauvreté, de mélancolie, d'absence. En marche vers la mort sans pousser un cri. Le désespoir existentiel est inscrit dans les paysages tels que les voit Spyros, dans des images d'une sobriété admirable qu'on dirait inspirées de ces films d'Antonioni où les routes brumeuses, les agglomérations tristes, les bords de fleuve, dissolvent la crise d'une civilisation, l'impossibilité de communiquer.

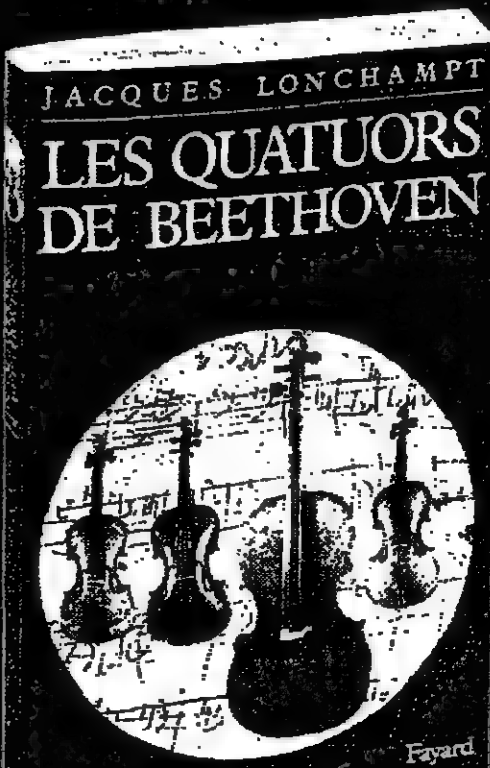
Le village de l'enfance est mort, l'enfant n'a pu naître car un malade alcoolique avec le visage ravagé de Serge Reggiani, les retrouvailles avec l'épouse sont ratées. Mais il y a cette jeune auto-stoppeuse, sans nom, qui croise le chemin de Spyros et à laquelle il s'accroche. Elle n'a pas d'attaches, elle vit l'instant (étonnantes apparitions de Nadia Mourouzi), elle fait l'amour avec Spyros devant l'écran d'un cinéma désaffecté. Il est prêt à tout pour la garder : à défoncer la vitre d'un bar avec sa camionnette, à supporter qu'elle couche avec un soldat dans un lit voisin du sien.

Après tout, Spyros n'a plus de liens avec la société d'aujourd'hui, et cette fille de nulle part lui permet encore de subir l'insoluble confrontation entre la réalité et l'imaginaire, entre le passé et le présent. Tout juste Spyros retarde-t-il l'échéance. Il faut aussi que la mise en scène prenne le temps — Angelopoulos n'a jamais été et ne peut être un cinéaste psychologique, mais un

peintre d'idées et de comportements — de faire sentir au cours du voyage le vide idéologique où se perd l'apiculteur. L'heure venue, les abeilles vont bécoter sa fin de leurs bourdonnements. La mort est peut-être au commencement, la tragédie de cette solitude ouvre peut-être sur autre chose. On n'ose pas dire espère, mais c'est beau à pleurer.

JACQUES SICLER.

JACQUES LONCHAMPT
LE GUIDE le plus sûr
et le plus clair pour suivre pas à pas
la pensée musicale de Beethoven.



FAYARD
208 pages
89F
Guide d'audition

LEGENDE DU SIECLE
DIRECTEUR ROLAND CASTRO
UNE FETE POUR UN JOURNAL
au CIRQUE D'HIVER
LUNDI 4 MAI de 16 H à 4 H du matin

• Débat avec Michel Polac, J.-M. Bouguereau (*Liberation*), M. Butel (*L'Autre journal*), Ph. Gaillard (*ILP*), D. Garnier (*La Tribune*), D. Jamet (*Quotidien de Paris*), Y.-M. Labé (*Le Monde*)...

• Expo-vente de peintures, photos, dessins d'archi
• Cuisine de tous pays
• Show avec Carte de Séjour, Didier Lockwood, Bernard Lavilliers et des orchestres jusqu'à l'aube

LEGENDE DU SIECLE
(1) 42 71 97 56

théâtre

SPECTACLES

Théâtre de la Ville : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Théâtre de la Madeleine : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Théâtre de la Comédie-Française : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Théâtre de la Renaissance : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.

cinéma

Cinéma de la Ville : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Madeleine : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Comédie-Française : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Renaissance : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Gaîté-Montparnasse : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.

Cinéma de la Ville : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Madeleine : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Comédie-Française : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Renaissance : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Gaîté-Montparnasse : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.

Cinéma de la Ville : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Madeleine : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Comédie-Française : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Renaissance : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Gaîté-Montparnasse : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.

Cinéma de la Ville : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Madeleine : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Comédie-Française : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Renaissance : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Gaîté-Montparnasse : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.

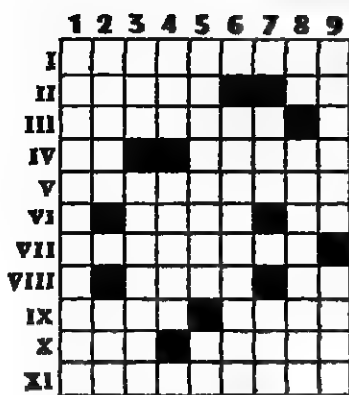
Cinéma de la Ville : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Madeleine : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Comédie-Française : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Renaissance : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Gaîté-Montparnasse : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.

Cinéma de la Ville : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Madeleine : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Comédie-Française : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Renaissance : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.
Cinéma de la Gaîté-Montparnasse : *Le Cid* de Corneille, 19 h 30.

« Services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4476



HORIZONTALEMENT

I. Echelle de cordes. - II. Bac qui n'entraîne aucun travail lorsqu'on est repu. En Apulie. - III. Point de suspension. - IV. Passé heureux. Des envies qui coulent à la peau. - V. Préfèrent le grain aux nouilles. - VI. Célèbre liquide écossais. Article. - VII. Instrument à vent. - VIII. Voies de garage. Bien roulé. - IX. Un mot qui revient fréquemment dans la presse. Echassier d'Afrique. - X. Résultat d'un brisage britannique. Mythe divin. - XI. Étaient plus forts que les as.

VERTICALEMENT

1. Pêche « glacée ». - 2. Une façon d'être plein d'attention. Man-

rice. - 3. Situé. Ne donne pas signe de vie. - 4. Possessif. Manière d'être. - 5. Un homme de pointe. Avec lui, on peut se piquer au jeu, mais jamais dans le travail. - 6. Faire le plein. - 7. Fleuve côtier des Pyrénées. Article de « pointe ». - 8. Ses bords sont rapprochés. Envie modeste. - 9. Qui penche au point de se laisser tomber. Inaptes pour le service.

Solution du problème n° 4475

Horizontalement

I. Coupe-cigares. P.S. - II. Arroseur. Ivre. - III. Sal. Téléphon. Eon. - IV. Ciné. Ebon. - V. Aso. Sultan. Cl. - VI. Doigts. Gd. Cidre. - VII. Eardlement. Four. - VIII. Date. Europe. - IX. Repas. Sa. Aise. - X. Des. Ess. Ambr. - XI. Pensum. Tonne. Oa. - XII. Insensée. But. - XIII. Es. Trip. Bibi. - XIV. Lie. Groin. Malle. - XV. Enseignes. Réer.

Verticalement

1. Cascadeur. Pilla. - 2. Oraison. Eden. In. - 3. Urinoir. Pensées. - 4. P. Odassas. - 5. Est. Atlas. Un. G.I. - 6. C.E.E. Set. Ess. Rg. - 7. Jules. Mess. Eton. - 8. Grubage. Astérie. - 9. Molène. Esine. - 10. Raout. Tui. - 11. Neoc. Riant. - 12. Si. Uniforme. Bar. - 13. Ver. Dopée. Bile. - 14. Pro. Crue. Rouble. - 15. Sentier. Dentier.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 30 avril 1987 :

DES DÉCRETS

• N° 87-292 du 28 avril 1987 modifiant le décret n° 85-1513 du 31 décembre 1985 pris pour application de l'article L. 234-10 du code des communes et relatif à la dotation de compensation de la dotation globale de fonctionnement des communes ;
• N° 87-295 du 29 avril 1987 fixant pour l'année 1987 les cotisations du régime d'allocation vieillesse des professions libérales ;
• N° 87-297 du 29 avril 1987 portant modification du décret n° 84-1057 du 30 novembre 1984 relatif aux contrats d'adaptation à un emploi ou à un type d'emploi ;
• N° 87-302 du 30 avril 1987 modifiant le code de la sécurité sociale (troisième partie : décrets simples) et relatif à l'allocation spéciale et au fonds spécial d'allocation vieillesse ;
• N° 87-305 du 30 avril 1987 portant application de l'article L. 351-25 du code du travail (allocation pour privation partielle d'emploi).

Sont publiés au Journal officiel du samedi 2 mai 1987 :

UN DÉCRET

• N° 87-299 du 30 avril 1987 modifiant le décret n° 85-261 du 22 février 1985 relatif à la répartition du produit des amendes de police en matière de circulation routière.

DES ARRÊTÉS

• Du 28 avril 1987 relatif à la cession des activités de téléphonie publique de la Compagnie générale de constructions téléphoniques ;
• Du 24 avril 1987 fixant les valeurs d'échange des titres d'emprunt remis en paiement des actions du Crédit commercial de France cédées par l'Etat par offre publique de vente du 27 avril 1987 ;
• Du 23 mars 1987 relatif au tarif des divers émoluments et

indemnités alloués en application du livre IV du code de la sécurité sociale (accidents du travail et maladies professionnelles).

UNE DÉCISION

• Du 23 février 1987 de la commission créée par l'article 14 de la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 modifiée relative aux droits d'auteur et aux droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes et des entreprises de communication audiovisuelle.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 3 mai :

DES DÉCRETS

• N° 87-302 du 30 avril 1987 modifiant le code de la sécurité sociale (troisième partie : décrets simples) et relatif à l'allocation spéciale et au fonds spécial d'allocation vieillesse ;
• N° 87-305 du 30 avril 1987 portant application de l'article L. 351-25 du code du travail (allocation pour privation partielle d'emploi).

TERMINAL	NUMÉROS	SOMMES
1	791 118 941 240 021 228 161 296 931	1 000 50 000 50 000 1 000 000 1 000 000
2	722 228 882	1 000 50 000 000
3	285 743 301 703 046 223 302 213	50 000 50 000 1 000 000 1 000 000
4	254 214 288 284 304 834 304 914	50 000 50 000 50 000 50 000
5	182 508 243 285 318 025	50 000 50 000 1 000 000

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER
TOUTES SOMMES COMPTES AUX VILLETTES ENTIÈRES

TERMINAL	NUMÉROS	SOMMES
6	285 285 303 825	1 000 50 000
7	117 288 107 387 027 388 857	100 50 100 50 100 50 100
8	588 173 588	1 000 50 000
9	222 428 228 008	50 000 50 000
0	628 288 378 228 728 288 418	1 000 50 000 1 000 000 1 000 000

TRANCHE DU



TRANCHE DU LUNDI 27 AVRIL AU DIMANCHE 3 MAI 1987 (ENVELOPPE)

87

Le Carnet du Monde

Le Monde • Mardi 5 mai 1987 17

Naissances

— Anne et Michel CHABERT, et Sarah, sont heureux d'annoncer la naissance de

Margaux,

le 28 avril.

— Marie-Edith et Hubert SOLAND, Adrien, Jelle, Vincent et Morgane sont heureux d'annoncer la naissance de

Margaux,

le 22 avril 1987, à Lille.

— Jean-Philippe COTIS et Marguerite, née Léon, partagent avec

Marianne

la joie d'annoncer la naissance de

Pierre

le 22 mars 1987, à Washington, DC.

— Le médecin général inspecteur et M^{me} André JOULIN, ont la joie d'annoncer la naissance de leur huitième petit-enfant

Thomas,

au foyer de Catherine et Olivier JOULIN, le 6 avril 1987, à Bourges.

— Tom ANNEQUIN, né le 9 avril 1987, est ravi d'annoncer que ses parents,

Françoise GALLAND et Daniel ANNEQUIN, semblent bien se remettre de sa naissance.

— Les familles Madar, Costa, Calvo, Brami, Boublil, Ensaïfer, Peruz, Zarka, Polli, Dupuis, Corroli, Avram, Michane, Hayat, Azouane et Guendelman ont la grande tristesse de faire part du décès de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

M^{me} Sarah Valentine COSTA-HASSAN,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

— Claude Gille, ses époux, Les familles Juchat et Zocchi, ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Suzanne GILLE, née Dalgant,

le 30 avril 1987.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité.

« Générations mais espérances »

Cet avis tient lieu de faire-part.

Domaine de Riquembourg-D2, 06220 Vallauris.

— Il a plu à Dieu de rappeler à lui

M. Joseph GISSINGER,

le 2 mai 1987, dans sa soixante-troisième année.

Il nous a quittés dans la paix de Christ, aux Loges.

De la part de M^{me} Joseph Gissinger, M^{me} et M^{me} Albert Gissinger, Nicolas et Antoine, M^{me} Anne-Marguerite Gissinger, M^{me} et M^{me} Christophe Gissinger-Haves, M^{me} Pierre Gissinger et M^{me} Lise Leroy.

Et des familles Gissinger, Arnspach, Brochmann, Scherrer, Arens, Lagasse-Delpas.

Le service religieux sera célébré le mercredi 6 mai, en l'église d'Abondant (Euro-et-Loir).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Loges, 28570 Abondant.

— L'école Saint-Louis-Sainte-Croix du Raincy, Le corps enseignant, Les élèves, Les parents Et tous les collaborateurs ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph GISSINGER, directeur de l'école.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 mai, à 14 h 30, en l'église d'Abondant (Euro-et-Loir).

— M^{me} Roger Goirand, M^{me} et M^{me} Françoise Simonnet et M^{me}, née Roselyne Goirand et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jacques Nantillon, M^{me} Marie-Louise Pascal, née Goirand, M^{me} Claire Fontana, née Goirand et son fils, M^{me} Jean Aguilin d'Ailland de Caseneuve, M^{me} et M^{me} Henri Bonifay et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis d'Ailland de Caseneuve, M^{me} Maurice d'Ailland de Caseneuve et ses enfants, M^{me} et M^{me} Pierre Aymes et leurs enfants ont la douleur de faire part du décès de

docteur Roger GOIRAND, chirurgien-obstétricien des Hôpitaux de Marseille, chef de service en gynécologie, ancien directeur de l'école de sage-femmes de la maternité de la Belle de Mai, médaillé de la Résistance,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur aîné et aînée

le 25 avril 1987, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée à Marseille par le Père Jean Nantillon, le 28 avril 1987, dans l'intimité familiale.

21, chemin de la Batterie-du-Rocca-Bleue, 13007 Marseille.

16, rue Guy-Lemaire, 75005 Paris.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Pierre Le Baube, son aîné, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Emeric Gros, Bernadette Gradié, Christiane Collange et Jean Raval, Paris et Jean-Louis Servan-Schreiber, ses enfants, David, Emile, Franklin, Edouard Servan-Schreiber, Olivier et Summa, François, Catherine Gros, France et Jean-Yves Nathan, Patricia, Corinne, Diego et Christiane, Yvan Gradié, Jean-Marc et Catherine, Jean-Christophe et Jean-Claude, Vincent, Simon Fernin, Pascaline, Florence, Eric, Camille Servan-Schreiber, ses petits-enfants, Jean-Sébastien, Jean-Baptiste, Jonathan, Julien et Julia, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Emile SERVAN-SCHREIBER, née Denise Bressard,

meilleure amie de son aîné, le mardi 28 avril 1987, à Paris, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église de Venettes-sur-Mer (Seine-et-Marne), le samedi 2 mai 1987, à 11 heures.

— Une messe sera dite à son intention, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16^e, le jeudi 7 mai, à 12 h 30.

24, rue Clémence-Marot, 75008 Paris.

— Le conseil d'administration de la société maternelle La nouvelle école des enfants de France, à la grande tristesse de faire part de la disparition de

M^{me} Emile SERVAN-SCHREIBER, chevalier de la Légion d'honneur,

un très regretté président, amant de l'œuvre depuis sa fondation.

3, rue de Pontoise, 75005 Paris.

— M^{me} Emile Servan-Schreiber, née Marie-Denise Bressard, qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-sept ans, avait succédé à son mari comme « patriarche » de ce que dans le monde de la presse on a longtemps appelé la « tribu Servan-Schreiber ». Elle a en effet toujours été associée de près à l'action de son mari, décédé en 1967, à l'âge de soixante-dix ans, et qui avait fondé en 1908 avec son frère Robert Servan-Schreiber le quotidien économique les Échos dont il a assuré la propriété et la direction jusqu'en 1964. Les enfants d'Emile Servan-Schreiber et de son épouse ont constitué une véritable dynastie journalistique puisque quatre sur cinq ont appartenu à la presse : Jean-Jacques, l'aîné, qui dirigeait l'Express et fut président du Parti radical et député de Nancy, Christiane Collange, Jean-Louis, qui dirige le groupe Expansion, Brigitte Gros, ancien journaliste, ancien éditeur, décédé, Soule Bernadette Gradié n'appartenant pas à la presse.

M^{me} Emile Servan-Schreiber, qui avait présidé le conseil d'administration de l'Express jusqu'à ce que M. James Goldsmith se rende acquiescent en 1977 de cet hebdomadaire, avait toujours été très proche de ses enfants. Elle avait notamment joué auprès de Jean-Jacques un rôle de conseiller et de confidente tout au long de la carrière journalistique et politique de celui-ci.

— M^{me} Philippe Aydalot et Marion, M^{me} et M^{me} Maurice Aydalot, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Philippe AYDALOT, professeur à l'université Paris-I,

remercient très sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur peine.

— Remmes. Saint-Grégoire. Nantes. Lyon.

M. René-Luc Prigent, M^{me} et M^{me} Pierre Hocquet, Docteurs Jean-Malo et Marie-Yvonne Prigent, M^{me} et M^{me} Bertrand Prigent, M^{me} et M^{me} Gilles Prigent, M^{me} et M^{me} Gilles Dubigou, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, font part du décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M. René PRIGENT, géomètre-expert DPLG honoraire, croix de guerre 1914-1918, fortifié par les sacrements de l'Eglise.

La messe des obsèques a eu lieu le jeudi 30 avril 1987, en l'église Notre-Dame de Rennes.

5, place Huché, 35000 Rennes.

— M^{me} Georges Salomon, M^{me} et M^{me} Henri Pinhas, François Salomon, Jacques-Henry Pinhas, Isabelle Pinhas, ont la douleur de faire part du décès, le 27 avril 1987, de

M^{me} Georges SALOMON, née Gilberte Roth

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

47, rue Nollet, 75017 Paris.

39, rue Truffaut, 75017 Paris.

— M^{me} Pierre Le Baube, son aîné, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Emeric Gros, Bernadette Gradié, Christiane Collange et Jean Raval, Paris et Jean-Louis Servan-Schreiber, ses enfants, David, Emile, Franklin, Edouard Servan-Schreiber, Olivier et Summa, François, Catherine Gros, France et Jean-Yves Nathan, Patricia, Corinne, Diego et Christiane, Yvan Gradié, Jean-Marc et Catherine, Jean-Christophe et Jean-Claude, Vincent, Simon Fernin, Pascaline, Florence, Eric, Camille Servan-Schreiber, ses petits-enfants, Jean-Sébastien, Jean-Baptiste, Jonathan, Julien et Julia, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Emile SERVAN-SCHREIBER, née Denise Bressard,

meilleure amie de son aîné, le mardi 28 avril 1987, à Paris, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité en l'église de Venettes-sur-Mer (Seine-et-Marne), le samedi 2 mai 1987, à 11 heures.

— Une messe sera dite à son intention, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 35, avenue Marceau, Paris-16^e, le jeudi 7 mai, à 12 h 30.

24, rue Clémence-Marot, 75008 Paris.

— Le conseil d'administration de la société maternelle La nouvelle école des enfants de France, à la grande tristesse de faire part de la disparition de

M^{me} Emile SERVAN-SCHREIBER, chevalier de la Légion d'honneur,

un très regretté président, amant de l'œuvre depuis sa fondation.

3, rue de Pontoise, 75005 Paris.

— M^{me} Emile Servan-Schreiber, née Marie-Denise Bressard, qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-sept ans, avait succédé à son mari comme « patriarche » de ce que dans le monde de la presse on a longtemps appelé la « tribu Servan-Schreiber ». Elle a en effet toujours été associée de près à l'action de son mari, décédé en 1967, à l'âge de soixante-dix ans, et qui avait fondé en 1908 avec son frère Robert Servan-Schreiber le quotidien économique les Échos dont il a assuré la propriété et la direction jusqu'en 1964. Les enfants d'Emile Servan-Schreiber et de son épouse ont constitué une véritable dynastie journalistique puisque quatre sur cinq ont appartenu à la presse : Jean-Jacques, l'aîné, qui dirigeait l'Express et fut président du Parti radical et député de Nancy, Christiane Collange, Jean-Louis, qui dirige le groupe Expansion, Brigitte Gros, ancien journaliste, ancien éditeur, décédé, Soule Bernadette Gradié n'appartenant pas à la presse.

M^{me} Emile Servan-Schreiber, qui avait présidé le conseil d'administration de l'Express jusqu'à ce que M. James Goldsmith se rende acquiescent en 1977 de cet hebdomadaire, avait toujours été très proche de ses enfants. Elle avait notamment joué auprès de Jean-Jacques un rôle de conseiller et de confidente tout au long de la carrière journalistique et politique de celui-ci.

— M^{me} Philippe Aydalot et Marion, M^{me} et M^{me} Maurice Aydalot, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Philippe AYDALOT, professeur à l'université Paris-I,

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES

CONCOURS POUR SON INSPECTION

ÉCOLES DE COMMERCE
INGÉNIEURS UNIVERSITAIRES - MAÎTRISE D'ÉCONOMIE OU DE GESTION

3 000 000 de clients réalisent leurs projets avec nous.

Répartis sur 36 banques régionales et 1 842 agences, nos clients s'adressent ainsi à l'un des grands groupes bancaires français qui compte aujourd'hui plus de 28 000 personnes, 138 milliards de francs de dépôts : le Groupe des Banques Populaires.

La Chambre Syndicale des Banques Populaires, organe de contrôle des banques et établissements du groupe, vous propose de débiter en intégrant son corps d'inspection. Il vous sera offert une formation large tant aux techniques bancaires qu'à l'audit, notamment dans ses aspects comptables et informatiques.

Très rapidement, vous participerez à des missions d'inspection dans les banques populaires avec pour objectif de porter un diagnostic sur leur fonctionnement.

Après quelques années, vous serez naturellement conduit à prendre des responsabilités de Chef de Mission et vous vous préparerez à assumer ensuite d'importantes responsabilités opérationnelles.

Vos qualités de rigueur, votre esprit de synthèse et d'analyse, votre dynamisme ainsi que votre parfaite mobilité géographique seront vos meilleurs atouts.

Si vous êtes disponible immédiatement ou dans quelques mois, nous vous invitons à participer à notre concours de recrutement qui aura lieu le 20 juin 1987. Pour faire acte de candidature, demandez un dossier d'information et d'inscription, en écrivant, sous la référence CS/87/LM1, à la CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES - 131, avenue de Wagram - 75047 PARIS Cedex 17. (Clôture des inscriptions le 7 juin 1987).



BANQUE POPULAIRE
UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

MEDIA BA

Grande entreprise de forte renommée
(3 000 personnes, CA 3,5 milliards, plusieurs établissements) rattachée à un puissant groupe financier, étoffe la structure de son département central recrutement et gestion de personnel et recherche :

Un chargé de recrutement

Le titulaire du poste devra :

- prendre en charge l'ensemble des missions de recrutement qui lui seront confiées (analyse de poste, choix de méthodes, sélection, intégration),
- participer à la gestion prévisionnelle des effectifs et des carrières,
- intégrer à une équipe performante en apportant une contribution personnelle et développer les relations avec différents responsables opérationnels.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, Droit, Sciences PO... ou Sciences Humaines (Psycho Prati ou Psycho du Travail) + IAE, CELSA ou équivalent.

Une expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence au sein d'une grande entreprise ou en Cabinet conseil est nécessaire ainsi que de réelles qualités de contact et de rigueur.

Perspectives d'évolution de carrière au sein de la société et du groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. YR 477 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

DIRECTION GÉNÉRALE DE VACANCES D'HOTEL

Directeur
des ressources humaines

Directeur
des ressources humaines

Directeur
des ressources humaines

Directeur
des ressources humaines

Directeur
des ressources humaines

Directeur
des ressources humaines

Directeur
des ressources humaines

Directeur
des ressources humaines

Directeur
des ressources humaines

Directeur
des ressources humaines

Directeur
des ressources humaines

Directeur
des ressources humaines

Un des plus importants groupes qui produit, commercialise et exporte dans 32 pays des tissus d'ameublement (créations haut de gamme, style contemporain) recherche, dans le cadre de son expansion, un :

DIRECTEUR COMMERCIAL

Rattaché directement au P.D.G., le titulaire de ce poste a l'expérience de la commercialisation de produits de luxe, où le goût et la sensibilité esthétique interviennent tant pour sentir les tendances de la mode que pour vendre à une clientèle spécialisée.

Attaché aux principes du marketing, il est capable d'analyser et de présenter les orientations nouvelles d'un marché en phase d'évolution.

Il collabore étroitement avec la direction générale dans le cadre de l'élaboration de la politique commerciale. Il participe à la création et au choix des collections. Il suit personnellement les principaux clients, le réseau des représentants, supervise le service commercial et l'administration des ventes.

Il gère le budget de communication et de publicité en proposant les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir les produits et atteindre les objectifs qu'il s'est fixés.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, en indiquant salaire actuel et prétentions, sous référence 488, à : PROMONOR, 82, rue de Douai, 59000 LILLE, qui s'engage à répondre à toutes les demandes et à traiter chaque dossier avec la plus grande discrétion.

Les candidats susceptibles de satisfaire ce poste se reconnaîtront dans le profil suivant :

- 35 ans,
- Formation commerciale ou technique supérieure : HEC, EDHEC, ESC ou niveau universitaire équivalent, ingénieur textile justifiant d'une expérience commerciale similaire,
- Homme de réflexion et d'action, il a réussi dans un poste équivalent,
- Des perspectives d'avenir requièrent pour ce cadre un ascendant naturel, une large ouverture d'esprit allée à la diplomatie des contacts,
- La pratique courante de l'anglais, la disponibilité pour voyager deux à trois jours par semaine sont indispensables.

Lieu de résidence souhaité : agglomération lilloise.

Le niveau de salaire prévu est en rapport avec le sérieux et les compétences recherchées.

promonor

Ingénieur généraliste

étude et réalisation de projets techniques

Une entreprise de 300 personnes, rattachée à un grand groupe français leader européen, recherche un jeune ingénieur pour succéder au Chef de Service des Etudes Généralistes.

Ce service est chargé d'étudier et de réaliser les investissements. Son activité est complète : analyse des besoins, études de rentabilité, réalisation des cahiers des charges, recherche et sélection des fournisseurs, mise en service. La réussite dans ce poste implique : une formation d'ingénieur, une première expérience professionnelle, de bonnes capacités d'adaptation à des techniques variées (y compris l'informatique industrielle), des qualités de contact et de réalisation. Larges possibilités d'évolution dans le groupe. Poste à Reims.

Ecrire sous réf. VF 406 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

Directeur marketing équipement automobile

bilingue allemand

Société industrielle d'équipement automobile, affiliée à un groupe international, recherche le Directeur Marketing de son département « équipement automobile-marché libre ».

Il prendra en charge toutes les activités commerciales et de marketing s'adressant au réseau de distribution (grossistes, centres auto) en France et à l'étranger.

Professionnel du marketing, possédant une formation commerciale supérieure, sachant diriger et motiver les hommes, il devra avoir une solide expérience professionnelle des circuits de distribution des équipements automobile ou des produits similaires.

Dans l'exercice de sa fonction il aura de fréquents contacts avec la clientèle-mère en RFA. Par conséquent, la connaissance de la langue allemande est indispensable.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo, sous la référence 2726, à :

Conseillers de Direction
franco-allemands
Klaus W. Herterich
44, rue La Boétie
75008 PARIS
Téléphone : 45.63.49.24

interconseil

IMPORTANTE BANQUE MARNE-VAL-DE-LOIRE

recherche pour encadrer
son équipe Expédition-Courses
(10 personnes) son

RESPONSABLE DU SERVICE EXPEDITON-COURSES

Vous avez :

- environ 35 ans ;
- une excellente formation générale ;
- le sens de l'organisation et des capacités affirmées d'encadrement ;
- une très bonne connaissance des techniques d'expédition automobile et des négociations avec les Routiers et les P.T.T.

Expérience similaire souhaitée. Statut gradé de banque et salaire selon expérience.

Merci d'adresser, s/réf. 4680/LM, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à :

71, rue d'Auteuil 75016 PARIS, qui transmettra.

MEDIA BA

Contrôleur de gestion

Un groupe industriel performant (500 personnes - 350 millions) faisant lui-même partie d'un grand groupe français recherche son contrôleur de gestion.

Rattaché à la direction générale et membre du comité de direction,

- il élaborera les budgets d'exploitation et participera à l'élaboration des budgets d'investissement et de financement,
- il analysera les réalisations,
- il effectuera toutes études et propositions concernant tous les aspects de la rentabilité de l'entreprise,
- il sera l'interlocuteur du contrôle de gestion Holding.

Ce poste actif et de terrain conviendrait à un diplômé grande école (d'ingénieurs ou de gestion) ayant au minimum 3 ans d'expérience en contrôle de gestion impérativement acquise dans une entreprise industrielle.

Ses qualités de rigueur, de contact, d'initiative lui permettront de jouer un rôle moteur et d'être reconnu comme un interlocuteur avisé et dynamique.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. MW 398 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PUBLIPANEL

GRUPE AGRO-ALIMENTAIRE
CA. 1,2 milliard - VAL DE LOIRE
recherche

le Responsable de son Centre de Fabrication de semences sélectionnées (céréales, maïs et protéagineux)

sous l'autorité du Chef de Service Semences, il aura la responsabilité complète de l'outil de fabrication (transformation du produit brut en semences certifiées commercialisables).

Il aura pour mission d'améliorer les outils de gestion industrielle (prix de revient, stocks, contrôle qualité).

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ayant une expérience industrielle acquise de préférence dans le secteur agro-alimentaire, ou à un autodidacte confirmé. Il implique des qualités de gestionnaire et d'animateur.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous réf. 179 à :

C.E. - 107, rue Lauriston - 75116 PARIS.



Chantal Kervyn

FUJI BANK

IMPORTANTE BANQUE JAPONAISE
implantée à PARIS (Champs-Élysées)
recherche dans le cadre de son expansion

• DÉPARTEMENT DES OPERATIONS BANCAIRES

ASSISTANT MANAGER
du service des Crédits et des Remises. Cadre
Classe V. Diplôme universitaire. Expérience simi-
laire minimum 2-3 ans. Connaissance parfaite des
techniques et de la réglementation import-export.
Anglais indispensable.

RAI. AMM

GRADE H/F Classe III/II

Pour le service Caisse Portefeuille, Transferts Etran-
gers. R.A.C. minimum. Expérience professionnelle
d'au moins 2-3 ans. Anglais indispensable.

RAI. CFM

GRADE H/F Classe II

Expérience similaire 2-3 ans, bon potentiel avec capa-
cité d'évolution possible. Anglais apprécié.

RAI. BOM

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et
prét. s/réf. 25196 à Connaissance Publiée 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESE

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS Tél. 42.85.15.53

Le groupe CENTOR recherche pour son département recrutement et sélection de Dirigeants et Cadres deux :

CONSULTANTS SENIORS

35/45 ans, de formation supérieure de type ingénieur en électronique, informatique ou mise pour le premier, type agro-chimie pour le second. Une bonne connaissance de la vente de biens ou services dans les secteurs HI TECH, agro-alimentaire est nécessaire.

Une expérience de quelques années en cabinet de recherche de Cadres est vivement souhaitée.

Notre Groupe privilégiera les candidatures de consultants possédant à la fois des qualités commerciales, le sens de la relation et du contact et l'aptitude à la négociation.

Adressez lettre de motivation, C.V., photo et rémunération actuelle, sous réfé-
rence CS/04 M. à Patrick BRUNETEAU.

///
B International Management
8, rue Georges-Ville, 75116 PARIS - Tél. 45.00.67.17

Technico-Commercial structions métalliques

Technico-Commercial
structions métalliques

Technico-Commercial
structions métalliques

Le Monde
CADRESDIRECTION
DE VILLAGE DE VACANCES
OU D'HOTELVILLAGES VACANCES FAMILLES
VOYAGES VACANCES TOURISME

w/v/v

Vous avez environ 35 ans, une formation hôtelière et une expérience de 5 ans minimum comme responsable d'une unité de vacances.

Votre formation et votre expérience vous confèrent la maîtrise de la gestion, du management du personnel, de la réalisation du projet d'accueil et d'animation.

Vous êtes une personne de contacts et de relations, dotée de qualités d'organisation, d'autorité et de diplomatie.

Si vous vous reconnaissez, votre candidature nous intéresse pour un poste de Directeur de Village de Vacances (1500 lits) ou d'Hotel.

Postes à pourvoir rapidement, mer ou montagne. Adresses: lettre man., c.v., photo et prêt. s/rel. 4888 à V.V.F., Direction des Ressources Humaines, 33 avenue du Maine 75756 Paris Cedex 15.

AXIAL

Un Groupe leader français de son marché propose le poste de :

Directeur
des ressources humaines

L'effectif confié au candidat recherché sera de 2000 personnes avec des unités décentralisées. La mission nécessite une expérience significative en tant que Directeur des ressources humaines d'unité de production industrielle.

Il participera à l'élaboration :

- de la politique sociale de l'entreprise.
- des assurances :

- la gestion des ressources humaines (formation du personnel en place - Gestion carrière - Recrutement - Impression des salaires - Communication).
- le suivi de l'application rigoureuse de la législation ; des régimes sociaux.
- la paie des cadres.

Il entretiendra des relations constructives avec les Administrations et l'ensemble des partenaires sociaux.

Le candidat devra avoir de solides compétences juridiques (en droit social notamment) - un excellent contact - une réelle capacité d'animateur et un goût pour le terrain ; ce qui favorisera son intégration.

Lieu de travail : Est de la France.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 3285 à Lévi Tourmy/Assom - 51, bd René Houelle - 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

LE MONDE PUBLICITE

Ville banlieue parisienne

recrute selon conditions statutaires (par voie de mutation ou inscription sur liste d'aptitude)

RÉDACTEURS
(OPTION ANIMATION)

pour son service municipal de la jeunesse pour assurer :

- la coordination des activités de loisirs et de vacances pour les jeunes de 15 à 25 ans ;
- l'impulsion et le suivi des activités de formation, d'emploi ;
- l'organisation des projets spécifiques dans les domaines suivants : solidarité, paix, musique et manifestations diverses.

Postes à pourvoir immédiatement.

Adressez candidature et c.v. sous n° 6 568 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

LE MONDE PUBLICITE

Important organisme
fonctionnant dans le domaine
de l'économie sociale

LE RESPONSABLE

- Des activités de tourisme à vocation sociale pour la France et l'étranger.
- Des activités de loisirs pour les enfants.

Il a à gérer un budget important et anime une équipe de quatre personnes.

M. exigées, adresses présentations et c.v. manuscrits avec photo s/rel. à 646.

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

LE MONDE PUBLICITE

Un véritable manager
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Nous sommes un puissant groupe alimentaire français à vocation internationale, nous poursuivons dans notre domaine une politique de diversification et de développement.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de deux sociétés sur le même site et de participer à notre expansion.

Pour réussir dans ce poste il est nécessaire :

- d'être diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion (ECP, AM, HEC, ESSEC)
- d'avoir 8 à 10 ans d'expérience professionnelle dont quelques années comme responsable d'un Centre de Profit ou PME (il serait bon que vous ayez déjà géré un CA d'environ 50 millions car nous vous confierons un chiffre d'affaires au départ de 100 millions de francs, et un effectif de 100 personnes).
- une forte compétence de gestionnaire avec une personnalité ouverte à la production et au marketing, capable d'intervenir au niveau des stratégies, mais aussi du terrain.

La connaissance des produits de grande consommation est souhaitable.

Notre groupe est performant et sait proposer des carrières motivantes à des candidats alliant la rigueur du gestionnaire au dynamisme commercial.

Poste Ville Région Lyonnaise. Rémunération : 500 000 F

Ecrire sous réf. KS 381 AM Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Filiale française d'un groupe international, en bonne santé économique et financière, leader dans son domaine, recherche pour l'une de ses usines (+ 1000 personnes) un

Contrôleur de gestion industrielle
2-3 ans d'expérience

Rattaché au Directeur de l'unité, il sera chargé à l'aide d'une petite équipe notamment :

- d'élaborer, de suivre l'ensemble des budgets,
- de déterminer les coûts standards et analyser les prix de revient,
- de proposer la mise en place de systèmes permettant une meilleure connaissance des performances,
- de participer au niveau du groupe à toutes les études concernant les coûts de fabrication y compris les investissements.

De formation supérieure, de préférence ingénieur, il possèdera une première expérience dans le même domaine.

Connaissance de l'anglais souhaitée pour une évolution ultérieure.

Poste : ville ouest de la France

Ecrire sous réf. OE 413 CM Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

SPECIALITES CHIMIQUES

Ingénieur
Responsable ventes et marketing
France et export

Une grande société chimique, filiale d'un des premiers groupes industriels français, recherche le responsable commercial d'un important département fortement implanté sur ses marchés en Europe et en Afrique.

Ce responsable sera chargé de la conception (analyse des marchés, politique de prix, actions promotionnelles) et de la mise en œuvre (établissements des budgets et des programmes, animation du réseau international, suivi des réalisations) de la politique commerciale.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande Ecole ayant 5 à 10 ans d'expérience à dominante commerciale de préférence dans l'industrie chimique. Il aura un potentiel lui permettant d'évoluer vers des responsabilités plus importantes.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. ZJ 409 CM Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Systèmes automatisés de stockage
et de manutention à haute densité"Participez au démarrage
de notre groupe en Europe"

SAILRAIL

SAIL, filiale d'un important groupe international (chiffre d'affaires : 8 milliards de dollars). Nous avons développé des installateurs performants de stockage et de manutention, déjà largement utilisés par des sociétés faisant partie des 500 premières entreprises du continent Nord-Américain. Nous nous implantons maintenant sur l'Europe avec des projets ambitieux.

Pour secondier le Directeur délégué pour cette mission, nous recherchons un ingénieur, ayant 5 ans d'expérience dans ce domaine et disposant de bonnes connaissances en pneumatique et électronique.

Il participera activement à l'implantation et au développement de la filiale que nous créons, en particulier par :

- la recherche et la sélection d'un réseau de revendeurs en Europe,
- l'appui technique et commercial de ceux-ci auprès de la clientèle.

Son dynamisme et ses qualités de négociateur lui permettront d'accéder à des responsabilités de premier plan.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. UE 405 AM Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

Ingénieur Technico-Commercial
constructions métalliques

PME des Ardennes, 50 personnes, 30 MF de CA.

Spécialité : la charpente métallique hautes performances.

Aire habituelle d'intervention : la Région Parisienne, le quart Nord-Est de la France.

Du métier, une tradition de qualité, une réputation de grands professionnels.

Nous avons notre place - solide et d'avenir - sur notre marché régional.

La fonction que vous tiendrez chez nous est très complète : il s'agit bien sûr de prospecter, de vendre et d'entretenir la clientèle mais aussi d'analyser les projets et de chiffrer les devis avant de les confier à l'exécution.

Ce qui suppose pour vous deux choses : d'abord, de très bonnes connaissances techniques (formation type BTS en construction métallique, 5 ans de métier ou moins en charpente avec la pratique des calculs et des études techniques et financières) et ensuite l'expérience et la vocation commerciales avec, sans doute même, des introductions sérieuses auprès des décideurs.

Votre réussite nous importe tant qu'à terme nous envisagerons volontiers de vous associer à un véritable partenariat.

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil, SEFOP, qui répondra à vos premières questions et nous mettra en contact. Référence : CM 586 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

SEFOP

Lyon

Vivez l'exceptionnel au quotidien

Filiale très performante d'un groupe multinational, notre société de 300 personnes doit nécessairement envisager d'accueillir dès maintenant son

Responsable du personnel
de l'an 2000.

Bien sûr, il assumera la responsabilité complète de l'administratif et sera l'homme du concret, du quotidien. Mais il sera aussi et peut-être surtout l'homme du futur, celui qui saura gérer une population riche et exigeante en la comprenant, en l'aidant à être toujours plus performante.

Très jeune encore (30 ans environ), plusieurs expériences en milieu industriel vous ont rendu tout à fait

autonome. Ouvert, passionné par tous les aspects de votre métier, vous êtes homme de réflexion et d'écoute mais vous savez aussi vous imposer par une action ferme et souple. Alors, rejoignez notre équipe !

Monique LAURENT attend votre candidature. Merci de lui envoyer un dossier complet et mentionnant la référence 671 M.

68 rue Duquesne

arche conseil 69005 LYON.

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

etap

Le Monde
CADRES

Jeunes Ingénieurs chantiers... pour l'autonomie

Autonomie : autonome, vous le serez dès votre arrivée : le temps de passer un casque et vous voilà sur nos chantiers : plus de 8 000 en France, de quoi satisfaire toutes vos ambitions.

Initiative : vous aborderez dès les premiers jours les techniques routières, vous vous familiariserez avec le matériel, la mise en œuvre de nos produits. Vous apprendrez à encadrer et motiver vos équipes.

Responsabilité : rapidement vous découvrirez la gestion : résultats, amortissements, valeur ajoutée... et affinerez votre sens des affaires : vous prendrez en charge les relations commerciales avec vos clients et fournisseurs et décrocherez vos premiers marchés.

Liberté d'action : une réalité au sein de notre groupe : vous prendrez très vite des responsabilités élargies dans nos filiales France ou à l'intérieur de nos délégations étrangères.

Nous sommes présents dans près de 40 pays.

Notre poids : 19 000 personnes et 8 milliards de C.A.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 29 M à :



Service Recrutement Formation
39, rue du Colisée - 75008 PARIS

Futur Directeur commercial

Biens d'équipement électrique - La société concernée fabrique et commercialise des équipements destinés au transport d'énergie électrique et aux réseaux de télécommunications ; sa spécialisation et sa taille (environ 1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires) en font un des leaders sur ces marchés. Cette société recherche son futur Directeur commercial ; ce collaborateur se verra d'abord confier en particulier les relations avec les clients les plus importants (administrations, etc.) et participera à la définition de la politique commerciale et à sa mise en œuvre. Ce poste convient à un ingénieur grande-école de niveau X, Mines, Centrale, ENST, Supélec... de 35 ans environ, ayant acquis une expérience commerciale au sein d'une entreprise de biens d'équipement, de préférence matériel électrique ou électronique. Nous serons particulièrement attentifs au potentiel du candidat dans la mesure où celui-ci est destiné à participer à la direction de l'entreprise. Le poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence A 687.87 M à notre conseil, 61 boulevard Hausmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron.s.a.



BANQUE DU BATIMENT
ET DES TRAVAUX PUBLICS

recherche
**CHARGE
D'ETUDES
pour les
activités
financières.**

Une banque de 400 personnes, avec 1 million d'actionnaires, spécialisée dans la gestion des produits financiers (4 SICAV, 40 FCP...) et dans les services bancaires aux PME du bâtiment et des travaux publics. Son dynamisme et sa maîtrise des nouveaux outils financiers lui permettent de réaliser des performances remarquables : • 20 milliards de francs de capitaux gérés, • multiplication du bénéfice hors plus values 250 % en 1 an.

30 ans environ, diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale, vous justifiez d'une expérience réussie de 5 ans minimum.

**Votre double culture
financière et informatique**

vous permet d'envisager une réelle évolution de carrière dans ces secteurs. Directement rattaché au Responsable des Etudes et Développement Informatiques et Interlocuteur de la Direction des activités financières, vous intervenirez dans la recherche des besoins organisationnels et informatiques à moyen terme.

HOMME D'ANALYSE ET D'ORGANISATION, vous saurez tenir compte de l'évolution des marchés financier et monétaire, imaginer et proposer les solutions adaptées.

Bénéficiaire du savoir-faire reconnu de la BTP.

Notre Conseil est chargé de ce recrutement.
Adressez votre candidature détaillée s/réf. 401.
Léon LAGOUË - 147, rue de Courcelles
75017 PARIS.
Minut 36-14 tapes STERIA puis s'éc.

steria
sélection

& Commercial Associé

**“ Je veux engager un commercial qui décide
d'être un futur associé ”**

C'est ce que Alain Obadia m'a déclaré lors de notre premier entretien. J'étais abasourdi : j'étais venu voir le président d'une société d'informatique, je l'imaginais classique, j'étais face à un véritable entrepreneur. Je n'ai pas eu une seconde d'hésitation. Aujourd'hui, après avoir investi dans ASYSTEL une partie de mes premiers salaires, je suis à la tête d'un vrai capital.

Patrick PLISSONNEAU

Pour assurer son déploiement, après son formidable bond en avant de 1986 (298 MF CA pour 192 MF en 1985), ASYSTEL recherche des partenaires de très haut niveau désireux de participer à l'une des plus spectaculaires réussites de notre époque.

Merci de prendre contact avec Elisabeth CHARPILET.
ASYSTEL, 29 rue de Bagneux, 92120 MONTRouGE. Tél. : (1) 42.53.43.00.

ASYSTEL

L'INSPECTION GENERALE

X, Centrale, Mines, IEP, HEC, ESSEC, ESCP... vous avez le goût des travaux d'analyse et de synthèse. Votre personnalité et votre sens des contacts vous permettent d'assumer des fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de tous niveaux. Vous êtes disponible pour des déplacements en France et à l'étranger d'une durée de 1 à 3 mois.

Intrigué(e) dans des équipes d'inspection, vous acquerrerez les connaissances en technique bancaire et l'expérience nécessaire pour vous voir confier la direction des missions. A ce stade, vous participerez à l'information de la Direction Générale sur la gestion et le fonctionnement,

dans tous les domaines, des unités du Siège comme des Succursales ou Filiales de la Banque.

L'Inspection Générale est une voie privilégiée que vous propose la Banque Indosuez pour vous préparer à l'exercice de responsabilités dans les multiples domaines d'activité que peut offrir une grande Banque internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence GA 15

Banque Indosuez
Service recrutement, carrières, formation,
9, rue Louis Murat
75371 Paris Cédex 08

BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
BAC + 4 et BAC + 5

On vous dit :

“C'est bouché”

Nous disons :

“ Venez rejoindre une banque dynamique ”

Vous avez une formation supérieure commerciale, financière ou ingénierie agricole, peut-être une légitime expérience professionnelle, mais surtout un fort potentiel d'adaptation, des qualités de manager qui ne demandent qu'à s'affirmer, un excellent contact, des idées neuves et l'enthousiasme de votre jeunesse.

Au Crédit Agricole de l'Aisne, 1^{er} réseau bancaire du département, après une période d'intégration qui vous familiarisera avec les principales techniques et les différents services de notre banque, vous pourrez accéder dans des domaines variés (commercial, marketing, financier, engagements...) à des postes de responsabilité (fonctionnelle ou hiérarchique)...

... Pour progresser ensemble, si votre formation et vos motivations vous le permettent. Adressez lettre, C.V., photo à CRAM de l'Aisne - Direction des ressources humaines et de la communication interne - 02014 LAON cedex.



Le bon sens en action.

JEUNES COMMERCIAUX EXPORT
PARTAGEZ NOTRE REUSSITE !

Votre goût du challenge et votre soif de responsabilité nous intéressent.
Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour notre département Tèlex et Bureautique :

Jeunes Commerciaux Export

De formation supérieure (type HEC, ESSEC, ESC...) débutant ou déjà expérimenté, vous maîtrisez l'anglais. Votre mission consistera à animer, gérer et développer une zone géographique importante dans un cadre d'autonomie et de responsabilité.

Nous apprécierons votre esprit d'initiative, vos qualités relationnelles, mais aussi votre rigueur.

Basé à Paris, vous serez disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger.

Faites-nous part de vos ambitions en écrivant sous référence M 901 à :

SAGEM Service du Personnel - B.P. 215 - 92000 NANTERRE

CEDEX



L'Innovation technologique

Responsable
et travail

PA

Promotion
économique

DIRECTEUR
DU DEVELOPPEMENT

SOCIETE
MECANIQUE
LEADER DANS
LE DOMAINE

CHEF
DU PERSONNEL

Jeunes diplômés

COMPAGNIE DU CREDIT COMMERCIAL

Le Monde

CADRES

Responsables entretien et travaux neufs

200.000 F

Filiale d'un important groupe international, cette société française de taille humaine (chiffre d'affaires 300 millions de francs, 350 personnes) est leader dans son domaine d'activité (matériaux de construction). Elle recherche, pour deux de ses usines, deux responsables d'entretien basés :

- dans la grande banlieue sud de Paris - Réf. A/R 9256M
- dans le Gard - Réf. A/R 9257M

Rendant compte à leur directeur d'usine et assistés d'équipes comptant une ou plusieurs dizaines de personnes, ils seront responsables de l'entretien préventif et curatif de l'ensemble des matériels dans des établissements très automatisés et tournant en 3 x 8. Ils apporteront les modifications nécessaires à l'optimisation des équipements, participeront à la définition et à la mise en place des investissements et seront gestionnaires de leur budget d'entretien. Ces postes qui supposent une réelle polyvalence et une grande disponibilité, intéressent des ingénieurs AM, ENSI, INSA, ou équivalent, âgés de 28 ans au moins. Ils pourront justifier d'une expérience réussie dans la maintenance acquise en milieu industriel dans les domaines suivants : mécanique, hydraulique, vapeur et électricité. Une bonne connaissance des automatismes programmables constituera un atout apprécié. Un anglais conversationnel est souhaité. Selon l'expérience offerte, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 200.000 francs. Les opportunités de carrière sont de nature à intéresser des candidats de valeur. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence du poste choisi. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Société internationale de consulting

pour accompagner notre croissance, nous proposons à

DEUX CADRES

35 ans environ, non conformistes et prêts à se remettre en question, de nous rejoindre.

Ils devront être impérativement spécialistes des opérations et procédures bancaires. Anglais requis et connaissance d'une autre langue appréciée.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel sous n° 8.527 LE MONDE PUBLICITE 3, rue de Montessuy, Paris-7.



Nous avons cherché à attirer votre attention car pour accompagner notre croissance, nous cherchons actuellement à intégrer dans nos équipes des

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

Ingénieurs, HEC, MBA, MS, Ph.D., ayant une première expérience professionnelle réussie, réunissant à un niveau exceptionnel les qualités suivantes :

- personnalité de tout premier plan,
- esprit analytique et imagination créative,
- grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail,
- excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement,
- parfait bilinguisme Français/Anglais / ou Allemand / ou Italien.

Voici pourquoi notre activité est susceptible de vous intéresser :

Notre activité de conseil est centrée sur la PERFORMANCE stratégique et opérationnelle avec, au premier chef, une éthique de résultats significatifs.

SOLVING est une société totalement indépendante dont les actions sont détenues par les associés, tous engagés dans son activité de conseil. Le partenariat est ouvert aux consultants ayant démontré leur réussite.

SOLVING est au service de grandes entreprises en Europe et aux Etats-Unis dont la majorité sont leaders dans leur secteur.

SOLVING est une société internationale dont la taille autorise à la fois une capacité importante d'intervention et une forte personnalisation des contacts avec ses clients.

SOLVING s'attache à être constamment à la pointe des approches et des méthodes contribuant à l'efficacité du management.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à : Solving Management Consultants 2, avenue de Messine - 75008 Paris.



Management Consultants

Promotion économique

DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT

Sa mission sera de prospecter les entreprises, proposer les implantations, monter les projets, obtenir les concours privés et publics, suivre les réalisations... et d'une manière générale concevoir, proposer et mettre en œuvre un programme d'expansion industrielle, commerciale, touristique.

C'est un cadre de formation supérieure, ingénieur ou économiste, spécialiste des problèmes d'aménagement. Sa qualité personnelle, son expérience, son ardeur lui confèrent l'autorité indispensable aux négociations à haut niveau.

Mezoi de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 704181/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKCC

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE LEADER DANS LE DOMAINE

recherche pour son Etablissement de PARIS-NORD (400 personnes)

CHEF DU PERSONNEL

Il prendra en charge la gestion et l'administration du personnel, l'information, le recrutement, la formation, les services généraux, les relations sociales, l'hygiène et la sécurité.

Le candidat, de formation supérieure, âgé de 35 ans minimum, possède une expérience similaire d'une dizaine d'années dans un établissement de production. Il aura une grande pratique des relations avec les partenaires sociaux et une très solide connaissance en législation sociale.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 25200 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ

Jeunes diplômés

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR COMMERCIAL OU GESTION

Une première expérience commerciale a révélé votre sens du contact et vous poussez maintenant d'aborder avec ambition le monde des et de la finance.

Un groupe bancaire d'implantation nationale (80 agences) mais à taille humaine (950 personnes), vous offre la possibilité de valoriser votre formation en alliant à votre dynamisme commercial votre rigueur de gestionnaire.

Votre personnalité et votre mobilité seront les éléments déterminants de votre évolution vers des postes de direction d'agences.

Motiver votre intérêt pour cette offre en écrivant avec C.V. photo et salaire actuel à Compagnie du Crédit Universel, Département du Personnel, 152 boulevard Hausmann, 75008 Paris. Réponses et discrétion assurées.

COMPAGNIE DU CREDIT UNIVERSEL

IMPORTANT ORGANISME IMMOBILIER

réalisant des opérations variées (logements collectifs, maisons individuelles, localité, accession, location-accession, réhabilitation...)

recherche pour la région Ile de France

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

pour diriger une équipe chargée du montage et de la réalisation des opérations.

Une formation supérieure et une expérience de 10 ans dans la promotion sont nécessaires.

Adresser candidature en indiquant prétentions et disponibilité.

CEFLU RECRUTEMENT

5, rue de Vienne - PARIS 8^{ème}
La clé de l'emploi dans l'immobilier.

DIRECTEUR DES VENTES

PARIS

400 000 F

Diplômé ESSEC, ESCP ou SUP de CO, âgé de plus de 35 ans, disposant d'une expérience large (vente, encadrement, gestion autonome), vous êtes aujourd'hui en mesure d'animer la distribution nationale, organisée en centres de profits régionaux (150 vendeurs + encadrement), de la filiale d'un Groupe international (biens d'équipement).

Adresser votre dossier sous n°933

Gabriel MARCU
154, Bd Malesherbes, 75017 PARIS.

Cabinet de conseils en brevets

PARIS-8^{ème}

recherche pour créations de postes

SON RESPONSABLE DE L'INFORMATION JURISTE (H./F.)

Ce poste s'adresse à un juriste de haut niveau, possédant une formation de gestionnaire de la documentation et ayant une première expérience professionnelle réussie.

Cette personne sera impérativement bilingue anglais. Elle devra faire preuve de dynamisme, d'esprit d'initiative et avoir le sens des relations humaines.

Poste à responsabilité, offrant des perspectives d'avenir intéressantes.

Une connaissance de la propriété industrielle n'est pas indispensable mais serait un atout.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 8551

LE MONDE PUBLICITE 5, rue Montessuy, Paris-7.

DIRECTEUR MARKETING

(FILIALE DE GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE)

LA FONCTION : qui évoluera vers la D.G. de cette division stratégique du groupe nécessite que le candidat soit capable de concevoir et de mettre en œuvre une politique Marketing adéquate.

LE CANDIDAT :

- Formation supérieure (HEC, Agro, Sup. de Co.) + première expérience réussie de 3 à 5 ans.
- Opérationnel, anglais courant.
- Homme de développement, très bon négociateur.
- Passionné par le contact et la communication.
- Innovateur, créatif, forte ouverture d'esprit.
- Tenace, esprit de synthèse, fort potentiel personnel.
- Autonome sachant travailler en équipe.
- Simplicité de comportement.

POSTE BASÉ EN BRETAGNE.

Ad. a.v., lettre manuscrite, photo et prétentions s/n° 8 545
LE MONDE PUBLICITE 5, rue Montessuy, PARIS-7.

Important organisme fonctionnant dans le domaine de l'économie sociale

recherche

SON CHEF COMPTABLE

- Il aura la responsabilité d'une équipe de 4 personnes.
- Les diplômes et l'expérience, un BTS de comptabilité et gestion, 2 à 3 années d'expérience.

Disponibilité immédiate.

Adresser vos prétentions et votre C.V. manuscrit avec photo s/n° 8 547 MA. LE MONDE PUBLICITE 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Un groupe privé, à vocation de services, leader sur le marché et bien décidé à le rester recherche des

jeunes

Responsables Commerciaux

niveau BAC + 2.

Le poste : entretenir et développer une clientèle habituée à des contacts de qualité.

Plusieurs secteurs : l'Est - Vallée du Rhône - Sud-Ouest (nombreux déplacements).

Le salaire : 120 000 F/an + primes objectives.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 827 M à Chantal DHERBIER - PLEIN EMPLOI

10, rue du Mail - 75002 PARIS.



plein emploi

Conseils en ressources humaines.

Ingénieur
d'affaires

190.000 F

Filiale d'un puissant groupe international dont l'objet est de vendre des moteurs et des ensembles mécaniques, cette société recherche un ingénieur d'affaires. Placé sous l'autorité du chef du département OEM, il sera chargé d'assurer la gestion commerciale et le suivi technique des grands contrats France et export qui lui seront confiés. Basé en proche banlieue ouest de Paris, ce poste qui suppose une certaine disponibilité, s'adresse à un cadre commercial confirmé âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou technique et parlant couramment l'anglais. Il doit, en outre, justifier d'une première expérience de la gestion d'affaires qui lui ait permis de mettre en œuvre son sens de la négociation tant au niveau commercial qu'au niveau technique. Fonction des compétences présentées la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 190.000 francs. Écrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R9255M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - ToulouseGRANDE FÉDÉRATION NATIONALE
rechercheLE DIRIGEANT
QUI SAURA ANIMER
NOTRE BRANCHE
CONSEIL

Homme de développement, vous avez réfléchi au marketing des services. Vous maîtrisez complètement les systèmes d'information de l'entreprise ainsi que les démarches de leur conception et de leur mise en œuvre. Une expérience professionnelle d'au moins 15 ans vous a en outre permis de réussir dans des postes de responsabilité au sein :
- d'organismes professionnels,
- et/ou d'entreprises du secteur de l'économie sociale.

Nous vous offrons les moyens d'utiliser ces compétences dans un domaine primordial pour notre mouvement.

Vos qualités humaines et votre confiance seront des facteurs déterminants de réussite.

Confidentialité assurée.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + rémunération actuelle, sous la réf. 4781, à

MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS, qui transmettra.GROUPE INTERNATIONAL
D'ASSURANCES recherche leJEUNE CADRE
COMMERCIAL
CAPABLE D'ASSUMER

DANS UN PROCHE AVENIR
DES RESPONSABILITÉS DE
PREMIER PLAN DANS LE
DEVELOPPEMENT DES
« ASSURANCES DE
PERSONNES ».

Dans un premier temps, il animerait une équipe jeune, qu'il saurait dynamiser pour développer la vente de produits performants auprès d'une clientèle de particuliers et d'entreprises sur Paris et la région parisienne.

Il disposera de moyens importants (marketing, publicité) pour conquérir un marché en pleine expansion.

Agé de 28 ans minimum, de formation supérieure (école de commerce ou équivalent), il doit justifier d'une première expérience commerciale réussie en Compagnie. Ses meilleurs atouts sont : un tempérament créatif, l'esprit d'entreprise et le goût du challenge.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé, prétentions et photo sous réf. 4859 à AXIAL 27 rue Taibout, 75009 Paris, qui transmettra.

UN MASTERE EN UN AN

Notre objectif : former les futurs cadres et dirigeants des plus grandes entreprises aux fonctions de management des technologies de l'information, fonctionnée par un diplôme de haut niveau (Master spécialisé), initié par la Conférence des Grandes Ecoles, cette formation intéressée des

DIPLOMES GRANDES ECOLES : X, CENTRALE, SUPELEC, MINES, HEC, ESSEC, OU UNIVERSITAIRES DE MEME NIVEAU.

Dans un environnement géographique exceptionnel (Sophia Antipolis, la première technopole de France à 15 km de Nice), un contexte intellectuel particulièrement stimulant, les « pontes » de l'informatique les préparent aux fonctions de Chef de Projet en conception, mise en place et gestion des Systèmes d'Information du plus haut niveau. Les candidats sélectionnés - les plus brillants évidemment - bénéficieront d'une bourse d'études de 60 000 F, et d'une allocation mensuelle de 8 000 F (offertes par BULL, BANK XEROX, SOPRA, SEMA-METRA...).

Mais c'est avant tout le départ d'une grande carrière que nous leur proposons. Veuillez demander un dossier de candidature et d'information au CERAM, Département Informatique, BP 20, Sophia Antipolis, 06561 VALBOISSE CEDEX. Téléphone : 93 96 46 73.

CERAM
INFORMATIQUE

SOPHIA ANTIPOLIS

PME alimentaire
située en Bourgogne

recherche

DANS LE CADRE DE SA RÉORGANISATION
UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET COMPTABLE

Intégrant partie de l'équipe de direction, il prendra en charge, à court terme :

- Le suivi des problèmes administratifs et financiers.
- La gestion comptable et la préparation du bilan.
- Les budgets, trésorerie et relations bancaires.

Agé de plus de 30 ans, diplômé d'enseignement supérieur, il maîtrisera l'informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous n° 8 561 MA, LE MONDE PUBLICITE, 6, rue Montcaumon, 75007 PARIS.

Important organisme social
et financier

recherche pour son secteur concurrentiel :

RÉDACTEURS JURIDIQUES

Les candidats devront être obligatoirement titulaires d'une maîtrise en droit.

- Horaires hebdomadaires : 29 heures.

- Avantages sociaux.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V. détaillé et l'envoie portant la mention « CANDIDATURE RÉDACTEUR JURIDIQUE » devront être adressées avant le 15 MAI à :

U.R.S.S.A.F. DE PARIS
direction du personnel
3, rue Franklin, 93518 Montreuil Cedex.

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

Auditeurs HF

diplômés de l'enseignement supérieur, ayant acquis pendant 1 ou 2 ans la pratique de l'audit en Cabinet.

Auditeurs HF
débutants

formation ESC - IEP - BISTCF ou équivalent.

Les candidats retenus :
- interviendront auprès de sociétés dans des secteurs d'activités variées.
- bénéficieront d'une formation diversifiée.
Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à COGERCU - FILIPO
72, rue de Bellechasse - 75007 PARIS

LE CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL
DE TOULOUSE

recherche

- 1 chef de projet SYSTÈME (DPS 6, DPS 7).
- 1 chef de projet ETUDES MÉDICALES.
- 3 analystes programmeurs, appelés à travailler sur des produits développés dans les hôpitaux.
- 1 analyste programmeur SYSTÈME.
- 1 analyste programmeur, spécialisé dans l'exploitation des réseaux.

NIVEAUX REQUIS :
- Poste de chef de projet :
• Diplôme d'ingénieur.
• 5 ans d'expérience.
- Poste d'analyste programmeur :
• Diplôme maîtrise informatique.

Adresser dossier candidature comprenant C.V., prétentions, photographie, justificatifs des diplômes et de l'expérience professionnelle à :
Monsieur le Directeur du personnel, Centre hospitalier régional de Toulouse, place Baylac, 31052 Toulouse Cedex.
Tél. : 61-49-11-33, poste 5268.

cadres supérieurs
et dirigeants

FF 300.000+ à 1.000.000+

Leader de la Communication pour le Recrutement des Cadres de haut niveau, nous cherchons en permanence des Cadres supérieurs et des Dirigeants pour des entreprises françaises et internationales.

Que vous soyez Président, Directeur Général, Directeur Marketing/Ventes, Directeur Commercial, Directeur Financier, Directeur Industriel, Directeur des Relations Humaines, Directeur Informatique, Directeur des Affaires Internationales et Export, etc., ou Responsable d'un poste clé de votre entreprise, nous pouvons vous proposer en France et à l'Étranger près de 1000 offres de Direction chaque année.

Si vous souhaitez connaître ces offres confidentielles, nous vous adresserons gratuitement et sur simple demande de votre part, un spécimen de notre brochure spécialisée. Écrivez à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, ou téléphonez au 47.70.02.39.

Pour connaître immédiatement toutes les recherches I.C.A. en cours, consultez votre MINITEL en appelant le 3615 code JOBTTEL, puis taper ICA.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

Cabinet de Conseil, membre du réseau Ernst & Whinney (28 000 personnes dans le monde) nous nous rapprochons de notre clientèle Rhône-Alpes et, dans le cadre de notre développement, créons en association avec des professionnels de la région, notre filiale lyonnaise. Nous recherchons un

Consultant en Organisation
Informatique

à qui nous confierons des missions variées : diagnostic et audit de systèmes informatiques, mise en place de systèmes de gestion informatisés, établissement de schémas directeurs opérationnels. Le candidat, formé à notre méthodologie, bénéficiera d'une large autonomie pour mener à bien les missions confiées.

Nous recherchons un Ingénieur (Mines, INSA, ENSIMAG) justifiant d'une expérience de 5/6 ans acquise au sein d'une SSI ou d'un cabinet de conseil renommés. La rigueur, le sens du conseil et l'esprit d'équipe figureront parmi les principales qualités recherchées. La maîtrise de l'anglais et une bonne connaissance du tissu économique de la région constitueront des atouts supplémentaires.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et rémunération actuelle) s/réf. CO981 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE

recherche pour Agences Parisiennes

FONDE DE
POUVOIRS

Responsable de la Clientèle de Particuliers de l'Agence.

ATTACHES
DE DIRECTION

Chargés de la recherche, du développement et de l'entretien d'une Clientèle de Particuliers de très bon niveau.

Les postes s'adressent à des candidats (H/F) ayant :
- nécessairement, une expérience bancaire d'un minimum 3 ans (problèmes patrimoniaux, Marchés financiers),
- une très bonne formation générale, universitaire et/ou technique (ITB...),
- de sérieuses dispositions commerciales.

La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience précédemment acquise. Ces postes permettent une évolution de carrière dans les Agences ou au Siège.

Nous remercions les candidats d'adresser leur CV + photo et prétentions sous réf. 25323 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Diriger une unité de production

Le Groupe Pariset développe avec ses 3100 collaborateurs un C.A. de 1,5 milliard de Francs. Sa politique de diversification et sa dynamique lui permettent une expansion rapide qu'il souhaite optimiser. Dans cet objectif, le premier fabricant français de meubles recherche le

Directeur de Production

de sa filiale - Siège de France - (320 personnes) située près d'Amiens. Ingénieur diplômé, votre solide expérience acquise à la tête d'une unité de production vous a permis de confirmer vos qualités d'animateur et d'organisateur. Vous êtes présent et savez motiver vos équipes. Dans un souci permanent d'améliorer les rendements qualitatifs et quantitatifs de votre unité, vous êtes attentif aux évolutions techniques et concevez de nouvelles solutions que vous aidez à mettre en œuvre. Une évolution importante de vos fonctions est liée à votre réussite à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à la Direction des Relations Humaines Groupe PARISOT 70800 St Loup sur Senouise

jp
jacques pariset

Nous

sommes un important établissement financier de Basse-Normandie. Notre challenge : accroître notre part de marché. Nos projets : - développer la clientèle par la diversification des produits offerts, - contribuer à l'expansion des entreprises par l'efficacité et la qualité de l'assistance financière. Venez intégrer une équipe dynamique et devenez notre

SECRETAIRE GENERAL

assister le Directeur Général notamment en :
- apportant une assistance juridique et fiscale à l'ensemble des services,
- contribuant, en tant que « chef de cabinet », au bon fonctionnement de l'établissement.

Vous êtes un homme de communication. Vous avez une formation juridique (droit civil, droit commercial...) et de solides connaissances fiscales. Une expérience professionnelle est indispensable : acquise dans le milieu bancaire, elle faciliterait votre insertion. Merci d'adresser votre dossier de candidature et prétentions sous référence 480.01 à notre conseil Jacques Pignard.

JMLP

Péricentre IV, 149, rue de la Débarcadère
14000 CAENDIRECTEUR
ADMINISTRATIF

Le Directeur Administratif de la Direction des Relations Humaines de la Société Générale de la Région Rhône-Alpes recherche un cadre expérimenté pour assurer la gestion administrative de la Direction. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans des fonctions administratives de haut niveau. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences. Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une photo, doivent être adressées à la Direction des Relations Humaines, Société Générale de la Région Rhône-Alpes, 10, rue de la République, 69600 VILLEURBANNE.

Le Monde
CADRES

ECCO

NE JEUNE ENAR

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE L'ÉCONOMIE
Le Centre de Recherche et de Formation de l'Enseignement Supérieur de l'Économie (ECCO) recherche des jeunes cadres expérimentés pour occuper des postes de responsabilité dans les services de l'enseignement supérieur. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences. Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une photo, doivent être adressées à la Direction des Ressources Humaines, ECCO, 10, rue de la République, 69600 VILLEURBANNE.

RESPONSABLE ENTRETIEN
SÉRIE/ELECTRONIQUE

Le Responsable Entretien Série/Electronique de la Direction des Relations Humaines de la Société Générale de la Région Rhône-Alpes recherche un cadre expérimenté pour assurer la gestion administrative de la Direction. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans des fonctions administratives de haut niveau. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences. Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une photo, doivent être adressées à la Direction des Relations Humaines, Société Générale de la Région Rhône-Alpes, 10, rue de la République, 69600 VILLEURBANNE.

Foyer mixte
jeunes travailleurs

Le Foyer mixte jeunes travailleurs de la Direction des Relations Humaines de la Société Générale de la Région Rhône-Alpes recherche des jeunes cadres expérimentés pour occuper des postes de responsabilité dans les services de l'enseignement supérieur. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau universitaire et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences. Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une photo, doivent être adressées à la Direction des Ressources Humaines, ECCO, 10, rue de la République, 69600 VILLEURBANNE.

COLLABORATEUR
ADMINISTRATIF

Le Collaborateur Administratif de la Direction des Relations Humaines de la Société Générale de la Région Rhône-Alpes recherche un cadre expérimenté pour assurer la gestion administrative de la Direction. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans des fonctions administratives de haut niveau. La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences. Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une photo, doivent être adressées à la Direction des Ressources Humaines, ECCO, 10, rue de la République, 69600 VILLEURBANNE.

Jeune 1980

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 5 mai 1987 23

UNIVERS DE LA GESTION

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Responsables d'un organisme social d'audience nationale, nous cherchons à renforcer notre équipe dirigeante dans une perspective de développement.

Vous aurez la mission de coordonner et de conduire l'action des services communs, dans un objectif d'accroissement de leurs performances, avec un sens nourri du contact.

A 45 ans, de formation supérieure, vous avez une connaissance approfondie de la gestion du personnel et de l'informatique de gestion, acquise au cours d'un passage dans un groupe important.

Vous êtes également familier du fonctionnement des sièges sociaux et de leurs différents services. La qualité des relations que vous saurez promouvoir auprès de nos Directions Opérationnelles constituera un atout fondamental de votre réussite.

Confidentialité assurée. Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + rémunération actuelle, sous la réf. 4780, à

MEDIA PA
71, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS,
qui transmettra.

Jeune contrôleur de gestion

Filiale d'un des tout premiers groupes français intervenant sur des domaines de pointe à l'échelle mondiale, notre société (200 personnes) est spécialisée dans le domaine de l'ingénierie de process et la réalisation de systèmes élaborés à base d'électrolyse et d'électrolyse. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un jeune contrôleur de gestion. Véritable adjoint de notre directeur financier, il devra intervenir plus particulièrement dans la mise en place d'outils de gestion adaptés, leur suivi, le contrôle des performances et leur analyse, l'établissement du reporting mensuel. De formation supérieure (ES, maîtrise de gestion...), justifiant d'une première expérience significative, il saura allier à sa rigueur technique des qualités de relations humaines et de communication. L'importance et le dynamisme de notre groupe d'appartenance garantissent une évolution de carrière rapide. La rémunération proposée sera fonction de l'intérêt de l'acquis professionnel de ce jeune cadre. Ce poste est à pourvoir en banlieue sud-ouest de Paris. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence B/9222M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable clientèle PME/PMI

Banque - 200/250.000 F

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international, recherche son responsable clientèle PME/PMI. Basé à Paris, et placé sous l'autorité directe du chef d'agence, il s'intégrera dans l'équipe existante (3 personnes) et bénéficiera sur place de l'assistance technique et administrative dont il aura besoin. Il prendra ainsi en charge un portefeuille de clients qu'il gèrera et développera de manière autonome. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et spécialisé dans les relations avec une clientèle PME/PMI. La rémunération, de l'ordre de 200/250.000 francs sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9259M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le Monde CADRES

ECCO

Je recherche, pour notre société holding :

UN(E) JEUNE ENARQUE MAIS AUSSI, POURQUOI PAS, X, NORMALE SUP.

Ambitieux :

Vous refusez les tableaux d'avancement et leur système.

Battant :

Energie et imagination vous donnent soif de vaincre et de convaincre dans le cadre d'un marché sans frontières.

Communicatif :

Vous ne cessez d'écouter.

Volontaire pour ce nouveau départ, écrivez-moi personnellement :
M. P. FORIEL-DESTETZET, président ECCO S.A.,
16, boulevard des Invalides, 75007 PARIS.

La société des autoroutes
PARIS-RHIN-RHONE

recherche
pour sa direction régionale d'exploitation
CENTRE AUVERGNE GANNAT (03)

UN RESPONSABLE ENTRETIEN ELECTRIQUE/ELECTRONIQUE

30 ans minimum
diplôme BTS, DUT ou équivalent
Expérience en matériel électronique, électromécanique, microprocesseurs et périphériques.
Position CADRE, rémunération annuelle : 130 000 F.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à :

S.A.P.R.
Direction du Personnel
36, rue du Docteur-Schmitt,
21850 Saint-Apollinaire.

CLINIQUE CHIRURGICALE
BANLIEUE EST DE PARIS

recherche URGENT

COMPTABLE

bien compris, prêt, donnée à

comptable ayant connaissance

Clinique Privée à But Lucratif.

Env. C.V., ph. réf. n° 8 559

LE MONDE PUBLICITE

5, rue Montessuy, PARIS-7.

L'ACADEMIE ACCOR

CENTRE DE FORMATION

DU GROUPE ACCOR

(20 000 empl. de 70 pays)

recherche

FORMATEUR/CONSULTANT

en relations humaines

et management.

(Nelle) est parfaitement bilingue

(français, anglais)

et a une expérience des admini-

strations dirigées par le manage-

ment participatif, certifies de

qualité, communication et

acquisition d'équipe. En somme

un professionnel avec un état

d'esprit d'entreprise.

Attaché au centre

de formation d'Evry, une

grande disponibilité est requise

pour des voyages à l'étranger.

Merci d'adresser votre C.V. +

photo ainsi qu'une lettre man-

uscrite, à l'attention de :

Christ. Thompson/Elise Ferry

ACADEMIE ACCOR

1, rue de la Mare-Neuve,

91021 Evry Cedex.

Foyer mixte

jeunes travailleurs

PARIS, embauche de suite

DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E)

de formation universitaire

ou équivalente.

Conv. collect. F.J.T.

Envoyer candidature manuscrite

C.V. détaillé, sous n° 8 544 M

LE MONDE PUBLICITE

5, rue Montessuy, PARIS-7.

75007 PARIS.

Cette annonce s'adresse aux

jeunes (étudiants ou non) qui

veulent se confronter

à la vente.

RECHERCHONS

Filles ou garçons aimant les

contacts pour animer la vente

de nos magazines dans les

grands magasins de la région

parisienne et de la province.

Libres les 28 et 30 mai, les 19

et 20 juin.

Ecrire en adressant photo à :

Modulographe

(M.F. LE MONDE)

17, rue des Dames-Augustines,

92200 NEUILLY.

P.M.E. secteur tertiaire

recherche

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF

(H/F) première exp. espérée

Ecrire sous le n° 8 557 M

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy, Paris-7.

LA MAIRIE
DE MARLY-LE-ROI

RECHERCHE

pour son service du personnel

UN RÉDACTEUR

Connaissance du statut de la fonction publique

territoriale nécessaire.

Dynamique, organisée

et capable de s'adapter

rapidement.

(Nelle) devra s'intégrer

à une équipe

de 10 personnes.

Adresser C.V., lettre manuscrite

et photo à Monsieur le Maire,

78180 Marly-le-Roi.

LE BUREAU DE RECHERCHES

GÉOLOGIQUES ET MINÉRIES

recherche

pour son service régional

de la France implanté à

Bolleville-Saint-Léger (84)

UN INGÉNIEUR GÉOTECHNICIEN H./F.

Pour réalisation

d'études géotechniques,

notamment en mécanique des

sols, encadrement de techni-

ciens, négociation des opérations

commerciales. Formation

ingénieur type ENSG, Ecole des

mines, ponts et chaussées...

requis. Connaissances en géo-

logie, hydrogéologie et infor-

mation informatique.

Anglais technique exigé.

Points à pourvoir rapidement.

Adresser lettre manuscrite

avec C.V., présentations

au BRGM, DRC

sous référence OF 87/14,

BP 8009,

45090 Orléans-le-Château.

H/F

Votre culture, votre sensibilité

vous invitent à vous inscrire

aux

RELATIONS HUMAINES

de l'entreprise.

Vous avez le goût du challenge,

vous pensez que votre rémuné-

ration doit être à la mesure de

vos ambitions.

Vous avez environ 25 ans,

BAC + 2 à BAC + 3, peut-être

une 1^{re} exp. professionnelle.

Adresser vos ambitions, C.V. et

photo à :

SOCIALMA

38, rue du Docteur-Bauer,

92100 Nanterre.

J.-M. Mestre ou M. Richard.

LA M.L.C. MESNIL-PASTEUR

27, rue Léon 3510 DOLE

recrute

UN ANIMATEUR PERMANENT

plein temps secteur Jeunes et

coordination d'activités.

Niveau du diplôme BAED

obligatoire, formation DEFA.

(obtenue ou en cours).

Adr. C.V. avant 20 mai 87.

La conservatoire municipal

de Garges-lès-Gonesse

recrute

UN PROFESSEUR

DE CHANT

CHORALE ET DE FORMATION

MUSICALE

(7 heures hebdomadaires

de cours).

Les C.V. avec dossier complet

sont à envoyer à M. LE MAIRE,

Conseiller général,

Hôtel de Ville, B.P. 2,

95141 Garges-lès-Gonesse.

S.A. D'HLM

recherche

RESPONSABLE

COMPTABLE

Niv. DECS, exp. HLM appré-

ciée, b. pratique de l'informati-

que. Poste à pourvoir de suite.

Env. C.V. man. et présent. à :

Monsieur le Directeur de la

S.A. des HLM de Garges.

324, route d'Englismes,

95100 Argenteuil.

Prendre en main la Direction Financière puis la faire évoluer

C'est le challenge que vous propose ce grand spécialiste international de l'aménagement des espaces de travail. 600 M\$ de CA dont 90 MF en France.

Nous avons constamment conservé notre place de leader sur ce marché grâce à une forte politique d'expansion et d'innovation.

Bien droit du Directeur Général France, membre du comité de direction, vous prendrez en charge en toute autonomie la direction du service financier/comptabilité et administration des ventes comprenant une dizaine de personnes. Au delà de la supervision des opérations

comptables, du reporting, de la fiscalité, de l'administration du personnel et des services généraux, vous assurerez directement le processus de contrôle de gestion (plans et budget) et serez le garant de notre efficacité.

A 30 ans environ, de formation supérieure, DECS, votre expérience de la fonction, acquise de préférence dans une moyenne entreprise internationale précédée par une expérience de cabinet d'audit international vous a donné de solides compétences en comptabilité et contrôle de gestion anglo-saxons et le sens de la négociation.

Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à TEG, en précisant la référence 64505 RVR.

TEG
113 rue de
l'Université
75007
PARIS.

The Executive
Group

Notre point de rencontre. L'exigence d'une gestion ambitieuse

vous CONTROLEUR DE GESTION

Vous souhaitez affirmer votre potentiel, élargir votre horizon professionnel, contribuer à une position de leader dans un grand groupe industriel.

Agé de 28-30 ans, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce et de Gestion

- H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P. -

NOUS, THOMSON GRAND PUBLIC, leader français de l'électronique grand public, réalisons un chiffre d'affaires de 21 milliards de francs avec un effectif de 32.000 personnes.

Nous vous proposons pour deux de nos marques prestigieuses de contribuer à l'optimisation des performances de l'une de nos sociétés de distribution.

Rattaché à la Direction Générale et en collaboration avec la Direction des Ventes, vous animerez les différents services de gestion et comptabilité, réaliserez l'analyse et la synthèse des résultats pour intervenir dans la gestion prévisionnelle.

Vous proposerez aux responsables opérationnels les orientations de gestion, nécessaires au développement de la société.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. + photo + présentations) sous référence TH 87/0 à

SIÉGLINDE BOCH - CENTI-PROFILE - 128, rue de Rennes - 75006 PARIS

**THOMSON
GRAND PUBLIC**

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, filiale du leader mondial en informatique de réseaux, 3,3 milliards de francs de C.A.

Responsables Comptables

De formation supérieure (DECS), vous avez plusieurs années d'expérience comptable et financière, en particulier de contrôle interne. Vous connaissez la comptabilité anglo-saxonne, vous utilisez les systèmes de communication et d'informations (ordinateurs personnels et gros systèmes).

En rejoignant notre direction financière, vous serez l'interlocuteur des contrôleurs de gestion et vous animerez une équipe de 10 personnes.

Deux postes sont aujourd'hui à pourvoir :

● responsable de la comptabilité analytique des ventes,

● responsable de la comptabilité générale.

Votre compétence vous ouvrira de réelles opportunités de carrière.

Envoyez votre candidature sous réf. MON389 à Anne CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - B.P. 136 - 91004 EVRY CEDEX

Digital : un choix de société

digital

UNIVERS DE
LA GESTION

Jeune Financier

Paris 8ème

FF 200.000 + bonus

Nous sommes filiale d'un groupe de communication britannique côté en Bourse de Londres.

Notre activité est le recrutement de cadres financiers, comptables et bancaires pour le compte de multinationales, PME, banques et institutions financières, activité dans laquelle nous sommes leader.

Nous souhaitons intégrer un jeune financier, comptable ou banquier possédant le goût des contacts, un réel sens commercial et surtout les qualités d'entrepreneur et de manager qui lui permettront ultérieurement de diriger une équipe.

Veuillez adresser votre CV sous réf. REC1 à COPIPRINT, 82 rue Lafayette, 75009 Paris qui transmettra.

A.R.P.

CONTROLEUR
FINANCIER

HEC-ESSEC-ESC



Nous sommes un groupe international, fabricant et distributeur de composants électroniques professionnels (1300 personnes).

Nous avons une expansion très rapide qui nous conduit aujourd'hui à étoffer notre structure de suivi et contrôle financier des activités de l'ensemble du groupe.

Dans ce cadre, vous participerez dans un premier temps à la création d'un **MANAGEMENT REPORTING SYSTEM**; vous aurez la responsabilité du contrôle de son bon fonctionnement, notamment à travers des missions d'audit opérationnel.

Dans un second temps, vous contribuerez à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un **SYSTÈME DE CONSOLIDATION FINANCIÈRE**.

Cette création de poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur commercial ayant confirmé sa formation par quelques années de pratique d'audit dans un cabinet international.

L'anglais usuel est indispensable.

Le poste est basé au siège à Sèvres (92).

Si vous êtes motivé par une fonction complète et évolutive, merci d'adresser CV et lettre manuscrite à Mme Angleret, TEKELEC AIRTRONIC, 1, rue Carle Vernet, Cité des Bruyères, 92310 SEVRES sous la réf.: M402.

TEKELEC AIRTRONIC

TECHNIP, Groupe français
d'ingénierie, recherche pour
son siège situé à La DéfenseAssistant contrôleur
de gestion

Jeune diplômé en gestion - minimum BTS + Expérience - vous souhaitez intégrer une équipe largement ouverte à l'ensemble des activités de l'entreprise, dans un poste offrant de réelles perspectives d'évolution.

Rattaché au Responsable du Service budget/contrôle de gestion, vous participerez à l'établissement des prévisions budgétaires annuelles, au contrôle budgétaire et à l'activation des procédures. L'intérêt que vous portez aux outils de contrôle de gestion, l'attrait pour l'environnement informatique et votre connaissance des logiciels mis en œuvre (tableaux, bases de données) seront vos principaux atouts.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence ACG, à TECHNIP, Division du Personnel, Cedex 23, 92090 LA DEFENSE.

TECHNIP

CABINET D'AUDIT

Jeunes Diplômés (assistants)

Les candidats seront diplômés d'une Grande Ecole Commerciale (HEC, ESSEC, ESC ou équivalent) et auront une bonne connaissance de l'anglais.

Possédant ou non une première expérience professionnelle, les candidats prépareront le DECS.

Une formation de haut niveau sera acquise sur des missions effectuées auprès de sociétés ou de groupes dans des secteurs variés. L'évolution vers des responsabilités au sein du cabinet sera fonction des compétences et de l'ambition des candidats.

AG & A

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. détaillé sous référence 871 à ANKAOUA GRAHLI & ASSOCIÉS, 47, rue de Chaillot, 75116 PARIS.

DIRECTEUR
FINANCIERRattaché au Trésorier
d'un important organisme social,
vous serez son

Votre mission consistera à gérer notre portefeuille (3 Milliards) et à développer nos relations avec les partenaires financiers déterminants pour nos projets.

Agé de 30-35 ans et de formation supérieure type HEC, ESSEC, ESC, votre parcours professionnel vous a conduit au sein :

- d'une Direction Financière,
- et/ou d'une Banque d'Affaires.

Vous avez acquis une connaissance pointue des techniques et des marchés financiers qui fait de vous un spécialiste reconnu de la gestion efficiente des portefeuilles à court, moyen et long terme.

Vos facultés d'adaptation et le sens de la pédagogie seront autant d'atouts précieux.

Confidentialité assurée.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + rémunération actuelle, sous la réf. 4778, à

MEDIA BA

71, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS,
qui transmettra.

Nous sommes une entreprise de restauration spécialisée dans le catering aérien, filiale d'un groupe international en pleine expansion et nous recherchons notre :

CONTROLEUR
DE GESTION ADJOINT

Si vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur en gestion option finances et justifiez d'une première expérience réussie (2 à 3 ans) en contrôle de gestion/audit,

Si vous maîtrisez la langue anglaise et souhaitez rejoindre une équipe performante,

vous êtes concerné par ce poste évolutif et

assisterez le contrôleur de gestion dans ses fonctions :

- amélioration des procédures existantes et mise en place de nouveaux outils de contrôle,
- suivi de l'actualité juridique, financière, fiscale, sociale et réalisation d'études dans ces domaines,
- établissement des comptes consolidés et du reporting externe,
- élaboration du budget annuel, du contrôle budgétaire, des tableaux de bord et des prix de revient.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Sylvie RICHARME, Département des Ressources Humaines - BP 20316, 95713 ROSSY CHARLES DE GAULLE Cedex.

BANQUE PARIS - 6

Filiale d'un groupe important
recherche unADJOINT AU CHEF
DU SERVICE DES TITRES

H/F

Ce poste requiert :

- une formation professionnelle (BP - ITB)
- une expérience de 8 à 10 ans, acquise dans le service des titres d'une banque active sur les marchés financiers et boursiers,
- une bonne connaissance de tous les travaux du service (opérations sur titres, transferts, paiement des coupons, conservation) et de l'informatique titres.

Pour ce poste à pourvoir très rapidement, veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 124/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 88, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.



VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

PARIS-PROVINCE

5 exploitants
bancaires

(Associations, PME-PMI)

Cette offre s'adresse à de jeunes professionnels titulaires d'une formation supérieure ou bancaire souhaitant valider une expérience déjà significative en exploitation.

Pour réussir dans ces postes, un fort potentiel commercial et une bonne maîtrise de l'analyse financière sont indispensables.

De larges perspectives d'évolution sont offertes au sein de notre réseau en forte expansion.

Nous garantissons une discrétion absolue dans le traitement de votre dossier que nous vous demandons de transmettre, sous la réf. 4775, à

MEDIA BA

71, av. Victor-Hugo
75116 PARIS,
qui transmettra.

ST-GERMAIN-EN-LAYE (78)

PME filiale d'un groupe important recherche

Chef comptable

VOS ATOUTS :

- jeune, environ 30 ans,
- FORMATION SUPERIEURE DE TYPE ECOLE DE COMMERCE + DECS, OU EQUIVALENT,
- quelques années de pratique de la comptabilité, décentralisée de préférence
- bonne maîtrise de l'informatique.

MAIS SURTOUT :

- l'expérience et la rigueur d'un GESTIONNAIRE,
- les qualités de communication et de disponibilité - la force de proposition et de dynamisme d'un MANAGER responsable.

NOTRE PROPOSITION :

- En relation avec le Responsable Administratif et Financier :
- vous animerez et coordonnerez une équipe de 15 personnes,
- vous assurerez la responsabilité entière du service : comptabilité jusqu'en bilan, gestion de trésorerie, déclarations fiscales, et sociales, tableaux de bord mensuels...
- vous participerez à la mise en place et à l'optimisation du système informatique, et d'autres procédures,
- vous évoluerez dans une ambiance agréable et bénéficierez d'une rémunération à la hauteur de vos performances.

Adressez vite CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL - 14 bis, rue Daru, 75008 PARIS sous réf. 49.835 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

MERCURI URVAL

MUTUALITE FRANCAISE

IMPORTANT
ORGANISME DE PREVOYANCE
recherche pour son DEPARTEMENT ETUDES

JURISTE H/F

Chargé essentiellement des affaires contentieuses.

Bonne formation juridique générale exigée : DEA, DESS.

Formation complémentaire en Assurance et expérience professionnelle de quelques années dans ce secteur ou en institution de prévoyance souhaitées.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo (restituée) et rémunération souhaitée à MUTUALITE FRANCAISE, Division des Relations Sociales, 56/60, rue Nationale, 75649 PARIS Cedex 13.

Chef
du service
consolidation

Nous sommes une importante société de services (CA consolidé : deux milliards de francs), opérant dans le monde entier. Nous recherchons pour notre siège social, situé en banlieue Sud de Paris,

ET COMPTABILITE FINANCIERE

Votre profil :

- à 25-30 ans environ, vous êtes titulaire du DECS, et avez une excellente pratique de l'anglais,
- vous justifiez d'une première expérience en entreprise ou en cabinet comptable ; vous possédez en outre de bonnes connaissances en micro-informatique.

Votre mission :

- rattaché au chef du département comptable, vous serez chargé de l'établissement des comptes consolidés et superviserez la comptabilité de certaines filiales.

Ce poste vous intéresse ? Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions), sous référence 4772/LM, à

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Bank of America

recherche pour sa succursale de Paris un :

ACCOUNT OFFICER

pour suivre et développer un portefeuille de sociétés américaines et internationales implantées en France.

De formation supérieure et parlant couramment l'anglais, vous avez une première expérience réussie de plusieurs années dans une banque française ou étrangère, où vous avez acquis une connaissance pratique des mécanismes bancaires traditionnels ainsi qu'une bonne familiarité avec tous les nouveaux instruments financiers (FRA's, Swaps...).

Les conditions de rémunération sont très compétitives. Nous offrons à un candidat de premier plan la possibilité d'évoluer au sein du Groupe.

Merci d'envoyer un dossier complet (CV, photo, lettre de candidature) à Mme GINDRE - BANK OF AMERICA, 43/47, avenue de la Grande Armée - 75018 PARIS, Tél. : 45.01.54.12 poste 225.

IMPORTANT GROUPE DE TRANSPORTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX
PROCHE BANLIEUE OUEST PRES DE LA DEFENSE RECHERCHE
POUR LE SERVICE FINANCIER DE SON SIEGE SOCIAL

TRESORIER

FORMATION COMPTABLE OU BANQUE

Expérience bancaire et/ou service financier de grande entreprise exigée.

Il sera chargé de la gestion quotidienne de la trésorerie informatisée (CERG VALEUR), de la mise en place des crédits à court terme, du contrôle des comptes liés à la trésorerie, de la tenue des statistiques financières.

Adressez lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à CONTESSÉ PUBLICITE s/réf. 25530 - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SD
PROF ET PICAL

ALISTES INTERNATIONALES

LES NOUVEAUX

UN CADEAU

CONFIRMATION

sur administratif et

diplômés

enseignement supérieur

Professeur

onomie-Gestion

Chantal Kervyn

150 000 000

UNIVERS DE LA GESTION



Cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

FISCALISTES INTERNATIONAUX

désireux de mener à bien des opérations internationales d'envergure et justifiant d'une pratique professionnelle d'une dizaine d'années dans un cabinet international ou dans une grande entreprise ou dans l'Administration fiscale.

EXPERTS COMPTABLES OU AUDITEURS

désireux d'orienter leur carrière vers le conseil juridique et fiscal après 4 à 5 ans d'expérience en cabinet d'audit international.

Nous recherchons des CONSEILS DE HAUT NIVEAU, fortement motivés et soucieux de s'impliquer aux plans technique et développement, dans l'exercice de leur profession. Une excellente maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions en précisant la fonction concernée à :
Sophie KAMP, HSD Juridique et Fiscal, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense.

CONSEILS EN DROIT DES AFFAIRES

désireux d'être opérationnels dans la réalisation d'opérations complexes et pluridisciplinaires et ayant 4 à 6 ans d'expérience acquise notamment au sein d'un cabinet à vocation internationale.

JEUNES JURISTES ET FISCALISTES

désireux de rejoindre un groupe international après 2-3 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise ou dans l'administration.

La filiale française d'un important groupe nord-américain recherche pour sa division de production (CA FF 1.75 Milliards) son

Directeur Financier

Province FF 350-450.000 + voiture

Membre du Comité de Direction et responsable d'une équipe supérieure à 45 personnes, il aura comme principales responsabilités : les comptabilités française et américaine, le reporting anglo-saxon, la comptabilité analytique et le contrôle budgétaire. Selon son profil, la personne pourrait prendre en charge également les départements informatique et ressources humaines. Le candidat aura une expérience similaire dans une importante entreprise anglo-saxonne, de bonnes connaissances des procédures de production et un anglais courant. La société est située à une heure de voiture de Paris.

Contactez Ivor Alex au (1) 40.70.00.36 ou envoyez un CV + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 av. George V, 75008 Paris, sous réf IAM/1297.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier
Paris-Londres-Bruxelles-New-York-Sydney

Une grande Banque française recherche un SPECIALISTE DES INSTRUMENTS DE MARCHE

Paris
Nous sommes une banque de réputation internationale qui développe considérablement ses activités sur les différents marchés. Afin d'accompagner les besoins de notre clientèle d'entreprise, nous souhaitons renforcer notre équipe de promotion et de conseil pour l'utilisation des "instruments de marché". Cette équipe performante apporte, en liaison avec les opérateurs de marchés, son soutien technique aux exploitants et à leurs clients, et coordonne les opérations entre ces différents intervenants. Les candidats sont des cadres diplômés de l'enseignement supérieur, justifiant d'une expérience de 4 à 5 ans acquise au sein de la Trésorerie d'une multinationale. Ils ont été en relation avec les banques et doivent faire preuve d'un réel sens des contacts et maîtriser parfaitement l'usage de la langue anglaise. L'entreprise, la rémunération et les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser des candidats de valeur. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 37/2164 A à :

EGOR BANQUES & SERVICES
18, rue de Berri - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

LES NOUVEAUX ESPACES

La Société Européenne de Propulsion recherche pour la Division Propulsion à Poudre et Composites (Bordeaux)

UN CADRE COMPTABLE CONFIRME

A la tête d'une équipe composée d'une dizaine de collaborateurs, il prendra en charge la comptabilité générale et analytique et participera à l'élaboration des documents de gestion.

Une formation comptable supérieure (DECS minimum) et une expérience de 5 ans en entreprise industrielle ou en cabinet d'audit sont indispensables.

Vous voudrez bien adresser CV et prétentions sous réf. 148/87 à SNECMA - Département Encadrement 2, boulevard Victor, 75724 Paris Cedex 15.



Motivés de l'emploi, nous assurons en particulier la maîtrise d'œuvre des entreprises privées et des sociétés d'Etat. Notre présence sur le terrain du Groupe SNECMA, 26000 personnes et 3 400 cadres, nous permet de proposer une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

Nous sommes une coopérative agricole (150 pers.) implantée en Haute-Normandie. Répondant aux exigences de notre croissance, nous recherchons notre

directeur administratif et financier

A partir d'une réflexion sur l'organisation générale des circuits de l'entreprise et sur sa dimension informatique, vous prendrez en charge, à la tête d'une équipe de 5 personnes, le contrôle de gestion, la comptabilité générale et analytique, l'administration du personnel. De formation supérieure ESC ou équivalent, âgé de 30/35 ans, vous avez 3 à 4 ans d'expérience, de préférence en PME/PMI. Pour ce poste basé près de Rouen, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, prétentions et photo) sous réf. RAM.

Discret et assuré. Polissomère Commercial Building, 11, rue de Fainbourg Polissomère 75009 PARIS

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel du MORBIHAN
Siège Social à Vannes, recherche

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

SUP de CO - maîtrise de Sciences Eco - Ingénieur Agro, pour occuper des postes dans différents secteurs d'activités : gestion financière - relations avec les entreprises.

Veillez adresser lettre manusc. + CV sous réf. JO/DE à JEAN OLLIVIER BP 28 - 35740 - PACE.

Notre Groupe, un des tout premiers industriels français de réputation mondiale, recherche un juriste d'entreprise pour renforcer sa direction des affaires juridiques et accords internationaux.

Adresser CV, photo et lettre manuscrite à :
réf. 25331 à Courmes Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

Juriste d'entreprise

AFFAIRES JURIDIQUES/ACCORDS INTERNATIONAUX

Homme de contact et de méthode, il assurera les relations de la Direction avec toutes les autres Directions (en particulier Export) et Sociétés du Groupe, les clients étrangers, les cabinets juridiques, les industriels coopérants ou sous-traitants.

Sa mission centrale : négocier les contrats de vente, licences, accords industriels et définir les modalités d'intervention de la Société à l'étranger (accords d'agence, bureaux et filiales, franchises).

Nous recherchons un diplômé en Droit possédant si possible une formation complémentaire (JEP, IAE, Sup de CO...) et une parfaite maîtrise de l'anglais.

Son expérience (de 2 à 5 ans) en fait un spécialiste du droit des affaires avec une dominante internationale solide.

Nous attendons de lui, esprit de synthèse, rigueur et sens des contacts.

Le poste est basé en proche Banlieue Ouest.

Région Est Professeur d'Economie-Gestion

Adjoint de Direction pour le développement d'un établissement d'enseignement supérieur Commercial Original (bac + 4)

30 - 35 ans, de formation Grande Ecole de Gestion ou équivalent, vous possédez une expérience significative de l'enseignement. Homme de contact, ce poste implique le goût pour l'animation de groupes et une excellente connaissance de l'entreprise. Une expérience de 5 ans en entreprise est souhaitée. Vous êtes méthodique, autonome, possédez un fort pouvoir d'adaptation et d'organisation.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prét. sous réf 180 à C.E. 107, rue Lauriston 75116 Paris



FINANCEMENTS MARITIMES ET AERONAUTIQUES

Vous pouvez faire valoir une expérience de 2 à 7 ans acquise au sein d'une direction financière ou dans le département international d'une grande banque.

Vous souhaitez négocier des opérations et développer des relations commerciales dans un environnement commercial de haut niveau.

Vous aimez l'analyse financière appliquée aux financements de projets.

Vous parlez l'anglais couramment et vous avez peut-être également de bonnes connaissances juridiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions) sous référence BP 65 M.

Banque Indosuez

Service recrutement,

Carrière, formation

9, rue Louis Murat

75371 Paris - cédex 08.



Tout un monde d'opportunités

EN BOURGOGNE

Important groupe pharmaceutique (1650 personnes 4 milliards de F de CA) de notoriété internationale, nous recherchons notre

RESPONSABLE application reporting

Au sein de la direction financière, il est le véritable pilote du développement et de la maintenance de notre logiciel reporting. Interlocuteur des différents services, il assure l'interface avec notre direction informatique.

La personne, diplômée d'une grande école, vous avez une pratique de la mise en route d'outils de gestion informatiques en entreprise ou en cabinet d'organisation. Vos qualités d'organisation, votre rigueur et vos talents de négociateur permettront la réussite de notre projet.

La dimension de notre groupe vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Notre conseil COORDONNEES vous remercie de lui écrire sous réf 1018 LM - 11, rue de l'Arbre sec - 69001 LYON



UNIVERS DE
LA GESTIONDirecteur des Services
Administratif & Financier H/F

280.000 FF

La filiale italienne d'un groupe américain fabriquant et distribuant du matériel de visage, d'agrafe et de clouage, cherche à étoffer sa structure en créant le poste de Directeur des Services Administratif et Financier. Sous l'autorité du Directeur Général de Filiale, il supervise l'organisation générale notamment : le Personnel, les Achats, la Gestion des stocks et l'Administration des ventes d'une unité représentant un C.A. de 16 MF réalisé après la première année d'activité. Le C.A. est en très forte expansion. Il assure également les relations avec les banques. Ce poste conviendrait à un cadre âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure comptable ou financière, ayant acquis une expérience de 5 ans dans une société industrielle et commerciale ou dans un cabinet d'expertise comptable. Bilingue français/italien (anglais souhaité, gestion ENASARCO appréciée). Il bénéficie d'une formation de 2 mois en France avant de rejoindre son poste basé à Milan. Une connaissance des méthodes informatiques constitue un atout supplémentaire. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Milan selon l'origine des candidatures. La rémunération annuelle brute, de l'ordre de 280.000 FF, est liée à l'expérience du candidat.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 5029/M à Jean-Paul MENASSIER, S&L-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE.

sélé
CEGOSGroupe industriel français
C.A. consolidé 3 milliards F.DONT 1/3 AUX USA-CANADA
CASH-FLOW: 7,1%
recrute pour son Siège
(GRANDE BANLIEUE OUEST PARIS)Cadre Financier
DEBUTANT
Grande Ecole de Gestion

pour assister le Chef du Soc. Financier, en particulier dans les domaines suivants: CONTRÔLE FINANCIER, ETUDES ET DOCUMENTATION économiques et financières. RÉDACTION DES RAPPORTS sur l'activité des Sociétés du Groupe.

Ce poste
APPELLE UNE FORMATION SUPÉRIEURE
acquise dans une Grande Ecole de Gestion
(HEC-ESSEC-ESCP-IEP-Econ)

UNE RÉELLE OUVERTURE SUR
LES FINANCES ET LA GESTION
POUR ÉVOLUER EN SUITE VERS
DES POSSIBILITÉS PLUS LARGES
AU SEIN DU GROUPE

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE
et vous remercie d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, C.V. détaillé) sous réf. 8651 à

SC sélection conseil
97, AV. DE VILLIERS, 75017 PARISDIRECTEUR
Paris - ToulouseSECSO
Transports de Fonds
Sécurité
Monétique

SECSO SA, filiale de plusieurs groupes bancaires de premier plan, poursuit son développement sur l'ensemble du territoire national. Elle recherche le DIRECTEUR de sa branche SECURITE, spécialisée dans les installations de sécurité, la télésurveillance et les interventions (50 MF de chiffre d'affaires). Rattaché au Directeur Général, le candidat prendra en charge la direction et le développement de cette branche par croissance interne et externe.

Diplômé de l'enseignement supérieur, justifiant d'une expérience professionnelle réussie, connaissant les techniques sécurité et la clientèle bancaire, il agira comme un vrai chef d'entreprise dans le conseil des clients, la commercialisation, le management et la gestion. Le poste est basé à PARIS ou à TOULOUSE et les candidatures, traitées avec toute la confidentialité requise, seront reçues par:

SECSO SA, Direction des Relations Sociales
BP 474 - 31010 TOULOUSE CEDEX

LYON

LE GROUPE BOUYGUES

recherche
pour sa filiale en Rhône-Alpes (800 personnes)

LE RESPONSABLE
DU CONTRÔLE DE GESTION

Diplômé d'une grande école de Commerce (DECS apprécié), votre expérience de 3 à 5 ans, acquise impérativement en contrôle de gestion ou en cabinet d'audit, vous a conforté dans votre motivation pour cette fonction.

Les challenges que nous vous proposons sont ambitieux. Vous devrez améliorer la performance de l'outil de gestion en l'adaptant à l'évolution de l'entreprise tout en sensibilisant et conseillant les hiérarchies. Votre esprit d'analyse et de synthèse vous permettra d'être une véritable force de propositions auprès de la Direction Financière.

Homme de communication, vous animerez une équipe de 6 contrôleurs de gestion.

De larges perspectives d'évolution sont offertes pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Pierre LICHOU SA s/réf. 4794
12, rue Président Carnot, 69002 Lyon qui transmettra.

directeur
société
thermale

Agé de 35 ans minimum, gestionnaire, organisateur et animateur, d'esprit pratique et travailleur, autonome, adaptable et clairvoyant, venant d'un poste de directeur de la société à l'exploitation du secteur Santé (clinique, centre de soins, sous autorité du Président, il aura à assurer et encadrer un effectif saisonnier et permanent de l'ordre de 120 personnes.

En plus de la gestion courante, il aura à représenter la société à l'extérieur et à assurer le développement.

Localisation: 6 mois à Paris, 6 mois à l'étranger, 6 mois en province. Date d'entrée: la plus tôt possible.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, sous réf. 5645-M à LCA, 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Career Advisory

Un(e) fiscaliste d'entreprise
ouvert(e) à la fiscalité
internationale

Nous sommes un groupe pharmaceutique français à vocation internationale. Notre Directeur Financier recherche un fiscaliste d'entreprise pour assurer l'optimisation fiscale des projets et accords (notamment à portée internationale), le respect des réglementations fiscales, le contrôle des déclarations ainsi que le suivi des impositions avec l'Administration.

Vous avez une formation supérieure (maîtrise de Droit...) et une spécialisation fiscale. Votre expérience dans un poste équivalent en entreprise ou dans un cabinet d'expertise fiscale n'est pas inférieure à 3 ans.

Vous parlez anglais, vous êtes mobile et prêt à vous implanter dans une ville universitaire agréable, où se trouve le siège de la société.

Alors pour nous rejoindre, adresser lettre + CV, photo et préférences sous référence 2418 M à

SOURCES

116 rue Saint-Hippolyte - 75001 PARIS
qui transmettra.

Nous sommes une importante société de services (CA consolidé: deux milliards de francs), opérant dans le monde entier. Nous recherchons pour notre siège social, situé en banlieue Sud de Paris

chef du département
comptable

Agé de 30-35 ans environ, vous avez une formation supérieure comptable (DECS + Certificat Supérieur Comptable) et une parfaite maîtrise de l'anglais. De plus, vous justifiez d'une expérience de quelques années en entreprise où vous avez acquis une bonne pratique de la gestion informatique et micro-informatique.

Rattaché au Directeur Financier, vous superviserez une équipe d'une quinzaine de personnes (comptabilités de la société-mère et consolidées).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence 4773/LM, à

MEDIA PA 71, avenue Victor-Hugo - 75118 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PARIS 2^e (quartier Bourse)
SERVICE TITRESResponsable
de division

(CLASSE IV OU V)

Votre profil: BAC + 3 gestion financière ou formation bancaire + 3/5 ans d'expérience titres + connaissances informatiques appréciables.

Votre mission: animateur d'une équipe de 8 personnes, vous aurez l'entière responsabilité de back office, titres et bourses.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. 774/LM, à

MEDIA PA 71, av. Victor-Hugo - 75118 PARIS, qui transmettra.

Etablissement financier

FILIALE GROUPE LEADER INTERNATIONAL
EN PLEINE EXPANSION

RECHERCHE

adjoint de direction

Bonne maîtrise des services généraux avec un potentiel de manager de personnel. Expérience de préférence en milieu bancaire et/ou boursier.

Profil souhaité: environ 30 ans, IEP + DESS gestion sociale. Anglais indispensable.

Adresser C.V. manuscrite + photo et prétentions à M. PHAN - ELYSEES 26 - 75008 PARIS.

Société de Conseil en Entreprises
rechercheJeunes directeurs
financiers consultants

Formation grande école.

Expérience en Cabinet d'Audit, anglo-saxon et pratique de la Direction Financière de P.M.E. (1 à 2 ans).

Anglais courant souhaité.

Adresser lettre + C.V. à D.S.A.
6 bis, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS.

CONTROLEUR
FINANCIER

Une société distribuant des produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

De formation supérieure, (DECS, anglais nécessaire), vous avez 5 à 10 ans d'expérience en comptabilité, budget, trésorerie, crédit, gestion compte client.

Bon animateur, vous aurez à motiver et coordonner une équipe de 10 personnes.

Votre ambition et votre autonomie constitueront d'excellents facteurs d'évolution dans l'Entreprise.

La rémunération sera de 250 à 300 KF selon l'expérience.

Voiture de société.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, sous référence 8730M à notre Conseil.

Roubaix Décision, 32 rue des Volontaires, 75015 PARIS.

AMI

21120 ISSUR-TILLE

Nous sommes une entreprise de taille moyenne située en Bourgogne. Notre métier est la transformation des matières plastiques dans le domaine du ménage, de la décoration florale, du mobilier de jardin, de l'industrie.

Notre objectif de compétitivité nous a amenés à entreprendre des modifications profondes dans nos méthodes de travail. Poursuivant notre effort, nous recherchons la collaboration d'un

CHEF COMPTABLE

Animateur d'une équipe comptable, il aura la responsabilité de toutes les opérations comptables: comptabilité générale et analytique, déclarations sociales et fiscales, arrêté annuel des comptes, présentations des résultats, bilans, plans de trésorerie. Il fournira tous les éléments nécessaires au contrôle budgétaire.

Ce poste convient à un candidat d'une formation supérieure en comptabilité, possédant au minimum le DECS, ayant une expérience en milieu industriel d'au moins 5 ans.

La pratique de l'informatique est souhaitable, la connaissance de l'anglais sera appréciée.

La personnalité du candidat aura autant de poids que ses compétences.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions confidentiellement à Monsieur Roger JACQUES, service du personnel, Société AMI, 50, avenue Carnot, 21120 ISSUR-TILLE.

Votre expérience commerciale...
Nos activités de marchés.

Banque commerciale, banque d'affaires, banque de marchés, nous sommes la filiale bancaire française de GROUPE BRUXELLES-LAMBERT. Vous-même souhaitez intégrer une banque dynamique pour y exercer des fonctions au cœur des marchés.

Chargé de clientèle, vous aurez à commercialiser auprès des grandes entreprises ou institutionnels, l'ensemble des produits de ce secteur, soit les produits de gestion de taux, gestion de devises et principalement gestion d'excédents (instruments négociables, OPCVM).

Nous pourrions compléter votre formation dans ces domaines si vous disposez d'un diplôme d'études supérieures, de 3 ou 4 années d'expérience commerciale bancaire et d'une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci de nous écrire (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence DM 813 M à la Direction des Affaires Sociales - BGP, 28, rue de la Baume 75008 PARIS.

BGP BANQUE DE GESTION PRIVEE-SIB

MUTUALITE FRANCAISE
ORGANISME DE PREVOYANCE
DEPARTEMENT ETUDES
REDACTEUR

HED

CONTRÔLEUR DE GESTION

RECOMPTABLE

restauration

Chef de
Service International

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Département Commercial
PAIX VIE

BONNAIRE DE L'APRÈS-VENTE

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

Une société spécialisée dans la distribution de produits de haute technologie informatique, filiale d'un groupe américain très dynamique, crée un poste de Contrôleur Financier.

24/11/80

UNIVERS DE LA GESTION

MUTUALITE FRANCAISE

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE
recherche pour son DEPARTEMENT ETUDES

REDACTEUR H/F

Chargé des recours contre tiers.
Capacité ou DEUG Droit ou équivalent.
Expérience de quelques années dans un poste similaire souhaitée.
Disponibilité immédiate.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo (restituée) et rémunération souhaitée à **MUTUALITE FRANCAISE, Division des Relations Sociales**
56/60, rue Nationale, 75649 PARIS Cedex 13.

HEDIARD

CONTRÔLEUR DE GESTION (réf. 7042 M)

Sous l'autorité du Directeur Financier, il aura en charge la préparation et le suivi des budgets, les études de rentabilité et l'audit des magasins ; il supervisera, dans un premier temps, la comptabilité.

De formation supérieure, le candidat devra justifier du DECS, de trois ans d'expérience du contrôle de gestion et d'une bonne connaissance de la micro-informatique. - Anglais indispensable.

HER COMPAGNIE (réf. 7048 M)

Rattaché dans un premier temps au Contrôleur de Gestion, il aura en charge la comptabilité générale et analytique (comptes mensuels, déclarations fiscales, établissement des bilans).

De formation DUT, BTS minimum avec 5 ans d'expérience similaire, il assurera une équipe de 5 personnes (informatique indispensable).

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite de motivations, photo et prétentions à **PARAFIE - 10**, rue de Louvois - 75002 PARIS en indiquant sur l'enveloppe la référence choisie.

restauration

Contrôleur de Gestion International ?

Rejoignez au sein de la CIVET la Direction Centrale de Restauration (CA 3.5 milliards, 14 000 personnes, 1500 établissements basés en France et en Europe). Dans le cadre de la Direction Financière, vous participerez activement à l'élaboration des budgets, du plan à moyen terme et vous contrôlerez les résultats financiers.

A l'occasion de vos déplacements internationaux, vous assurerez également une mission d'assistance auprès des Directeurs opérationnels.

Dans vos bagages ? Une formation supérieure financière (Sup de Co, IEP, Maîtrise Gestion) complétée de préférence par un DECS et 3 ans d'expérience en cabinet ou entreprise.

Vous avez le goût des contacts humains ; vous parlez l'anglais et une autre langue (espagnol, allemand, italien...).

Adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo, et prétentions) à **EUREST, Service Recrutement**, 14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.

Pour Département Commercial

ABEILLE PAIX VIE

recherche

GESTIONNAIRE DE L'APRÈS-VENTE

30 ans environ, BAC + 3 (ES, Licence...), vous avez quelques années d'expérience réussie dans la banque, l'assurance ou un Service Financier.

Méthodique, logique, dynamique, vous avez des connaissances juridiques et fiscales ainsi que le goût des relations avec la clientèle.

Intégré à l'après-vente, en rapport avec nos délégués commerciaux, vous devrez assurer la gestion administrative des dossiers clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à **Mlle RAMEAU - APV SERVICES**
64, rue de Provence - 75009 PARIS

BANQUE REPUTÉE PARIS

filiale d'un important groupe financier
recherche pour
sa Direction des engagements au Siège un

ANALYSTE CONFIRMÉ

chargé sous le contrôle du Chef du Service, de l'analyse, de l'étude du risque des demandes de prêts émanant de grandes entreprises ou de grosses PME.

Il est demandé un diplôme d'études supérieures et une expérience d'au moins 4 années dans un poste comparable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à **CONTEXTE PUBLICITÉ s/réf. 25343**
23, avenue de l'Opéra 75004 PARIS
Cedex 01 qui transmettra.

Un Responsable des Etudes Financières

La direction financière d'un groupe réalisant 13 milliards de chiffre d'affaires dans le domaine de la distribution renforce sa structure (à Paris).

Les missions et responsabilités que nous vous confierons seront variées : études et participation aux négociations et à la mise en place de lignes de financement à long terme, à l'élaboration des résultats annuels du groupe ; mise au point du plan de financement et des bilans prévisionnels de la maison mère et de nos filiales spécialisées ; relations permanentes avec les différentes directions fonctionnelles.

Diplômé d'études supérieures vous avez une expérience de 2 à 3 années acquise au sein d'une direction financière ou dans une banque.

Votre connaissance des mécanismes financiers et comptables mais aussi votre esprit rapide, imaginatif et votre sens du contact vous permettront d'être très vite autonome.

Nous vous remercions d'adresser sous référence **639/M** à **A.L. CONSEIL**, 102, bd. Malesherbes 75017 PARIS chargé de cette mission.

BASF France, filiale du groupe industriel allemand implanté dans le monde entier, recherche un

CHEF DU SERVICE COMPTABILITE

Sous l'autorité du Responsable Financier, il sera chargé de l'ensemble des comptabilités, générale et auxiliaires, de l'établissement du bilan, des déclarations fiscales ; c'est à dire de l'animation d'un service d'environ 20 personnes.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures : ESC Finances/DECS complet, ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans une importante entreprise ou d'audit en cabinet et connaissant bien sûr la langue allemande.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. + photo) sous référence **M 405** à

BASF France
140, rue Jules Guesde
92303 LEVALLOIS PERRET Cedex

Importante Banque
recherche pour faire face au Développement de ses Activités de Marchés

UN GESTIONNAIRE ACTIONS

Le candidat choisi devra être un professionnel justifiant d'une expérience réussie, d'au moins trois ans, dans une banque, une charge ou une compagnie d'assurances.

Intégré dans une équipe dynamique comptant dix gestionnaires, il participera à l'élaboration de la stratégie d'investissements qu'il aura la responsabilité d'appliquer à la fois dans la gestion des comptes individuels et des O.P.C.V.M.

De très larges perspectives peuvent être envisagées pour un candidat évoluant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence **2408** à :

PLAIN CHAMPS
37, rue Froidevaux, 75014 PARIS,
qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
BANQUE EST DE PARIS

UN RÉVISEUR COMPTABLE

CHARGÉ DU CONTRÔLE DES PROCÉDURES ET DES COMPTES DE NOS UNITÉS DÉCENTRALES EN RÉGION PARISIENNE.

LE CANDIDAT SOUHAITÉ :

H.F. - 26/32 ans de préférence.
Possède le D.E.C.S.
et une compétence technique affirmée (2 ans minimum de cabinet d'expertise comptable ou d'audit).

Statut cadre.

Récompensation en fonction de la valeur et de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence **N° 4021** à :

FRAIRJAL - 47, rue des Tournelles,
75003 PARIS, qui transmettra.
(Ne pas téléphoner - Ne pas se déranger.)

L'INVESTISSEMENT RENTABLE :

LE GUIDE DES CHASSEURS DE TÊTES ET DES CABINETS DE RECRUTEMENT

voir page 30 - cette annonce vous intéresse

DEMANDES D'EMPLOIS

GÉNÉRALISTE

H. 38 ans - IEP opt. économie

Expérience : négociation, organisation, communication, animation service public 50 personnes

cherche

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
ou BRAS DROIT - Paris

Ecrire sous n° **8534**, **LE MONDE PUBLICITÉ**
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

CADRE SUPÉRIEUR
56 ANS

Expérience :

- Directeur des ressources humaines de grandes sociétés.
- Secrétaire général de groupe.
- D.G. de P.M.E.

Ouvrir à toutes propositions PARIS y compris missions limitées.

Ecrire sous n° **8529**, **LE MONDE PUBLICITÉ**
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

RESPONSABLE SÉCURITÉ

PROTECTION DES BIENS ET DES PERSONNES

Cadre 46 ans,
10 expériences dans une grande société.

Références professionnelles et morales.
Relations haut niveau.
Possibilité obtention habilitation.

CONFIDENTIEL
DÉFENSE

Salaire 18.000 F/mois net, recherche emploi France ou pays francophones.

Ecrire **CONTEXTE PUBLICITÉ**
s/réf. 25.178,
20, av. de l'Opéra,
75001 PARIS,
qui transmettra.

GESTIONNAIRE CONFIRMÉE

DYNAMIQUE ET MÉTHODIQUE

Après 25 ans, 15 ans d'expérience, cherche emploi stable.
Tél. entre 18 h et pendant week-end : 34-12-44-54.
Adresse : Jacqueline GELLE,
rue Monce,
95120 ERMONT.

Femme 41 ans, format. psychol., inform., 8 a. exp. recrutement, informations, ch. post. Ecrire sous le n° **8524** **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Directeur général, 36 a., agrégé, 140 pers., C.A. 90 M, ing. + I.A.E. ch. entreprises à diriger. Préf. Rhône-Alpes. Ecrire sous le n° **8528** **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Pour la Suisse Cadre commercial cherche RESPONSABILITÉS ch. poste. Un rendez-vous. Ch. Jaquez, 5, ch. de la Combe, 1510 Moudon-sur-Lausanne.

J.F. 27 ans, 3 ans expérience ass. Direction, ch. poste ass. pub. internationale ch. agence de support, déplacements fréquents. Ecrire sous le n° **8525** **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

LES PIEDS SUR TERRE J'AI DU SAVOIR-FAIRE

ASSISTANTE DE DIRECTION

Qualités remarquables de communication et de rigueur. Efficace et sérieuse. 10 ans expérience secrétariat de direction.

Cherchez à Paris poste de confiance. 46-68-88-84.

LES PIEDS SUR TERRE J'AI DU SAVOIR-FAIRE

ASSISTANTE DE DIRECTION

Qualités remarquables de communication et de rigueur. Efficace et sérieuse. 10 ans expérience secrétariat de direction.

Cherchez à Paris poste de confiance. 46-68-88-84.

capitaux propositions commerciales

GROUPE D'INVESTISSEURS ALLEMANDS
(pas de placements de capitaux)

Cherchez une participation active, minoritaire ou majoritaire, à une ou plusieurs sociétés fonctionnant bien, qui gèrent des maisons pour handicapés ou personnes âgées et/ou des cliniques privées, le cas échéant leur reprise complète.

Continuer la gestion présente en est la condition. Seront préférées les sociétés qui sont engagées dans plusieurs villes du pays et s'occupent d'au moins 1 000 patients.

Envoyez vos lettres, qui seront traitées confidentiellement, à **Conrad Jentach, Wirtschafts und Vermögensberater**. Ecrire sous le n° **00000 LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue de Montessuy, PARIS-7.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

FORMATION PROFESSIONNELLE

REPRODUCTION INTERDITE



Obtenez un MASTERE SPÉCIALISÉ et devenez un Professionnel de

L'AMÉNAGEMENT TOURISTIQUE INTERNATIONAL

Vous êtes diplômé du 3^e cycle de l'enseignement supérieur ou vous avez une expérience professionnelle de 5 ans ?

Le C.I.A.T. vous intéresse.

Cycle annuel : octobre 1987-septembre 1988.



ESCAE
2.300, avenue des Moulins,
B.P. 6089 - 34030 MONTPELLIER CEDEX.
Chambre de Commerce et d'Industrie
Tél. : 67-40-42-43.



BREST

RENTREE 87

4^e promotion:
Création:

Informatique Industrielle et Systèmes
Intégrés de Production.
Année de Spécialisation pour Ingénieurs
diplômés.

MASTÈRE en Images et Intelligence
Artificielle.
Collaboration Ecole Nationale Supérieure
des Télécommunications de Brest + III.

Renseignements et dossiers pour ces deux formations :

INSTITUT D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE - 8, bd. de l'Europe - 29200 BREST
Tél. 98 31 62 56 (M. G. G. G.)

Créteil-Evry

Institut Universitaire de Technologie

VOUS ÊTES

- Salariés en congé individuel de formation
- Salariés sur plan de formation
- Demandeurs d'emploi (rémunération par la région de France)

LA FORMATION CONTINUE, VOUS PROPOSE

FORMATIONS DIPLOMANTES ET QUALifiantes

FORMATIONS TEMPS PLEIN :

- Mise à niveau et préparation d'un DUT : Biologie appliquée ou Mesures physiques (3 ans) - (conditions : niveau 2^e et 3^e ans d'expérience professionnelle).
- DUT : Biologie appliquée - Mesures physiques - Techniques de commercialisation - (conditions : Bac ou niveau bac et 3 ans d'expérience professionnelle).
- Diplômes d'université : Contrôles physico-chimiques Industriels - Robotique et production automatisée - Gestion de services et produits hôteliers - (conditions : BTS ou DUT et 3 ans d'expérience professionnelle).

RESEIGNEMENTS : 48 98 91 44 (poste 2271)

ENSEIGNEMENTS MODULAIRES (temps partiel) :

Comptabilité - Informatique - Bureautique - Langues - Gestion

RESEIGNEMENTS : 60 78 03 63 (poste 45)

I.U.T. Créteil-Evry

Av. du Général de Gaulle 94010 Créteil (Cedex)

Tél (1) 48.99.80.40 ((1) 48.98.91.44 (poste 2271))

Minitel 36.14 UPVM

Deux métiers d'avenir

Vous terminerez en 2^e cycle d'études supérieures

Tournez-vous vers le

TRANSPORT et L'EXPORT

EST/EST

Deux formations cycles

pour de véritables débouchés

octobre 1987 à juin 1988

ipex ipex

8, rue de la Zola

75007 LE HAVRE CEDEX

Tél. : 36.42.09.33

STAGE INFORMATIQUE

Commencement du langage C

5 jours : les 25 et 26 mai/1^{er}, 2, 9 juin 1987

Université Pierre-et-Marie-Curie

Formation permanente.

Tél. : 46-33-10-32.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois

stables bien rémunérés

à tous les Français

hommes et femmes avec ou

sans diplôme. Demandez une

documentation (gratuite) sur la

revue spécialisée FRANCE

CARRIÈRES (D 16)

B.P. 402-08 PARIS CEDEX 08.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

7^e arrdt

AV. SÉCUR FACE UNESCO
magnif. 4 p. + b. ch. serv., 1^{er}
ét., 3 100 000, 47-83-83-74.

9^e arrdt

50 av. Trudaine même 8 p.
180 m², 1^{er} et 2^e ét., ch. serv.,
serv. 2 000 000, 48-67-48-70.

15^e arrdt

GRAND PAVOIS
Séjour + 3-4 chambres
2 salles de bain, 14/17 m²,
107, RUE LESLAGE, escal. 2.

16^e arrdt

PLACE MEDICO BEAU P.
bri. état, posséd. B.L., 2
salles de bain, 14/17 m²,
2 800 000 F., 48-84-83-88.

17^e arrdt

COURCELLES 200 m²
Immobilier très grand standing.
réceptions + 4 chambres,
2 salles de bain, 14/17 m²,
GARBI 48-87-32-88.

18^e arrdt

3 p. et ch. Alibonnes 630 000 F
Dernièrement... 850 000 F
Château... 880 000 F
4 salles de bain, 14/17 m²,
avenue de Chatelet 42-82-01-82.

92 Haute-de-Seine

NEUILLY dans réél. 3^e Age
BELLE CHÈRE, d'eau, bois,
200 000 F + cotisation club
3 700 mens. 43-84-88-08.

95- Val-d'Oise

CERGY, ORÉE DU BOIS
Vde F 4 dans résidence calme.
Prie toutes commodités.
Emplacement, Vue très grande.
Comprend : entrée, coiffe,
cuisine, séjour avec balcon,
3 chambres, v. salle de bain,
nombreux placards, cave.
Parking souterr. 620 000 F.
Tél. : 16 (1) 30-32-00-83
après 19 heures.

Minitel

30 000 offres
Paris-province
36.15 Types
LEMONDE puis FRAMA

appartements achats

RECHERCHE URGENT
logements toutes surfaces
même à rénover, Paris ou proche.
Immo Marcadet 42-82-01-82.

Recherche 1 à 3 pièces PARIS,
préf. RIVE GAUCHE, avec ou sans
travaux. FAIE CPT chez notaire.
48-73-20-67 même le soir.

Pour vendre ou acheter
MAISON, APPARTEMENT
CHATEAU, PROPRIÉTÉ
TERRAIN, COMMERCE
sur toute la France
LA GRANGE
9, r. La Chapelle, Paris-17^e.
Tél. 16 (1) 40-84-08-08.

immeubles

CANAL SAINT-MARTIN, Imm.
côté et bureaux ent. vde.
1 250 m², Tél. : 40-40-08-18.

locations non meublées

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris,
recherche en location ou à
louer BEAUX APPTS DANS
QUARTIERS RESIDENTIELS.
Tél. : 48-82-78-88.

locations meublées

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
recherche en location ou à
louer BEAUX APPTS DANS
QUARTIERS RESIDENTIELS.
Tél. : 48-82-78-88.

propriétés

COSTA-BRVA
de la région de l'Europe
MAISON DE PÊCHEUR
à Angoulême
Avec port d'embarcad. 18 m
en bordure de canal à 60 km de
Paris. 12 p. 120 m². Indivisibles.
Renseignements apr. 19 heures,
45-84-48-50 ou écrire Ste
MAR DE NOSES, BP 200,
17480 ESPAGNE.

bureaux

DOMICIL COALE
TELEX SECRET. TEL. BUREAU
AGECO 42-94-95-28.

ÉTOILE

maison grand standing
BUREAUX MEUBLES
groses durées, tous services.
Tél. : (1) 47-27-18-88.

Déménagement depuis 80 F/M.S.
AV. Champs-Élysées (Étoile),
Rue Saint-Henri (Cordoba),
Rue Croix-Rouge Paris-15^e,
21 bis, rue de Tolbiac, Paris-12^e.
Constitution SARL 1 500 F HT.
INTER DOM 43-40-88-80.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

A L'ÉTOILE
16^e CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO,
Loc. bure. secrét. off. vde.
Déménagement : 170 à 390 F/M.
CIBES 47-20-41-08.

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + bureaux meub.
Déménagement R.C. et R.M.
BODES SERVICES
Champs-Élysées 47-23-85-87.
Nation 43-41-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

BOMIGILLATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés
Déménagement et tous services
Permanence téléphonique.
Tél. : 43-55-17-50.

boutiques

Ventes
MAISON BOUTIQUE
250 000 F.
Mère Gerbald, 47-83-88-42.

Francophonie

La préparation du deuxième sommet

Ottawa se montre de plus en plus actif dans l'organisation des pays utilisant le français

M. Lucien Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris, a déclaré au quotidien *Montréal* la Presse que, si « une réforme en profondeur » de l'Agence (francophonie) de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) s'imposait à Paris et regroupant quarante nations) était mise en train, Ottawa doublerait sa quote-part annuelle (actuellement de 5 millions de dollars canadiens), ce qui ferait du Canada fédéral le premier contributeur, avant la France, de l'organisation.

A quatre mois du deuxième sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, fixé du 2 au 4 septembre, un premier état peut être dressé de l'avancement des vingt-huit projets mis sur pied lors du premier sommet francophone.

La France, l'Etat de celui-ci, ont été chargés de la présidence du comité international du suivi, confiée à M. Jacques Leprette, ambassadeur de France. C'est d'ailleurs Paris qui assure la plus grosse part du financement des réalisations prévues, à hauteur de 70 millions de francs. Le Canada fédéral et le gouvernement provincial du Québec apportent, à 100 000 dollars canadiens, L'ACCT, financée elle-même en grande partie par la France, le Canada, la Belgique et le Québec, contribue de son côté pour 14 millions de francs au pot commun.

Parmi les principaux projets, certains en sont déjà, selon M. Leprette, au stade de la réalisation, tels les centres de formation d'agronomes (coût : 7 millions de francs) et d'artisans (14 millions de francs) en Afrique noire. De même, si le Salon du livre francophone, organisé à Paris, en mai, dans le

Selon M. Bouchard, la réforme de l'ACCT devrait permettre d'en faire « le secrétariat permanent de la francophonie » à l'issue du sommet de Québec, prévu en septembre. Depuis le premier sommet des pays utilisant le français, tenu en 1986 à Versailles et à Paris, Ottawa a fait passer de 9 millions de dollars canadiens à 21 millions la somme consacrée annuellement par le budget fédéral aux affaires francophones.

Leur côté, faire du sommet de septembre le véritable point de départ de l'organisation du mouvement francophone, le sommet de Paris n'aurait été pour eux qu'un « banc d'essai ». De même, ils entoureront la conférence d'un élan populaire et culturel qui avait manifestement manqué au premier sommet.

Des dizaines de manifestations se dérouleront avant, pendant et après le sommet, à Québec et à Montréal. Un rassemblement international de jeunes, celui de cinq cents savants de trente-trois pays, celui des francophones des Amériques, etc. sont également prévus. L'ensemble des dépenses entraînées par le sommet et les festivités l'entourant est évalué à environ 12 millions de dollars canadiens, pris en charge selon l'usage par la nation invitante.

Anuparavant, les ministres des affaires étrangères des quarante-deux pays attendus à Québec se seront réunis, probablement au Burundi, en juillet, afin de préparer notamment le profil « politique » que prendra le sommet dont les fondements essentiels restent toutefois linguistiques et culturels.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

CANNES 40 ANS DE FESTIVAL



VUS PAR « LE MONDE »

Il aurait dû s'ouvrir dès 1939. Il faudra attendre 1946 pour que les projecteurs du cinéma éclairaient la Croisette. Les premiers palmarès, un brin « diplomatiques », de la Palme d'or ne fut inventée qu'en 1955. La plupart des grands films de l'après-guerre ont été récompensés en film de chaque pays participant. La plupart et souvent primés à Cannes. Souvenez-vous du Troisième Homme, du Salaire de la peur, du Guepard, de 2001, de MASH, Cocteau, Pagnol ou Simeon ont présidé les premiers jurys. Plus récemment, Sophia Loren, Michèle Morgan ou Ingrid Bergman ont assumé cette responsabilité. De 1946 à 1986, le Monde présente année par année le palmarès du Festival, les films en concurrence et la composition du jury. Il rappelle les principaux événements cinématographiques de l'année, reproduit les articles parus les anecdotes et les échos les plus marquants.

NUMÉRO SPÉCIAL

44 PAGES - 19 F
largement illustrées

Le Monde

UN NUMÉRO-RÉTROSPECTIVE
exclusivement consacré au Festival

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Également disponible à notre service de vente par correspondance

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ _____

NOMBRE D'EXEMPLAIRES _____ X 23 F (frais d'expédition inclus) :

Commande à faire parvenir avec votre règlement à
LE MONDE, service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08

Rien ne

Le monde est un jeu qui n'est pas à...



Le monde est un jeu qui n'est pas à...

Un jeu qui n'est pas à

Le monde est un jeu qui n'est pas à...

Le monde est un jeu qui n'est pas à...

24 mai 1987

Le Monde ECONOMIE

LA FLAMBÉE DE L'« ÉCONOMIE CASINO »

Rien ne va plus aux Etats-Unis

Les Américains doivent faire face
au défi des conglomérats japonais

levé 94 dossiers pénaux en 1986, contre 40 en 1985. Le secrétaire au travail a porté des plaintes qui ont abouti à 910 000 dollars d'amendes pour Chrysler, et 1,4 million pour Union Carbide par exemple. Il s'agit de l'application de la législation sur les accidents du travail. Eastern Air Lines a été sanctionnée de 9,5 millions de dollars pour violation de la réglementation sur

Metzenbaum (également démocrate), ont tendance à vouloir faire d'une pierre deux coups : tout en renforçant la législation contre les informateurs privilégiés et en assainissant la Bourse, ils veulent limiter la possibilité de lancer des offres publiques d'achat hostiles contre les entreprises et reconsidérer la législation sur les entreprises.

La Chambre syndicale des agents de change vient elle-même de faire une proposition dans ce sens. Mais, dans la mesure où elle n'accroît pas les pénalités contre les firmes dont les employés contrevenaient à la réglementation sur les « initiés », et où elle ne touche pas aux possibilités d'utiliser les *junk bonds* (titres de revente) pour financer les OPA, elle est déjà considérée comme insuffisante. Au cours des auditions qui ont eu lieu aussi bien au Congrès qu'à la Commission des opérations de Bourse, l'éventualité de créer deux classes différentes d'actions, pour les actionnaires gestionnaires et pour les actionnaires seulement financiers, a été envisagée.

Malgré le principe « une action, un vote », le milieu des affaires s'apprête à reconnaître que « certaines actions sont plus égales que d'autres ». Mais est-il bon de protéger systématiquement le management en place s'il n'est pas le meilleur possible ? Toutefois, le Cour suprême de justice américain vient de rendre un jugement qui promet aux Etats américains d'avoir leur propre législation concernant la réglementation des OPA. C'est un succès pour les firmes qui veulent se protéger.

La pratique du « chacun pour soi »

Le milieu des chefs d'entreprise est plus en porte à faux que celui de la finance. La division des organisations patronales sur les nombreuses questions actuellement soulevées est significative du malaise ambiant. Le Conference Board a perdu l'année dernière quarante-sept de ses entreprises membres du fait des fusions, et 290 000 dollars de cotisations. Il tend plutôt à protéger l'établissement des grandes firmes. La Chambre de commerce, la Conférence des entreprises (Business Roundtable), et l'Association des industriels tentent de se retrouver à Washington pour manifester leur unité.

Toutefois, aussi bien la réforme des entreprises que la question fiscale ou le problème du protectionnisme les divisent. Il y a les traditionalistes contre les innovateurs,

ceux qui recherchent des avantages fiscaux contre ceux qui s'en passent, les importateurs contre les exportateurs. En outre, des groupes d'entreprises nouvelles se forment une représentation séparée, par secteur, ou par centre d'intérêt. La solidarité patronale, qui avait abouti aux mesures du début de la présidence Reagan, a vécu ; de plus en plus, à Washington, les chefs d'entreprise, mis en position de compétition, pratiquent le « chacun pour soi ». La réforme de l'entreprise, si elle est à l'ordre du jour, en sera d'autant retardée.

La spéculation sur les monnaies internationales est le troisième volet de l'« économie casino ». La perception générale est que « les conditions du marché sont ordonnées, non par les spéculateurs, mais généralement par l'échec des politiques économiques gouvernementales ». Les arbitragistes et les spéculateurs font varier les cours dans l'instant, mais n'influencent pas réellement l'évolution des monnaies sur une plus longue période.

C'est pourquoi, à Washington, la tendance est plutôt à admettre qu'une plus grande coordination des politiques économiques est nécessaire entre les grandes nations, même si l'on se refuse à se voir dicter une politique de l'extérieur. En revanche, aucune volonté de contraindre les opérations dans la pratique du marché ne semble se faire jour.

Ces trois ordres de préoccupations se rejoignent évidemment dans l'appréciation politique que les électeurs porteront à l'occasion de l'élection présidentielle de 1988. « Dans l'ambiance actuelle il est préférable d'être perçu comme « antibusiness », que comme « probusiness », affirment les sondeurs d'opinion. L'état d'esprit a bien changé, en effet, depuis la première élection du président Reagan.

A la question : « Qui a tué la compétitivité américaine ? », il n'est plus possible de répondre en accusant « la grande administration » dont les ailes ont été coupées, ni les syndicats dont l'influence s'est considérablement affaiblie. Les consommateurs votent chaque jour pour les produits d'importation. Restent les chefs d'entreprise et les « spéculateurs ».

Au Congrès comme au département du Trésor et à la Commission des opérations de Bourse, les responsables d'éventuelles réformes sont soucieux que les remèdes apportés ne soient pas pires que les maux diagnostiqués.

de Washington
JACQUELINE GRAPIN.

banque, il savait qu'en vendant pour 700 000 dollars des renseignements qui allaient permettre à son complice d'en gagner des millions, il enfreignait la réglementation qui établit un « mur de Chine » entre les banquiers d'affaires et les courtiers en titres. Comme l'a fait remarquer le président démocrate de la commission du commerce de la Chambre des représentants, John Dingell, le mur de Chine n'a pas empêché les Mongols de passer, et les individus malhonnêtes trouvent toujours le moyen de tourner la législation. Mais au-delà des individus, des banques aussi réputées que Goldman Sachs, Shear-



son Lehman Brothers, Lazars Frères, sont impliqués dans ces affaires. Elles ne se sont pas plaintes des profits qu'elles ont retirés des activités de leurs employés, qui travaillaient en même temps pour leur complice, Kidder Peabody, par exemple, a réalisé l'an dernier le quart de ses bénéfices à partir de son département d'arbitrage créé il y a très peu de temps. La notion de « profits excessifs » n'existe pas à Wall Street.

Devant une tendance assez générale à rechercher la rentabilité à tout prix, et à considérer que la déréglementation permet d'oublier même la réglementation existante, l'administration Reagan s'est trouvée conduite à augmenter la répression. Pas seulement à Wall Street. Le département de la santé, qui avait fait 165 procès à des entreprises en 1981, en a fait 1 066 en 1986. Celui de l'environnement a sou-

l'entretien des avions. Le plus difficile a été clairement pour l'Administration de faire entendre au monde économique et financier que l'effort de déréglementation, qui n'était en réalité qu'un allègement de la réglementation et la restauration de la concurrence, ne signifiait pas que tout fût permis.

La cause est entendue. La Bourse de New-York a annoncé, le 18 février dernier, une série de nouvelles dispositions pour obliger les courtiers à renforcer leurs propres garde-fous internes contre la violation des règles existantes de la Commission des opérations de Bourse. Les employeurs auront la responsabilité de sanctionner eux-mêmes leur personnel. Mais c'est l'occasion de remettre à plat le fonctionnement de l'ensemble du système.

La question est posée de savoir s'il ne conviendrait pas de réduire de dix jours à vingt-quatre heures le délai imparti pour déclarer la

marqué qui est souvent faite à leurs *programm traders* (arbitragistes sur ordinateurs).

Des moyens nouveaux vont être donnés à la Commission des opérations de Bourse afin de s'équiper en ordinateurs et surveiller de plus près les mouvements de fonds. Autant que l'évolution de la réglementation et des esprits, c'est l'éclatement des techniques informatiques qui a récemment contribué à transformer Wall Street. L'administration a eu, sur l'industrie, un temps de retard qu'elle tente de combler.

Le débat sur les offres publiques d'achat et sur les méthodes de gestion des entreprises se superpose aux affaires boursières. Mais, alors que celles-ci mettent en question des pratiques, ce débat pose des questions de principe. William Proxmire, président démocrate du comité bancaire du Sénat, et le président de la sous-commission antitrust, Howard

SCANDALES financiers et boursiers, mise à feu et à sang de l'industrie américaine à coups d'offres publiques d'achat « sauvages », spéculation internationale sur les monnaies, les lois de la dérégulation sont-elles devenues celles de la jungle ? La recherche du profit à court terme est-elle le but en soi auquel peut être subordonnée toute une société, même si elle a par ailleurs d'autres objectifs ? A-t-elle plus à y gagner qu'à y perdre ? Ce sont les questions que se posent actuellement les Américains, considérant, tout compte fait, que l'« économie casino » n'est pas un jeu...

Ce n'est pas le souci de la morale qui pousse l'Amérique à remettre soudain en question les bases de sa vie financière, mais celui de son intérêt mieux compris et particulièrement la nécessité de faire face au défi japonais lancé par des conglomérats financiers intégrant entreprises et banques dans une vision à beaucoup plus long terme. Il ne faudrait pas en déduire néanmoins que les Etats-Unis sont en train de jeter par-dessus bord leurs sacro-saints principes du libéralisme, ni même les acquis de la déréglementation.

La confusion qui règne à cet égard dans l'esprit de nombreux observateurs européens est due au fait que les préoccupations énoncées se traduisent dans des domaines différents, qu'on a tendance à confondre : la réglementation de la Bourse et ses applications, la législation sur les entreprises, et les transactions internationales sur les monnaies. Pour y voir clair, il est nécessaire de dissocier ces trois domaines.

Dans le domaine de la Bourse, la tendance est de faire que la mise au jour des scandales prouve que la législation est bonne, et non le contraire. La nouveauté est plutôt que la répression fonctionne. Les transactions sur informations privilégiées, interdites par la réglementation, se sont multipliées parce que les autorités de contrôle fermaient les yeux.

Selon une étude récemment publiée par la Commission des opérations de Bourse, sur 172 offres publiques d'achat réussies entre 1981 et 1985, dans tous les cas une augmentation anormale des cours des actions de la société visée s'est produite dans les trois semaines avant l'annonce de l'opération. Il est clair que lorsque le banquier vedette de Kidder Peabody, Martin A. Siegel, trente-huit ans, se rendit par trois fois à la rencontre des envoyés de son confrère Ivan F. Boesky pour échanger un mot de passe et recevoir une valise pleine de billets de

Un jeu qui n'est pas à somme nulle

par RICHARD BERAÏN (*)

tités plus grande des taux d'intérêt.

C'est toutefois l'émergence de la crise de l'endettement, en 1981-1982, avec ses multiples conséquences économiques, financières et bancaires, qui fut à l'origine de la vague d'innovations que nous connaissons aujourd'hui. A cette époque, quatre facteurs essentiels se conjuguèrent pour favoriser l'éclosion et la multiplication des nouveaux produits financiers. Ils ont chacun donné naissance à une famille d'instruments.

Des besoins de couverture

La volatilité croissante des taux de change et d'intérêt, conséquence de la détérioration de la situation économique mondiale, a multiplié les besoins de couverture et suscité le développement d'instruments spécifiquement adaptés à cet usage, par exemple

les options, les futures ou les swaps. Par ailleurs, l'alourdissement de la situation financière des banques, du fait de l'immobilisation d'une part importante de leur bilan — créances sur les pays en développement (PED), ou sur certains secteurs en difficulté, — a conduit les autorités de tutelle à accroître leurs exigences en matière de ratios de structure financière des bilans. Ces contraintes réglementaires nouvelles ont amené les banques à développer des opérations de hors-bilan, comme les facilités de financement renouvelables.

En effet, la crise de l'endettement s'est accompagnée de l'apparition d'un nouveau type de recyclage. Au niveau de l'offre, les pays industrialisés à fort excédent de balance des paiements ont progressivement remplacé les pays de l'OPEP. De même, au niveau de la demande, les pays développés ont évincé les PED

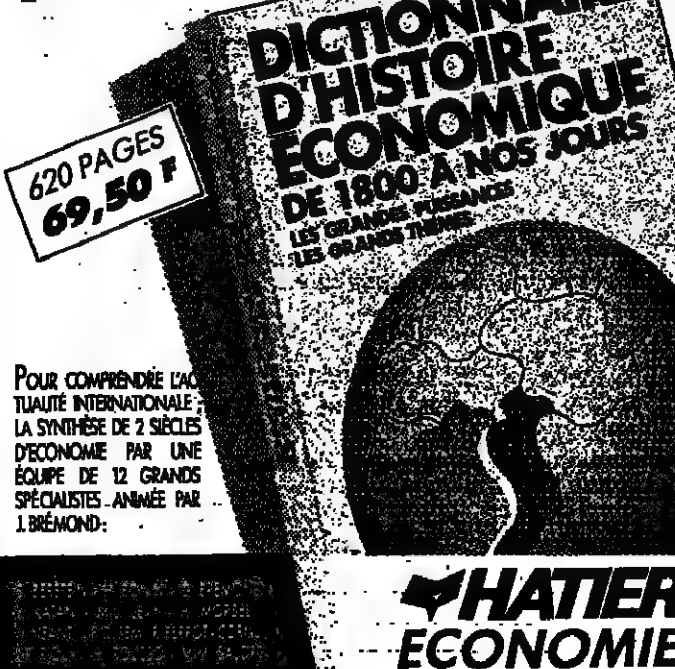
traditionnellement emprunteurs. Cette évolution majeure s'est traduite par l'apparition d'un nouveau type d'investisseurs privilégiés : les titres négociables par rapport aux placements bancaires traditionnels. Pour répondre à cette demande, les banques ont alors développé une multitude d'instruments adaptés aux besoins de la clientèle, mais tout en tirant parti du processus de titrisation (*securitisation*) qui met face à face emprunteurs finaux et investisseurs.

Enfin, une déréglementation générale des marchés nationaux et l'apparition d'innovations technologiques dans le domaine des télécommunications, de l'informatique ou des systèmes de paiement ont permis le développement de tous ces instruments financiers d'utilisation complexe, pouvant s'adapter à tous les besoins et dont la gestion pouvait s'opérer en temps réel sur des marchés interconnectés.

(*) Economiste.

(Lire la suite page 31.)

NOUVEAU
**le 1^{er} grand dictionnaire
d'histoire économique
pour tous**



FAIM DE TERRE AU PÉROU

La réforme agraire... réformée

Le général Juan Velasco, au pouvoir depuis le putsch du 3 octobre 1968, proclame le 24 juin 1969 la réforme agraire. Un char d'assaut démolit un pan de mur de « Casa Grande », la plus importante hacienda de sucre du pays, symbole de l'extraordinaire pouvoir des « barons du sucre ». Le « mur de l'ignominie », déclare le général. Sur le frontispice de « Casa Grande », à côté de l'horloge, la consigne « Tais-toi, prie et tre-

ques décrets, et, en six années, la propriété des 10 millions d'hectares de terre passe des « barons » aux paysans, mais les structures des unités de production sont préservées.

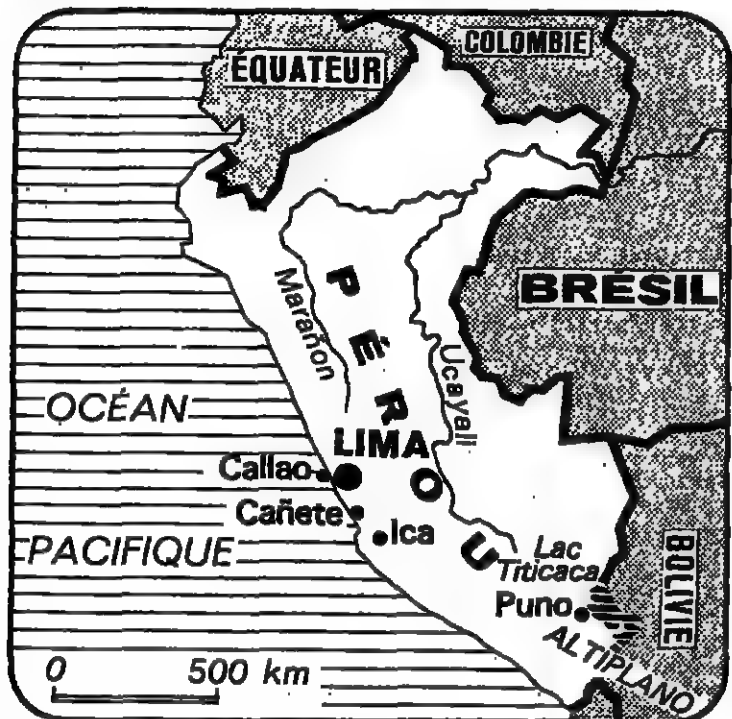
Dix-huit ans après, le problème de la terre agite une nouvelle fois le monde paysan. Dans les Andes, les communautés indigènes envahissent les coopératives, les « sais » de la région de Puno. Sur la côte, nombre de « caps » sont démembrés; les coopératives

résout pas par une simple redistribution de la terre : à maints égards, la réforme du général Velasco a échoué. C'est pourquoi le régime social-démocrate que préside depuis le 28 juillet 1985 M. Alan García se lance avec pragmatisme dans la « réforme de la réforme agraire », qu'il juge « socialement incomplète, techniquement déficiente, économiquement stérile ».

● « Socialement incomplète » : deux paysans sur trois sont restés en marge de la redistribution. Gérants, techniciens et bureaucrates des « caps » et des « sais » se sont comportés comme une nouvelle caste, souvent pire que celle des anciens propriétaires.

● « Techniquement déficiente » : à cause de l'absence de crédits et d'assistance, d'une politique de prix inadéquates qui avantage le secteur urbain de la bureaucratie et de la corruption qui ont favorisé le « décapitation » des entreprises.

● « Économiquement stérile » : la production n'a cessé de décliner. Le déficit alimentaire s'est creusé, et la dépendance du Pérou a augmenté (400 millions de dollars d'importations en 1986 en blé, en maïs, en viande, en lait, en sucre, etc.).



ville », imposée par l'implacable patron allemand aux cinq mille ouvriers agricoles.

Ce même jour, les douze haciendas sucrières situées dans le désert côtier, au nord du pays, sont expropriées et transformées en coopératives, les « caps ». Progressivement, la réforme agraire va aussi s'attaquer aux latifundios des Andes, fiefs de véritables seigneurs féodaux. L'oligarchie agraire est pulvérisée par quel-

sucrières essaient d'échapper à la banqueroute en se convertissant aux cultures vivrières.

Cette nouvelle effervescence est provoquée par la faim de terre et la faim tout court (le Monde du 28 avril). Le Pérou, avec seulement 1 million d'hectares de terres cultivables — le coefficient terre-homme le plus bas du continent — doit nourrir vingt millions de bouches. Ce problème ne se

La déserte des hauts plateaux

Les hauts plateaux du sud-est du pays, dans le département de Puno, sont une des zones les plus pauvres du Pérou. Dans cette région, 2 % seulement de la terre sont cultivables (pommes de terre, quinoa, orge). L'alpaca est élevée, et la dépendance du Pérou a augmenté (400 millions de dollars d'importations en 1986 en blé, en maïs, en viande, en lait, en sucre, etc.).

Les habitants de Puno sont presque tous paysans, paysans sans terre le plus souvent. Ils consomment la moitié seulement des protéines et des calories jugées comme minimum vital par la FAO. Leur revenu mensuel est inférieur à 42 francs.

A Puno, près de 2 millions d'hectares de terres des latifundios ont été confisqués lors de la réforme agraire et octroyés de façon collective aux vingt mille familles organisées en « sais », des coopératives calquées sur le modèle ancien de l'« hacienda ». 98 % de la population paysanne sont restés en marge de ce processus; les centaines de communautés indiennes n'ont reçu que 9 % de la terre.

Pourtant, ces communautés, cellules de base sur lesquelles repose l'empire inca, ont démontré par leurs rendements qu'elles étaient particulièrement efficaces. Dépossédées de leurs terres à partir de la colonisation, refoulées toujours plus haut sur les plateaux arides, elles n'ont cessé de se rebeller pour « reprendre la terre » appelée « la pacha mama », la déesse-terre. « L'Indien a épousé la terre », écrit le penseur Mariátegui, c'est pourquoi il peut être indifférent à tout, sauf à sa possession. Et, depuis des siècles, la lutte pour la terre se poursuit.

Chaque famille d'une « sais » possède en moyenne 166 hectares, celle d'une communauté indienne, dix fois moins. D'où les véritables ceintures de misère autour des « sais ». Par exemple, la « sais » « La Géante », a une grande partie de son territoire en jachère, alors que, sur les berges du lac Titicaca, des paysans se disputent un maigre sillon. Gérants et ingénieurs sont souvent plus avides de faire des affaires, notamment de la contrebande de laine, que de veiller au progrès de l'entreprise.

La rébellion des paysans

Le président Alan García, en arrivant au pouvoir, avait annoncé une « révolution agraire » pour Puno. Les terres actuellement en jachère devaient être réparties entre les communautés. Mais la « révolution » a trahi. Les déclarations, les promesses ne sont pas tenues : le 13 décembre 1985, une première « sais », « La Kaurana », s'est envahie.

« Kaurana », ce sont 40 000 hectares travaillés par 154 familles. A ses frontières, huit communautés indiennes comprenant 1 150 familles sont entassées sur 30 000 hectares. Celles-ci ont « pris » pacifiquement 10 000 hectares en friche de la « sais » pour les cultiver. L'armée est intervenue. Bilan : deux morts,

Deux paysans sur trois sont restés en marge de la redistribution des propriétés

plusieurs blessés, des centaines de défunts.

Les guérilleros communistes du Sentier lumineux ont incité les paysans à s'armer pour défendre le terrain conquis. Promoteurs d'invasions violentes, ils ont essayé d'embrigader les communautés pour brûler les installations des « sais », voler le bétail et les outils. L'intervention conjointe de l'Église et du syndicat paysan, la CCP, a empêché la guérilla de prendre racine dans le département et a incité les autorités à presser le mouvement. Le 5 février 1986, le gouvernement annonçait que le tiers des terres

des « sais », soit 700 000 hectares, allait être adjugé, en six mois, aux 700 000 familles qui ne possèdent que 170 000 hectares. Un an s'est écoulé, et la situation reste explosive car 500 000 hectares seulement ont été répartis.

Au cours d'une assemblée populaire régionale, un vieux dirigeant de « La Kaurana » se lance dans un discours incendiaire en quechua contre l'actuelle redistribution et le gouvernement. Il conclut par deux mots en espagnol : « Comisión liquidadora », et reçoit une ovation spectaculaire. Commission liquidatrice des « sais » : c'est le nouveau mot d'ordre dans le département.

Les paysans, appuyés par la CCP et l'Église, mènent campagne pour le démantèlement total des « sais », pour une restructuration globale et démocratique qui permettrait à chaque famille des communautés indiennes de disposer d'une moyenne de 15 hectares. Les ex-membres des « sais » recevraient 30 hectares et les équipements des entreprises seraient utilisés en commun. Toutefois, gérants, techniciens et ingénieurs des « sais » résistent à ce démantèlement avec plus de fortune que les anciens propriétaires des latifundios car ils contrôlent le pouvoir local.

Une statue de bronze et granit du général Velasco trône au milieu des jardins à l'anglaise des « caps » « Tuxana ». « Il a tout changé, explique, étonné, un currier agricole. Au temps des patrons, nous n'avions aucun droit, même pas sur notre propre vie. Mainte-

Le miracle des vins

Le vin dans un pays en développement peut être un nouveau produit d'exportation, une source de devises ? L'expérience du vignoble de Tacama au Pérou montre qu'un tel espoir n'est pas vain. Contrairement à ce qui se passe pour les autres cultures (cane à sucre, café, coton) et matières premières (farine de maïs, bois, pétrole), le marché est demandeur. Mais l'histoire de cette entreprise, la Negociación Industrial Vitivinícola Tacama S.A., révèle aussi combien il est difficile à la petite et moyenne industrie de se développer lorsque l'environnement économique, l'aval et l'amont sont eux-mêmes déficients.

La vigne pénètre en masse dans le pays d'origine, à 300 km au sud de la capitale. Curieuse vallée, une oasis plutôt, alimentée par le rio Uca, gros torrent intermittent qui descend de la Sierra et se perd dans les sables du désert côtier, sans même parvenir à l'Océan Pacifique. De savants travaux d'irrigation, dont certains ouvrages remontent au XIV^e siècle des Incas, ont fait de cette boutte fermée par les Andes, cornée par les sables, une coulée verte. 30 000 hectares de culture, dont aujourd'hui 3 500 hectares de vigne.

L'entreprise viticole de Tacama fût dans deux ans son centenaire. En 1889, le grand-père de l'actuel propriétaire, M. Oleschke, avocat d'affaires international et président du Banco de Lima, fonde la cave de Tacama, au cœur d'une hacienda de plusieurs centaines d'hectares. La cave, les habitations, la chapelle, aujourd'hui désaffectées, le tout d'une couleur unique, un coque rose noccato, sont disposés en cercle autour d'un patio ombragé. Mais la vigne elle-même est plus ancienne.

On pense que la première vigne du Pérou fut plantée à Ica en 1563, l'année même de la fondation de la ville par les Espagnols, parmi lesquels figuraient des érudits des Oleschkes.

Dans les années 20, devant la chute des cours de coton, principale culture du domaine, le vignoble est étendu et les premiers cépages français sont importés, notamment du Maïso. En 1958, vin le Chili, d'autres variétés françaises sont introduites. En 1961, quand Robert Niederman, jeune ingénieur oenologue français, débarrasse à Tacama, la vigne s'étend sur 75 hectares, le coton sur 750 hectares. Il n'est pas le premier français à diriger Tacama. Quatre autres ingénieurs l'ont précédé depuis 1924. Mais Robert Niederman a l'ambition et la chance de s'entourer de l'avis d'experts — Émile Peynaud, le père de l'œnologie moderne, et Max Rives, alors directeur du laboratoire de recherche viticole de l'INRA à Bordeaux — qui se passionneront pour ce curieux vignoble des tropiques.

Il n'y a jamais eu le couvent froid de Humboldt empêchant les précipitations, d'où le désert côtier et les terres sablonneuses et pierreuses, nées des avalanches de boues des Andes, sont, disent les experts, aptes à produire des vins de qualité comparable à celle des productions du monde. Ainsi commencent, selon l'expression d'Émile Peynaud « le miracle des vins des pays chauds ».

La vigne à Tacama, c'est aujourd'hui un savant mélange de tradition et de modernité. Côté tradition, des cépages anciens, certains plantés plus de cent ans — une culture en cuvettes, les « poses », irriguées par l'eau du rio Uca ou des pannes dans les rasses souterraines, des supports en bambou, des pots de huanango, un arbre très dur qui pousse très lentement en plein désert.

La chaleur de l'été, nuisible à une bonne conduite des fermentations en cuve, la température moyenne annuelle élevée, néfaste au vieillissement des vins appellent des moyens techniques modernes, notamment de réfrigération. Comme les techniciens, le matériel de Tacama est d'origine française (sauf la micro-ordinateur sur lequel sont suivies toutes les opérations de l'entreprise). Surtout, la conduite de Max Rives, les essais de nouvelles variétés ont eu comme objectif de corriger le manque d'acidité du sol : d'où l'introduction (d'ailleurs peu concluante) de la Folle blanche, ou encore de la Jacquère, cépages respectifs du gros plant et de l'apremont... sous l'égide de Robert Niederman, sous l'égide de Max Rives, deux vins cinquante variétés, dont vingt importées, ont été mises en culture. Après étude du comportement de la vigne et micro-vinification, dix-sept cépages sont aujourd'hui en production. Bref ! Tout est réuni pour faire de Tacama un vignoble performant.

Chez Fauchon à Paris

Mais le 24 juin 1969 s'est produit le séisme de la réforme agraire péruvienne. Dix-huit ans après, Tacama est toujours sous le coup de cette réforme : le domaine a été réduit à 150 hectares, aujourd'hui entièrement plantés de vigne, dont 100 en raisin de table, car la loi stipulait aussi un pourcentage obligatoire de cultures « vivrières ».

Avec le raisin de table — très rentable, — une production de vin de 12 à 13 000 hectolitres (des rouges, rosés, mousseux et des blancs, dont un savoureux blanc de blanc, du pisco et des vins liquoreux pour la fabrication du Dubonnet), le vignoble atteint les limites d'une productivité, d'ailleurs bonne, puisqu'on est passé de 6 000 kilos de raisin à l'hectare (moyenne usuelle encore dans le reste de la vallée d'Ica) à 40 000 ou 50 000 kilos, soit des rendements en vin de 200, parfois 300 hectolitres à l'hectare. Dans ce vignoble des tropiques, quantité n'est pas le contraire de qualité, du fait de la spécificité des sols, du climat et des techniques de vinification. C'est aussi une caractéristique commune aux nouveaux pays viticoles.

« Si tout le Pérou était comme nous, ce serait le Suisse », dit avec malice Robert Niederman. En effet, l'entreprise réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 4 millions de dollars, verse 1 million de dollars d'impôts et conserve un bénéfice plus élevé (environ 1,5 million de dollars). Quant au vin, la demande est plus forte que l'offre : 90 000 caisses sont vendues sur le marché intérieur, 30 000 à l'exportation, en Colombie surtout, au Costa-Rica, aux États-Unis et quelques autres. Fauchon à Paris. Mais la vente à l'étranger n'est pas

encore bénéficiaire, car il s'agit d'être concurrentiel : les prix à l'export sont moins élevés que sur le marché intérieur.

Au plan local, le travail offert n'est pas négligeable : 80 ouvriers permanents pour la cave et la vigne, 40 salariés pour la gestion à Ica et Lima, 250 employés temporaires pour les vendanges. Les salaires, 85 intés par jour, en dépit de leur faiblesse relative (l'équivalent de 30 F), tiennent l'ensemble des rémunérations pratiquées dans la région vers le haut. Mais il n'est pas rare que les petits propriétaires, qui ne supportent ni charges sociales ni impôts, paient des ouvriers au noir, de 20 à 30 intés la journée.

Malgré son impact sur l'économie, le développement de l'affaire est rendu difficile par le climat général du pays. Ainsi des timbres fiscaux sont obligatoirement collés sur chaque bouteille, encore faut-il les trouver. Autre exemple : il est interdit d'importer ce que le pays peut produire, afin de réduire la dette extérieure. Le Pérou fabrique des bouteilles de verre, mais doit parce qu'il y a une rupture de stock, soit parce que la qualité laisse à désirer, Tacama a été contraint d'en importer, avec les tracasseries administratives qu'on imagine.

L'obstacle principal au développement reste la limitation des surfaces héritées de la réforme agraire, laquelle — comme c'est presque toujours le cas — n'a pas tenu compte de la différence d'impact sur l'emploi entre une agriculture extensive et un vignoble intensif. Bien que cette réforme ait été effectuée sous un régime militaire, une remise en cause paraît impossible. Malgré tout, Tacama cherche à s'agrandir. Des négociations sont en cours.

Les responsables de l'entreprise excluent en effet une solution souvent suggérée : acheter du raisin chez les autres. Parce que la conduite de la vigne et la qualité du produit ne sont pas conformes aux besoins de Tacama ; et si les viticulteurs alentours plantaient les cépages choisis par Tacama, ils seraient pieds et poings liés par cette entreprise, acheteur unique.

Pourtant les conditions climatiques et agronomiques paraissent propices à la généralisation dans la plaine d'Ica de l'expérience de Tacama. La vigne pourrait devenir une source de profit à l'exportation, de création d'emplois et, à tout le moins, de fixation des habitants dans la région. Les structures, et, faute de formation, la qualité des hommes ne le permettent pas. Il faudrait à la plaine d'Ica deux ou trois autres Tacama... pour l'émulation.

L'esprit d'entreprise se heurte enfin à un obstacle plus diffus, impalpable. La redistribution des terres opérée « militairement » il y a près de vingt ans, et l'insécurité intérieure rendent le droit de propriété incertain et ne poussent guère à l'investissement en dépit d'une fiscalité très incitative.

« Tout dépend, nous s'en dit, du degré de confiance que l'on a dans la propriété privée... et se poursuit. » A en juger par les travaux en cours de réalisation à Tacama, qui sera bientôt aussi visitée que Cuzco ou le Machu-Pichu, la famille Oleschke fait confiance au Pérou de Toram.

de Toram
JACQUES GRALL

plus de 1000 consultants
Index par spécialisation
fonction-secteur
index géographique

Pour contacter facilement ceux qui savent
où sont les opportunités de carrière

LE GUIDE DES CHASSEURS DE TÊTES ET DES CABINETS DE RECRUTEMENT

Ph. HAUSTÈTE

148F

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY • NORTHEASTERN UNIVERSITY
PACE UNIVERSITY

La grande école internationale
Créée et développée en association avec des universités américaines réputées : Hartford U., Hartford (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.), Pace U. (New York).

- 4 ans de formation supérieure à la gestion dont 1 an aux États-Unis.
- 3 diplômes : Bachelor of Business Administration (fin 3^e année), Master of Business Administration (MBA), diplôme IFAM (fin 4^e année).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales
admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél. : (1) 47 34 38 23
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____
Bac : _____ 1^{re} langue : _____
Adresse : _____ tél : _____

20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

La chronique de Paul Fabra

ALAIN PRATE offre pour guérir nos maux monétaires une solution séduisante dans le livre qu'il publie sous le titre *La France et sa monnaie, Essai sur les relations entre la Banque de France et les gouvernements* (1). Que lui manque-t-il pour apparaître tout à fait convaincant ? L'auteur, qui fut sous-gouverneur rue de La Vrillière de novembre 1979 à novembre 1984, avant d'être « muté », comme il dit, à Luxembourg, où il occupe le poste, au demeurant important, de vice-président de la Banque européenne d'investissement, constate que, dans les pays où l'institut d'émission jouit d'une large autonomie à l'égard du pouvoir politique, la monnaie est généralement plus stable qu'ailleurs. Tel est le cas pour la Suisse, l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas, les États-Unis.

Or l'histoire du franc et de la Banque de France, depuis leurs créations par Napoléon, semble montrer qu'il existe plus qu'une coïncidence entre les deux phénomènes. Le franc a conservé sa valeur pendant toute la période qui a pris fin en 1914, longue de cent onze années, pendant laquelle l'institut d'émission a exercé, conformément aux vœux de son fondateur, la plénitude de ses fonctions de « gardien de la monnaie » alors pratiquement contestées par personne. Sur cette « leçon » de l'expérience, Alain Prate appuie sa proposition centrale. La meilleure assurance contre l'instabilité du franc, réduit, après dix-sept dévaluations depuis la première guerre mondiale, au millième de sa valeur de 1914 (en terme de pouvoir d'achat), serait de conférer à l'institut d'émission toute liberté d'action pour être en mesure de gérer véritablement la monnaie, au besoin en s'opposant aux exigences du Trésor, ce que, dans l'époque moderne, aucune banque centrale, remarquons-le, n'a jamais été capable de faire dans les moments les plus critiques, comme on l'a vu en 1978-1980 en Allemagne.

C'est par ce moyen que les réformes présentement en cours d'application, visant à introduire en France des méthodes modernes de régulation monétaire par variation des taux d'intérêt (et non plus par

L'autre partenaire de la Banque de France

l'instrument « primitif » du contingentement du crédit), prendraient toutes leurs dimensions. L'auteur garde comme une blessure le souvenir de l'expérience qu'il a connue pendant les premières années du gouvernement de gauche, quand la Banque de France a dû financer une formidable augmentation des dépenses publiques. Qu'on ne s'attende pas dans ce livre à des révélations. Alain Prate pousse la tradition de discrétion de la fonction publique jusqu'à ne mentionner aucun nom propre — y compris ceux de Mitterrand, Mauroy (sauf dans une note anodine), Delors, etc. — ni parti politique à partir de... 1972. Cependant il s'attache à rapprocher les pratiques dont il a été le témoin (et en partie au moins l'acteur obligé) à celles qui n'ont quasiment pas cessé de régner en France, à deux exceptions près — la stabilisation Poincaré et celle de de Gaulle — depuis qu'un pouvoir monétaire respecté de tous, et d'abord du gouvernement, n'existe plus en France.

Si la dépréciation du franc a été aussi considérable par rapport aux autres grandes monnaies, y compris, ne l'oublions pas, celle des États-Unis (le dollar vaudrait, au lendemain de la dernière guerre, 50 anciens francs, il vaut aujourd'hui 600 de nos centimes), cela est dû à l'extraordinaire légèreté, pour ne pas dire plus, d'une politique monétaire qui a pourtant connu un nombre impressionnant de plans de stabilisation et de plans de redressement. C'est le grand mérite de l'ouvrage d'Alain Prate de le rappeler. Il fut un temps où les avances de la Banque de France au Trésor n'étaient effacées que par la revalorisation du stock d'or et de devises consécutives aux dévaluations successives du franc, l'or cédé à l'étranger pour boucler la balance des paiements étant payé par l'État à la Banque de France au bon du Trésor, si bien que le déficit de la balance des paiements était lui aussi source de financement de celui du budget. La voie ainsi tracée au lendemain de la Libé-

ration a été suivie d'autres subterfuges, dont certains de récente application, pas davantage recommandables.

Quand elle était dans l'opposition, la majorité actuellement au pouvoir pensait, comme M. Prate, que, pour rompre définitivement avec ce passé et avec le dirigisme (impossible à appliquer si les autorités monétaires ne sont pas au service du pouvoir politique), il convenait, comme cela était écrit en toutes lettres dans la *Plate-Forme pour gouverner ensemble* du RPR et de l'UDF, de doter la Banque de France de « l'autonomie par un statut nouveau ». Dans les semaines qui suivirent son installation à Matignon, Jacques Chirac confirma cette promesse, dont la réalisation aurait consisté à effacer la subordination de l'institut d'émission à l'État, acquise de droit depuis 1936 (le Front populaire avait cependant laissé subsister la fiction d'une Banque de France institution privée, confirmée par l'ordonnance de nationalisation de 1945 et, enfin, codifiée par la loi de 1973 votée alors que Valéry Giscard d'Estaing était ministre de l'économie et des finances).

Ce dernier texte est des plus explicites puisqu'il stipule que le rôle de la Banque de France est « de contribuer à la préparation et de participer à la mise en œuvre de la politique monétaire arrêtée par le gouvernement ». Nulle part, comme le souligne à juste titre Alain Prate, il n'y est dit que le gouverneur est le « conseil général » qui l'assiste ont pour mission de veiller à la stabilité de la monnaie nationale. Le gouvernement s'est, selon toute vraisemblance, abandonné ses engagements sur ce chapitre. De cette renonciation, l'opinion publique ne semble pas s'être émue. Son indifférence est-elle apathie, signe d'un attachement secret mais honteux aux délices de l'inflation (pas totalement incompréhensible dans un pays où les taux d'intérêt restent si hauts, presque 50 %, et 100 % plus élevés pour les obligations, que

respectivement les taux allemands et les taux suisses), ou, au contraire, méconnaissance, par ignorance, de ses intérêts véritables ? Compte tenu de l'esquive gouvernementale, la question posée par le livre d'Alain Prate est celle de savoir si l'analyse qu'il présente est de nature à relancer le débat par des arguments renouvelés, et une mise en perspective convaincante de l'enjeu — effectivement considérable, mais peut-être encore, malgré tant de déboires, mal perçu ?

Le parti pris descriptif auquel l'auteur se tient délibérément pour lui la force, incomparable, de l'exemple. Que, pendant la Commune, les insurgés se soient montrés soucieux de négocier avec les représentants de la Banque de France restés à Paris pour ne pas détruire par des demandes excessives d'avances la délicate machinerie de l'émission est un fait plus éloquent que maints raisonnements. Il reste que cette machinerie n'est pas d'une complexité telle que le lecteur n'a pas le droit à un démontage en règle. Cela lui permettrait précisément, sans qu'il soit nécessaire de l'informer du détail de la technique, de mieux mesurer de quoi il s'agit. L'institut d'émission a en définitive pour mission de régler le bon fonctionnement du marché des reconnaissances de dettes, à commencer par celles qui sont émises par le Trésor.

C'est ici qu'intervient le partenaire le plus important de l'immense partie qui se joue et dans laquelle il s'agit de savoir si son rôle est celui d'un acteur à part entière ou d'un sujet plus ou moins passif. Or ce protagoniste n'est ni la banque centrale ni le gouvernement. La nature et l'objet des relations entre ces deux institutions officielles sont évidemment propres à avoir une très grande influence sur le régime monétaire. Mais celui-ci est en définitive déterminé par la place qu'y occupent les détenteurs de monnaie eux-mêmes, autrement dit le public. Ce sont des considérations de rang et de prestige nationales qui mènent

Alain Prate à se faire l'avocat convaincu de la solidité du franc. Mais il a dû reconnaître au passage que c'est historiquement à un pouvoir régalién, centralisé, que l'on doit la pratique des manipulations portant sur la valeur des monnaies que s'étaient données les marchands.

C'est n'est pas un souci de « grandeur » nationale, à la limite, c'est le contraire qui a conduit l'Allemagne fédérale, si souvent citée en exemple, à se doter d'une monnaie solide. Au départ, l'objectif était de restreindre à tout jamais le pouvoir des autorités politiques allemandes sur la monnaie afin de leur ôter la possibilité de financer, par le déficit, un nouveau programme militaire. Une seule fois, et comme en passant, l'auteur aborde cet aspect essentiel du problème. C'est lorsqu'il fait allusion à l'heureuse réforme du roi Charles V, introduite en 1360 et qui s'appuyait sur « les théories de Nicolas Oresme » (évêque de Lisieux). Celui-ci rappelle Alain Prate, « soutenait la théorie très simple, encore d'actualité, que la monnaie n'appartient pas au prince et donc au gouvernement, mais à la communauté ». C'est au nom de la propriété et donc de la solvabilité des débiteurs, privés ou publics, que les régents de la Banque de France, émanation de ses principaux actionnaires, les « deux cents familles », firent jusqu'à la réforme Poincaré respecter l'indépendance de l'institut d'émission. Celui-ci ne recouvra une authentique liberté d'action qu'à la condition de retrouver une légitimité liée au droit des citoyens à jouir de la stabilité monétaire.

Je signale encore la lecture indispensable pour une bonne connaissance du sujet du livre, publié en 1983 chez Dunod par Henri Koch, ancien directeur des études, puis des services étrangers de la Banque de France, sous le titre : *Histoire de la Banque de France et de la monnaie sous la IV^e République*.

(1) Aux Éditions Julliard, 288 pages, 145 F.

VOILE
La fièvre

par Pauline...
...la fièvre...
...la fièvre...

...la fièvre...
...la fièvre...
...la fièvre...

...la fièvre...
...la fièvre...
...la fièvre...

RUGBY : Toulon

Herrero, la force

Après son départ d'Alger, le...
...la fièvre...
...la fièvre...

...la fièvre...
...la fièvre...
...la fièvre...

...la fièvre...
...la fièvre...
...la fièvre...

...la fièvre...
...la fièvre...
...la fièvre...

...la fièvre...
...la fièvre...
...la fièvre...

...la fièvre...
...la fièvre...
...la fièvre...

...la fièvre...
...la fièvre...
...la fièvre...

...la fièvre...
...la fièvre...
...la fièvre...

Le CESMA : 3^e cycle intensif, vous donne les moyens de maîtriser les techniques de management. 10 mois d'études approfondies appliquées à l'entreprise qui vous permettront de concrétiser votre puissance de gagner.

LE 3^e CYCLE INTENSIF DE MANAGEMENT EN 10 MOIS

école supérieure de commerce de Lyon **cesma**

Centre d'études supérieures de management
cesma Information - B.P. 174 - 69122 Ecully Cedex - Tél. 78 33 81 22

A propos de la Corréze

A la suite du reportage sur la Corréze publié dans « La Monde de l'économie » du 7 avril, M. Jacques Frey, maire adjoint de Tulle, nous écrit : « Nous considérons l'axe de la B9 (route ou autoroute) comme le plus important pour la Corréze, à moyen et à long terme. Le passage éventuel d'une autoroute à 10 ou 20 kilomètres de Tulle n'est pas un handicap pour la ville, bien au contraire. Cela n'a rien de commun avec la mise en place d'un aéroport à l'autre bout du département et manifestement sans aucun intérêt pour notre ville et le département. »

ALGERIE - الجزائر

ENAPAL

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE INTERNATIONAL N° 22/87

L'entreprise nationale d'approvisionnement en produits alimentaires « ENAPAL » lance un avis d'appel à la concurrence internationale pour la fourniture de 2 000 tonnes et plus de fromage de fonte type cheddar destiné à la fabrication de fromage fondu à tartiner.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de 200 DA (deux cents dinars algériens) auprès de l'ENAPAL, 29, rue Larbi Ben M'Hidi Alger.

Les soumissions en double exemplaires, accompagnées de pièces réglementaires doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure portant exclusivement la mention suivante :

« Appel à la concurrence internationale n° 22/87 à ne pas ouvrir »

La date limite du dépôt des offres est fixée à 15 jours après la première parution.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de 90 jours à compter de la date de clôture du présent appel qui s'adresse aux seuls producteurs et organismes spécialisés dans la commercialisation conformément aux dispositions de la loi 78/02 du 11 février 1978 portant monopole de l'état sur le commerce extérieur.

enep/alger

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.

Rémy & ASSOCIÉS

FRF 700.000.000

Crédit à Moyen-Terme à Options Multiples

Chef de file
Crédit Commercial de France

Participants
Crédit Commercial de France
The Bank of Tokyo, Ltd.
Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts (BRED)
Banque de l'Union Européenne
Banque Worms
Barclays Bank S.A.
Caisse Centrale des Banques Populaires
The Fuji Bank, Ltd. Paris Branch
The Hongkong and Shanghai Banking Corporation
NMB Banque (France)
Amsterdam-Rotterdam Bank N.V. Succursale de Paris
Banque Veuve Morin-Pons (Groupe Dresdner Bank AG)
The Chase Manhattan Bank, N.A.
Crédit Suisse (France) S.A.
Deutsche Bank AG Succursale de Paris
International Westminster Bank PLC
Lloyds Bank (France) Limited
Morgan Guaranty Trust Company of New York

Agent
Crédit Commercial de France

CCF

11 octobre 1987

VOILE : régates de Carnac

La fièvre du catamaran

Le département du Morbihan a vécu à l'heure des compétitions nautiques pendant le long week-end du 1^{er} mai. Alors qu'une soixantaine de multicoques participaient, au large de la Trinité-sur-Mer, à la huitième édition de la Trophee de cette série, remporté

par Patrick Tabarly sur le trimaran de son frère Eric Cote d'Or II, dix grands mosocques prenaient dans le port de Lorient le départ de la Transatlantique (le Monde daté 3-4 mai). Nouvelles et plus modestes, les régates de catamarans de sport, organisées

à Carnac par des étudiants ingénieurs, ont soutenu la comparaison avec leurs prestigieuses voisines. Cent quatre-vingt équipages se sont amusés à sortir une coque de l'eau pour tenter d'atteindre la vitesse grisante de vingt nœuds.

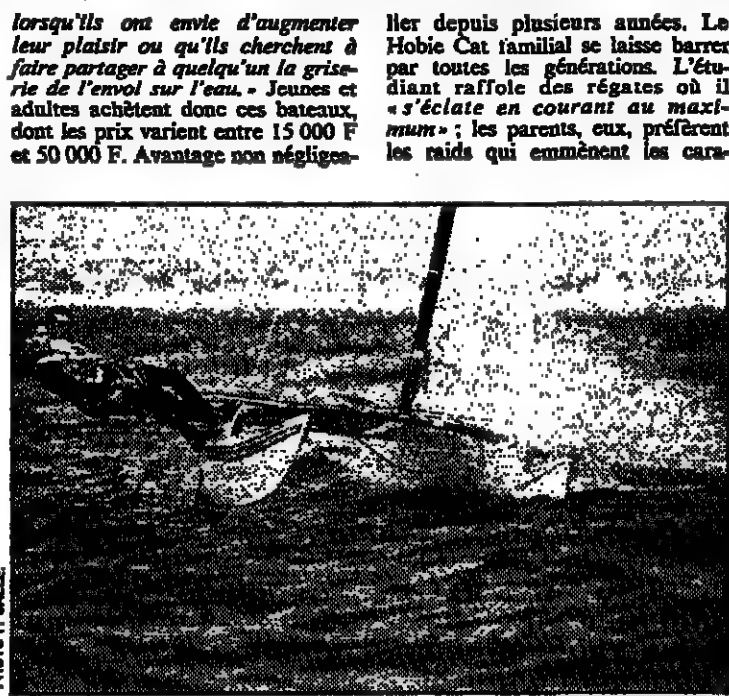
CARNAC de notre envoyé spécial

Combinaison ruisselante, visage marbré de sel, Marc tire son Dart 18 sur la cale en pente. Le barreur hale, l'équipier pousse, derniers efforts après une matinée passée à régater autour d'un triangle olympique. Bien sûr, le départ a été un peu difficile : le nombre des concurrents a gêné les manœuvres. Après les réclames d'usage, Marc avoue quand même qu'il s'est bien amusé.

Il évoque le « plaisir de la glisse ». Il cherche à définir cette joie que lui procure la vitesse. Mais les mots ne viennent pas. Alors, il parle en images. La coque qui se lève doucement, les paquets d'air expédiés par l'autre partie du bateau de plus en plus immergés, la position en rappel des deux occupants de la nacelle devenue rapidement un plan incliné, et puis encore la vitesse qui procure ces sensations indéfinissables.

Les passionnés de catamarans de sport partagent cet engouement pour les « envolées vertigineuses » lorsque la mer est presque calme et le vent bien établi. Leurs frères équipés de moteurs, les multicoques à moteur, sont plus réservés. Naissance d'un nouveau phénomène ? Responsable du yacht-club de Carnac, Eric le Borzo raconte la lente évolution qui, selon lui, a vu le dérivatif être décliné par la planche à voile, avant que cette dernière ne cède du terrain au catamaran.

« Beaucoup de réplanchistes se tournent vers les deux coques », remarque un frère ingénieur, qui ajoute que l'entretien est donc rendu plus facile. Lui, il a découvert le catamaran très jeune, car ses parents sont des adeptes de ce voi-



Le Hobie 16 : venu des Etats-Unis et à l'origine du développement du catamaran de sport

ble : ces voiliers sont assez facilement transportables, une fois démontés la nacelle qui relie les deux coques.

« L'équipement est assez sobre », remarque un frère ingénieur, qui ajoute que l'entretien est donc rendu plus facile. Lui, il a découvert le catamaran très jeune, car ses parents sont des adeptes de ce voi-

lier depuis plusieurs années. Le Hobie Cat familial se laisse barrer par toutes les générations. L'étudiant raffole des régates où il « s'éclate en courant au maximum » ; les parents, eux, préfèrent les raids qui emmènent les cara-

travers le monde. Autre catamaran de sport, le Dart, aux lignes plus sobres et privé de dérive, avoue ainsi son origine anglaise.

Ces engins de 4,50 à 5 mètres ont rapidement séduit les amateurs français. Près de trois mille unités ont été importées ces dernières années, avant que des chantiers de l'Hérault se lancent à la conquête de ce nouveau marché.

Les passionnés de « fun », coiffés de casquettes américaines aux logos visuels, raffolent du Hobie Cat, qui leur apporte un goût de la Californie. A côté d'eux, de jeunes cadres en rupture de planche à voile recherchent les détails techniques qui vont améliorer la vitesse de leur Dart. « La tribu des darters et celle des amoureux du Hobie Cat s'entendent bien », explique Eric le Borzo. Il évoque les manifestations qu'organise son club pendant l'été pour donner aux différents clubs la joie de pratiquer leur sport.

« Un raid jusqu'à l'île de Houat pour un pique-nique, voire une balade de deux jours, réunissent environ une cinquantaine de participants », se réjouit le responsable. Complètement conquis par ces voiliers, il tente maintenant de convaincre les autres membres de son club de proposer l'initiation au catamaran de sport dans le programme de l'école de voile. « Les jeunes s'enthousiasment pour ces embarcations légères et apprennent très vite à la manœuvre ». La première épreuve, organisée par des futurs ingénieurs de grandes écoles, a montré que les adultes aussi pratiquent beaucoup de plaisir à filer dans le clapot, le corps suspendu au-dessus de l'eau.

SERGE BOLLOCH.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de Saint-Marin

Mansell remet la gomme

Le Britannique Nigel Mansell (Williams-Honda) a dominé le Grand Prix de Saint-Marin de formule 1, disputé dimanche 3 mai sur le circuit Dino-Ferrari à Imola. Il a devancé le Brésilien Nelson Piquet (Lotus-Honda) de 27 secondes et l'Italien Michele Alboreto (Ferrari) de 39 secondes. Alain Prost a dû abandonner au quinzième tour, à la suite d'une panne de son générateur électrique.

Deux équipes françaises débutaient leur saison à Imola. Philippe Alliot (Lola-Larrousse) et Côme Loris (Lola-Larrousse) ont pris la seizième place. En revanche, les deux Ligier équipées en extrême du moteur turbo BMW-Megatron ont connu de gros ennuis. René Arnoux n'a pu prendre le départ après la rupture, lors des essais du matin, du point d'attache à la coque d'un triangle de suspension, et Piercarlo Ginanni a préféré abandonner au huitième tour devant le comportement « anormal » de sa monoplace.

IMOLA de notre envoyé spécial

La nette victoire d'Alain Prost au Grand Prix du Brésil et l'écrasante supériorité de McLaren lors des premiers essais préliminaires du Grand Prix de Saint-Marin pouvaient laisser présager un cavalier seul du pilote français en ce début de saison de formule 1. L'épreuve italienne est venue très opportunément rappeler que, dans sa course à la sophistication technologique, la formule 1 n'est toujours pas devenue une science exacte.

Tout avait presque trop bien marché pour les McLaren lors des essais et surtout du warm-up (essais dans les conditions de course avec le plein de carburant) du dimanche matin. « Nous n'avons pas eu le moindre problème », expliquait Ron Dennis, le directeur de l'écurie britannique. Nos résultats recoupent ceux des essais de la semaine dernière et ils étaient très prometteurs. En revanche, Nigel Mansell était resté immobilisé durant une grande partie du warm-up pour un problème de boîte de vitesses et Ayton Senna, victime d'ennuis de freins, avait dû utiliser sa voiture de remplacement.

Dans ces conditions, la victoire du Britannique et la deuxième place du Brésilien peuvent surprendre, mais sont plutôt de bon augure pour l'interêt du championnat 1987. Coiffé sur le fil en Australie pour le titre mondial 1986, privé cette année des services de Patrick Head, l'ingénieur en chef de l'écurie Williams, passé au service de Nelson Piquet chez Lotus, Nigel Mansell avait bien besoin de ce succès pour retrouver la confiance et le moral d'un gagnant.

En l'absence de son frère-ennemi Nelson Piquet, interdit de grand prix par le mésole fédéral après sa violente sortie de route lors des essais du vendredi (le Monde daté 2-3 mai), Nigel Mansell vire d'échec en échec de la menace d'Alain Prost, à pu conduire la course à sa guise, ne laissant le commandement, pour un changement de pneumatiques, que du vingt-deuxième au vingt-septième des cinquante-neuf tours du circuit.

Pour tenter d'obtenir le titre mondial une troisième année consécutive, Alain Prost sait qu'il devra encore compter avec les deux pilotes des Williams-Honda, dont l'animosité devrait être tempérée cette saison par le retour sur les grands prix du directeur d'écurie Frank Williams, victime en mars 1986 d'un

grave accident de la circulation, où il a perdu l'usage de ses membres inférieurs.

Mais, pour le pilote français, la plus grande menace pourrait venir à court ou moyen terme d'Ayrton Senna. Le Grand Prix de Saint-Marin a, certes, montré que le moteur Honda des Lotus est un peu plus gourmand en consommation que celui des Williams, mais il a aussi permis de constater, surtout aux essais, où le Brésilien a réalisé le meilleur temps pour la seizième fois de sa jeune carrière, les progrès dans la mise au point de la nouvelle suspension « active » qui équipe la monoplace jaune.

Suspension « active »

Les fonds apportés par Camel, nouveau commanditaire de l'écurie britannique, ont permis aux ingénieurs de Lotus d'intensifier ces derniers mois le développement de cette suspension de grand avenir, dont l'étude avait été entreprise il y a déjà sept ans. Dans cette suspension, les ressorts métalliques classiques sont remplacés par un système hydraulique. Mais la grande originalité de ce système réside dans sa commande par un ordinateur.

Cette suspension « active », explique Gérard Ducroux, le directeur technique de l'écurie, pourrait être comparée au comportement d'un aileron dont le corps et surtout les jantes absorbent les irrégularités de la piste. Comme les pieds, les pneus enregistrent des sensations et les transmettent à l'ordinateur, qui est le cerveau. Celui-ci réagit instantanément et envoie ses ordres au système hydraulique, qui joue le rôle des muscles. Une fois parfaitement au point, cette suspension « active » devrait ainsi fortement atténuer les mouvements néfastes à la stabilité de la monoplace, pour accroître son rendement et diminuer l'usure des pneumatiques.

L'observation du comportement et des résultats de la Lotus de Senna aux essais et en course semble indiquer que cette suspension « active » est, pour l'instant, moins efficace lorsque la monoplace roule avec le plein d'essence. « Lorsque nous maîtriserons cette suspension, nous bénéficierons d'un avantage déterminant », affirme Gérard Ducroux. Question de mois ou de semaines ? La réponse pourrait aussi être déterminante pour l'attribution du titre mondial 1987.

GÉRARD ALBOUY.

RUGBY : Toulon champion de France

Herrero, la force d'entraînement

Cinquante-trois ans après son dernier titre, le Rugby club toulonnais (RCT) a été sacré champion de France, le samedi 2 mai, au Parc des Princes, en battant le Racing club de France (RCF) 15 à 12. Uniquement ponctuée de coups de pied, la première mi-temps s'était achevée sur le score de 9 à 6 en faveur de Toulon.

Grâce à un essai du remplaçant Jambert transformé par Bianchi (52^e), le RCT prenait un avan-

son pack et envoyant, par un judicieux renversement d'attaque, ses trois-quarts vers le seul essai toulonnais de la rencontre. Mais ce n'est pas son nom que les milliers de supporters venus assister à un coup de sifflet final. C'était celui de Daniel Herrero, l'entraîneur du RCT. Un homme à part dans le monde du rugby, qui a su, en quatre années, élever le jeu maudit de Toulon, où la violence était érigée en tactique et faire du club varois l'un des plus modernes de France. Le visage buriné, mangé de barbe, auréolé d'une tignasse poivre et sel, le front éternellement ceint d'un bandeau rouge, il promène samedi soir, au milieu de ses joueurs, son bonheur à bout de bras : ce boucher de Bremaux que Toulon convoitait depuis 1931. Dans son regard clair de bon géant brillait « une grande joie simple et modeste ».

Pourtant, la loi des chiffres a failli être bafouée par quelques drôles de numéros. Les lignes arrières du Racing, minorité galopante et dérangeante, ont perturbé la fin de la classe. Tandis que le pack toulonnais administrait docilement sa leçon de rugby, les champions du « show-biz » ont sorti suffisamment de poil à gratter pour secouer le Parc des Princes d'inévitables dérangements. En marquant une belle percée par les avant de Toulon, Jean-Pierre Genet avait donné le signal du chaos. Après avoir été longtemps à la peine, le numéro deux parisien se retrouvait à l'honneur.

Son exploit avait réveillé les ardeurs de ses coéquipiers lancés dans une folle sarabande pour combler leur retard de trois points. Il avait réveillé en même temps les vieilles angoisses des Toulonnais, tout à coup menacés du même sort funeste qu'en 1985. Les Variois avaient dû laisser le titre à Toulouse dans les dernières minutes d'une finale intense. La blessure de Bianchi, contraint de sortir du terrain alors que son équipe menait au score, le drop de Christian Cuvy s'écrasant sur un poteau à l'ultime seconde : ces images ont peuplé pendant deux ans les nuits des joueurs toulonnais. Elles ont resurgi samedi soir l'espace de dix minutes consacrées à défendre, jusqu'à l'obsession, un trophée que Toulon revendiquait depuis le début de la saison.

Jérôme Gallion et ses coéquipiers ont été assis d'une sainte frousse : « Je n'avais encore rien gagné, ni grand chelem ni titre. A trente-deux ans, je commençais à désespérer », expliquait le capitaine toulonnais, remplaçant de l'axe du Quinze de France que les Britanniques, fins connaisseurs en la matière, considéraient depuis dix ans comme le meilleur demi de mêlée du monde. Il disait : « jouer [sa] carrière » dans ce match. Il l'a fait à la perfection, manœuvrant avec autorité derrière

son pack et envoyant, par un judicieux renversement d'attaque, ses trois-quarts vers le seul essai toulonnais de la rencontre. Mais ce n'est pas son nom que les milliers de supporters venus assister à un coup de sifflet final. C'était celui de Daniel Herrero, l'entraîneur du RCT. Un homme à part dans le monde du rugby, qui a su, en quatre années, élever le jeu maudit de Toulon, où la violence était érigée en tactique et faire du club varois l'un des plus modernes de France. Le visage buriné, mangé de barbe, auréolé d'une tignasse poivre et sel, le front éternellement ceint d'un bandeau rouge, il promène samedi soir, au milieu de ses joueurs, son bonheur à bout de bras : ce boucher de Bremaux que Toulon convoitait depuis 1931. Dans son regard clair de bon géant brillait « une grande joie simple et modeste ».

Bien de chauffe et mené papillon

Bien que s'avouant pleinement l'aboutissement d'une « aventure humaine très riche », Daniel Herrero sait mesurer garder. A ceux qui pleuraient des larmes de désespoir il y a deux ans, il avait expliqué sagement : « Le désespoir, c'est le Chili, ce n'est pas une finale perdue ». Dans la victoire, il évite tout excès de triomphalisme, sachant bien que le RC Toulon, témoin par l'exemple, n'a pas montré tout ce qu'il savait faire. En fin technique, il sait que la finale ne sera pas inoubliable, hormis pour les mémoires toulonnaises. On aura beau refaire cent fois le match autour des comptoirs du quartier de Besagne à Toulon, reconstruire la bataille avec des ribambelles de verres de pastis, il restera le souvenir d'une rencontre âpre, inachevée, dont l'issue demeurera trop longtemps incertaine. « Nous sommes porteurs de toute l'ancestralité toulonnaise », disait Daniel Herrero. Nous avons été inhibés par notre désir absolu de remporter cette finale ».

Avec un jeu plus spectaculaire — ce rugby de mouvement qu'il a inculqué peu à peu à ses troupes, — Herrero aurait voulu prouver que la finale ne se résumait pas à un duel entre le bleu de chauffe et le neud

« papillon », entre les forçats et les aristocrates du rugby. Qu'importe, le résultat final est pour lui la preuve intangible que « Toulon est un haut lieu du rugby français, n'en déplaise à certains ». La remarque est pointée vers le Sud-Ouest, là où siège l'omnipotent pouvoir fédéral dont le conservatisme transigeant n'a pas toujours apprécié les innovations toulonnaises.

Philosophie et humanisme

Au pied du mont Faron, on s'entraîne quotidiennement : les joueurs sont soumis à des tests physiologiques réguliers. Ils sont suivis par deux médecins, un préparateur physique et un agrégé en psychiatrie. Ces structures et cet encadrement, c'est Herrero qui les a voulu au nom d'une conception scientifique du rugby de haut niveau. Mais le rugby n'est pas seulement une technique que l'on apprend en laboratoire ou en soufflerie. Dans la Science est le premier arrivé à la table des troisièmes mi-temps car elles sont « portées de la philosophie et de l'humanité qui caractérisent ce jeu ». Des notions qu'ignorait le jeune Herrero lorsqu'il participait naguère aux campagnes musclées de la horde toulonnaise.

En 1976, il décida de plaquer ce jeu de viciés, sa ville et ses frères pour connaître le monde. Six années sur les routes d'Afrique du Sud, de l'Inde et d'Europe ont forgé un esprit indépendant, attentif, ouvert à toutes les formes de communication. De retour sur la rade, il avait un prénom. Il pouvait succéder à André, le frère aîné « historique » de la tribu Herrero, au poste d'entraîneur du RCT. Jaloux de son indépendance, Daniel Herrero n'a accepté l'offre que « pour dépanner ». Quatre ans plus tard, le club, façonné à son image, accède à la respectabilité. Quant à Daniel Herrero, professeur à FUEREPS de Nice, il assurera bientôt la direction pédagogique de toute la partie sportive du Lycée international de rugby qui ouvrira ses portes en septembre 1988 à La Garde, près de Toulon. Le retour à définitivement posé son sac. Dans une vraie capitale d'Ouvélie ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les résultats

Automobilisme

GRAND PRIX DE SAINT-MARIN
1. Mansell (G-B, Williams-Honda), les 295,236 km en 1 h 31 mn 24 s (moyenne : 193,807 km/h) ; 2. Senna (Br, Lotus-Honda), 27 s ; 3. Alboreto (It, Ferrari), 32 s ; 4. Johansson (Sué, McLaren TAG), 1 mn ; 5. Brundie (G-B, ZakSpeed) ; 2 tours ; 6. Nakajima (Jap, Lotus-Honda) ; 2 tours.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS
1. Mansell (G-B), 10 pts ; 2. Prost (Fra), 9 ; 3. Johansson (Sué), 7 ; 4. Senna (Bré), et Piquet (Bré), 6.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division (Trente-troisième journée)
Toulon b. Bordeaux 2-3
Marseille b. Nantes 2-0
*RC Paris b. Auxerre 3-0
*Sochaux b. Monaco 2-1
*Nice b. Metz 2-1
*Nancy b. Paris-SG 0-0
*Lille b. Brét 2-1
Laval b. Rennes 2-1
*Le Havre et Lens 0-0
*Toulon b. Saint-Etienne 2-1
Classement : 1. Marseille, 47 pts ; 2. Bordeaux, 46 ; 3. Toulon, 42 ; 4. Auxerre, 40 ; 5. Monaco, 38 ; 6. Metz et Paris-Saint-Germain, 35 ; 8. Laval, 34 ; 9. Brét, Nantes, Lens et Nice, 33 ; 13. Lille et Le Havre, 31 ; 15. RC Paris, 28 ; 16. Saint-Etienne, Toulon, 27 ; 18. Nancy, 26 ; 19. Sochaux, 24 ; 20. Rennes, 17.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Gagny a conservé son titre national terminant troisième avec dix points d'avance sur Nîmes.

Karaté

CHAMPIONNAT D'EUROPE A GLASGOW
Les Français ont remporté deux titres par Didier Moreau (toutes catégories) et Emmanuel Pinda (poids lourds). Paul Glusman a obtenu une médaille d'argent (poids moyens), David (poids légers), Marc Puy (poids lourds) et Emmanuel Pinda (toutes catégories) des médailles de bronze.

Natation

COUPE LATINE
L'équipe de France a remporté, dimanche 3 mai à Buenos-Aires (Argentine), la troisième Coupe latine de natation devant l'Italie et l'Espagne.

Sports équestres

GRAND PRIX DE SAUT D'OBSTACLES DE BOMME
L'australien Vicki Roycroft sur Apollo a remporté, samedi 2 mai, le CSIO de Rome devant l'Allemand de l'Ouest Bernhard Lamp, le Suisse Willi Mellinger et les Français Frédéric Collet et Pierre Dupont. Appuyant, elle avait gagné aux épreuves d'Australie l'épreuve de la Coupe des nations.

Tennis

TOURNOI DE HAMBURG (375 000 dollars)
Demi-finales. — Londi (Tch) b. Carlsen (Sué), 3-6, 7-5, 6-0 ; Meier (Tch) b. Bengtsson (Arg), 7-5, 6-1.
Finales. — Londi (Tch) b. Meier (Tch), 6-1, 6-3, 6-3.

BASKET-BALL : la finale du championnat de France

Une belle pour Orthez et Limoges

Nettement battu à Limoges au match aller (88 à 108), l'Elan béarnais d'Orthez a rétabli la situation, samedi 2 mai, dans sa salle de la Moutie, en remportant le match retour de la finale du championnat de France contre le CSP Limoges par 93 à 78 à l'issue d'une rencontre houleuse.

La lutte intense que se livraient sous les pariers le Limougeaud Ken et le Béarnais Henderson a dégénéré (16^e), puis s'est transformée en pugilat général. Un match d'appui désagréable, mardi 5 mai à Orthez, le champion de France 1987. Si de nouveaux incidents se produisaient, les deux équipes pourraient, averti M. René David, président de la Fédération française de basket-ball, être privées de compétitions européennes la saison prochaine.

HOCKEY SUR GLACE : les championnats du monde

Couronne suédoise

A la surprise générale, la Suède a remporté, dimanche 3 mai à Vienne (Autriche), le titre de champion du monde de hockey sur glace. C'est le quatrième titre mondial des Suédois, dont le dernier se remontait à 1982. Les Scandinaves l'ont emporté à la différence de buts avec l'URSS. La Tchécoslovaquie termine troisième et le Canada quatrième.

Au cours des deux dernières rencontres de la poule finale, dimanche 3 mai, les Suédois, en écrasant le Canada par 9 à 0, avaient fait un grand pas vers le titre. Pour qu'ils soient battus, il fallait que, dans l'ultime match, la Tchécoslovaquie batte l'URSS, championne en titre, ou que les Soviétiques gagnent par 10 à 0. Finalement, l'URSS l'emportait sur la Tchécoslovaquie par 2 à 1, abandonnant sa couronne mondiale aux Suédois.

SOCIAL

L'évolution de l'emploi selon l'INSEE

Stagnation en 1986

L'INSEE et l'INEDIC, on le sait, n'avaient pas les mêmes estimations sur l'évolution des effectifs salariés en 1986 (le Monde du 1^{er} avril). Tandis que l'un assure que 50 000 emplois salariés des secteurs marchands ont été créés, l'autre prétend que 50 000 postes de travail auraient été perdus.

Le verdict, dans ce qui est devenu davantage qu'une querelle d'experts, intervient en juin prochain quand l'INEDIC, sur laquelle « se cale » l'ordonnance INSEE, fera connaître son résultat définitif.

En attendant, il revient à M. Olivier Marchand et à M. Elisabeth Martin-Le Goff de commenter, dans la revue *Economie et statistique* (avril 1987 numéro 198), la version INSEE de l'évolution de l'emploi en 1986. Ils se sont acquiescés de cette thèse avec prudence et, déjà, se préparent à une révision. Si les SIVP (Stages d'initiation à la vie professionnelle) ne sont pas inclus, écrivent-ils, « l'emploi salarié augmente plus en 1986 et l'emploi total diminue d'environ 50 000 ».

Tout cela devant être confirmé, « notamment par les statistiques de provenance de l'INEDIC ».

A cette réserve d'importance, les données fournies montrent en évidence les traits caractéristiques de l'année écoulée. Qu'il soit salarié ou non salarié, le niveau de l'emploi « total » est demeuré stable entre 1985 et 1986. 21 229 000 personnes disposaient d'une activité. Droite et gauche ont ainsi renvoyées dos à dos pour la période récente. Si l'une a profité des mesures du plan jeunes pour se maintenir, l'autre avait obtenu son aménagement (+ 0,4 %) grâce aux TUC (travaux d'utilité collective). Débutant de ces travaux, l'emploi total aurait

Le ralentissement de l'activité

Dans le même temps que le plan contribuait à la baisse du chômage des jeunes, observent les auteurs, le nombre de chômeurs de plus de vingt-cinq ans continuait de croître de façon préoccupante. Quant aux licenciements économiques, ils ont augmenté de 5 000 par mois pendant le second semestre de 1986, estime l'INSEE, la hausse étant de 17 % entre les trois mois de septembre, octobre et novembre 1985 et les mêmes mois de 1986 pour les établissements de plus de cinquante salariés.

D'autres évaluations sont significatives et sont moins soumises à de futures controverses. La situation de l'emploi se détériore à partir de l'été 1986 quand l'activité économique se ralentit, « du fait, notamment, de la consommation des ménages, moteur de la croissance en 1986 ». A cause

reculé de 0,5 % en 1985 et de 0,3 % en 1986.

Et de poursuivre : « Le redressement amorcé en 1985 se confirme donc en 1986 », puisque les pertes avaient été de 1,1 % en 1984, de 0,8 % en 1985, et que, pour l'essentiel, l'amélioration commencée à l'automne de 1985 disparaît au cours du deuxième semestre de 1986. Progressivement, l'embellie provoquée par le plan jeunes s'enraye tandis que l'on enregistre les premiers effets négatifs de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. En brut, le plan aurait entraîné de 50 000 à 100 000 embauches supplémentaires ; évaluation qui ne tient compte ni de l'anticipation ni de la substitution qu'entraîne une telle mesure.

766 bénéficiaires depuis leur naissance

Les contrats de conversion sont déjà placés en réanimation

Les contrats de conversion ne connaissent toujours pas le succès. Conçus par les partenaires sociaux pour compenser les effets de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et inclus dans l'accord interprofessionnel d'octobre 1986, ils ne sont pas, pour l'heure, l'accompagnement social espéré par le gouvernement, le patronat et certains syndicats (la CGT y est franchement hostile, la CGC se montre dubitative).

« C'est trop peu, c'est l'évidence », reconnaît M. Pierre Guillemin, président de la commission sociale du CNPF lors d'une récente conférence de presse à l'issue d'une journée de bilan organisée, justement, pour susciter l'intérêt des responsables patronaux. « A peine avouable », selon ses propres dires, le chiffre a, en effet, de quoi inquiéter. Depuis leur mise en place, à la fin février, les contrats de conversion n'ont attiré que 766 salariés licenciés de leur entreprise, alors que les plus prudents escomptaient un effectif de 20 000 personnes par an, et les plus optimistes allaient jusqu'à prévoir 100 000 bénéficiaires. En mars, on a compté en moyenne 160 contrats par semaine. Il y en a eu 210 au cours de la première semaine d'avril, selon le dernier pointage connu.

Si c'est trop peu pour porter un jugement définitif, le doute s'est manifestement emparé des partenaires intéressés. Les uns et les autres recherchent, hâtivement, les moyens de « mettre sur orbite » la formule. Soucieux, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a écrit à M. Pierre Guillemin pour lui demander d'agir auprès des employeurs. Peu après, le ministre s'est adressé à M. Alain Deleu, président de l'Association de gestion des contrats de conversion (AGCC) pour l'assurer que des dispositions seraient prises afin d'améliorer l'usage de l'Etat. A son tour, M. Alain Deleu, secrétaire général adjoint de la CFTC, veut se retourner vers les signataires de l'accord pour leur demander d'organiser une assistance efficace en faveur des contrats de conversion lors des licenciements économiques. Il évoque la nécessité d'améliorer la formule et envisage de lancer une campagne de promotion et d'information.

« Ce dispositif doit et va marcher », a répondu M. Pierre Guillemin, qui s'est déclaré favorable « à une campagne de sensibilisation », en voulant dire que « l'information n'a pas encore atteint tous les intéressés ».

Une opération négative

Tant de sollicitude s'explique. Chacun, dans cette affaire, joue une part de sa crédibilité. Le ministre des affaires sociales a besoin d'une contrepartie à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, qui, en outre, lui permettrait de ne pas compter les salariés licenciés parmi les chômeurs pendant cinq mois. Le patronat doit apporter la preuve que son seul souci n'était pas d'obtenir le licenciement rapide des sureffectifs. Les syndicats, enfin, attachés au prix de la concession qui leur a permis de justifier l'abandon du contrôle de l'administration en cas de licenciement économique.

Séulement voilà, le contrat de conversion n'apparaît pas comme une ardeur obligation aux employeurs, quand ils ont à se séparer de leur personnel et ne tentent guère les salariés, encore sous le choc de leur licenciement. Outre que ceux-ci ne disposent que de sept jours pour choisir cette solution, les avantages ne sont pas très attrayants. On leur propose cinq mois de formation pendant lesquels ils seront indemnisés à 70 % de leur dernier salaire, mais on leur demande d'abandonner le montant de leurs indemnités de préavis. S'ils conservent tous leurs droits aux allocations de l'INEDIC, celles-ci ne sont pas versées pendant deux mois. Selon les cas, et en fonction des perspectives réelles ou supposées d'emploi, l'opération peut se révéler négative financièrement. Quand les « bénéficiaires » ne doutent pas tout simplement de la valeur des stages ou des chances de reclassement prioritaires.

ALAIN LEBEAUE.

ÉTRANGER

La lutte contre la reconversion industrielle en Espagne

(Suite de la première page.)

La garde civile pénètre dans l'usine et le libère le lendemain à l'aube. Elle tenta ensuite de disperser les travailleurs en colères qui encerclaient l'entreprise. On battit le rappel, toute la population de Reinos descendit dans la rue, et il s'en suivit une bataille rangée qui dura toute la journée, d'une violence extraordinaire de part et d'autre. Fait sans précédent, on vit même un groupe de gardes civils accablés dans une impasse et forcés de se rendre face aux manifestants en furie.

Depuis, la garde civile préparait sa revanche, affirmant-on à Reinos. Après des semaines d'acroschages limités, elle vint le 16 avril dernier, lorsque, après avoir dispersé une manifestation, les forces de l'ordre entreprirent de « donner un leçon » à cette ville turbulente. De la police municipale au curé, des commerçants aux journalistes, tous les ménages concordent : il y eut ce jour-là dans les rues de Reinos une véritable razzia. Des dizaines de plaintes contre la Garde civile s'accumulèrent au siège de la police municipale : simples passants maltraités dans la rue, saisis à la crosse et à la non-veau brutalisés, grandes larmoyantes lancées à bout portant dans les bars, les garages particuliers, les boutiques (l'agence de pompes funèbres fut presque complètement détruite).

« Il faut tenir compte du fait que la garde civile avait été soumise durant des semaines à une véritable stratégie de la tension », souligne M. Antonio Pallares, délégué du gouvernement de Madrid dans la province de Santander, et responsable de l'ordre public. « N'oubliez quand même pas que les habitants de Reinos ont réoccupé un chef d'entreprise, qu'ils ont bloqué à de multiples reprises la route et la voie ferrée, qu'ils ont failli faire dévaler un train, et que des groupes de jeunes harcélèrent et lapidaient les forces de l'ordre sans relâche ».

Reinos a-t-elle été la proie, comme l'affirment les responsables de l'ordre public, d'un essai de « guérilla urbaine » ? Ses habitants s'indignent face à cette accusation. Tout comme le Père Eduardo Gardiola, responsable de la paroisse, qui a pris fait et cause pour ses ouailles et a dénoncé en clair l'action de la garde civile.

« Les habitants de cette ville ne sont ni des vandales ni des sauvages, affirment-ils. Ce sont des gens qui ont essayé durant des

mois de se faire entendre de manière pacifique sans être écoutés, et qui en avaient assez ».

« Notre stratégie syndicale ne passe pas par la séquestration », rétorque M. Carlos Pena, dirigeant de la centrale communiste Commissions ouvrières, majoritaire à Forjas y Aceros et à Cenemasa. « Mais cela fait des mois que nous dénonçons la perte d'emplois progressive dont souffre notre ville. Il arrive un moment où l'on conclut qu'à moins de descendre dans la rue on ne sera pas écouté ».

Absence

de perspectives

La crise de Reinos remonte, en effet, à plusieurs années déjà. Depuis 1981, l'entreprise Forjas y Aceros a perdu 550 emplois, soit 23 % de son personnel, et Cenemasa 111, soit 21 %. La population de Reinos n'a perçu que progressivement l'impact de cette première « reconversion silencieuse », faite surtout de retraits anticipés et de départs volontaires.

« La retraite anticipée n'est peut-être pas traumatisante pour celui qui en bénéficie, mais elle l'est, en revanche, pour celui qui cherche du travail, car l'offre d'emploi globale se réduit tout autant », soulignent les syndicalistes de Reinos. « Il est significatif à cet égard que le chômage dans notre ville affecte bien davantage les jeunes à la recherche d'un premier emploi que les ouvriers plus âgés ».

Si Reinos a finalement réagi à cette érosion constante de l'emploi, c'est parce que les mises à la retraite anticipée ne suffisaient plus et qu'il a fallu recourir aux licenciements, tant à Forjas y Aceros qu'à Cenemasa. Grâce à leur mobilisation, les habitants de la ville ont finalement obtenu une première victoire : les réductions de contrats de travail ont été transformées en suspensions temporaires de cinq mois. Face à cette concession, les syndicats ont désormais divisé : la centrale socialiste UGT (Union générale des travailleurs),

soucieux d'éviter une rupture avec le « parti frère » au gouvernement à Madrid, prône désormais le cessez-le-feu : « Notre lutte a porté ses fruits. Il faut savoir suspendre une négociation lorsque les circonstances sont favorables », souligne M. Carlos Romero, dirigeant de l'UGT de Reinos. « On ne peut pas se contenter de mobiliser les travailleurs sans stratégie de négociation à moyen terme ».

Mais les syndicalistes des Commissions ouvrières ne l'entendent pas de cette oreille. « Une suspension de contrat ne fait que reporter le problème », soulignent-ils. « Les perspectives de création d'emplois ne seront pas meilleures dans cinq mois qu'aujourd'hui. Le problème de fond, ce n'est pas le maintien du niveau de main-d'œuvre à Forjas y Aceros, c'est l'absence de perspective de réindustrialisation pour notre région. On nous reproche de nous accrocher à des entreprises en crise, mais quelle autre solution nous offre-t-on ? ».

« La reconversion industrielle de Reinos, ce n'est pas comme à Madrid ou à Bilbao », rétorque le Père Guardiola. « Là-bas, si l'on ferme une usine, on peut espérer qu'une autre la remplace. Ici, si l'on ferme une usine, c'est Reinos qui ferme ». Et qui convaincra l'investisseur potentiel de s'installer dans cette petite ville aux communications difficiles (les routes d'accès sont étroites et tortueuses), à la climatologie sévère ? Pris de court, le gouvernement vient d'accorder à la hâte une série d'avantages fiscaux aux entreprises désireuses de s'installer dans la région : si Reinos n'avait pas ruiné dans les brancards, sans doute n'en aurait-elle jamais bénéficié.

Déjà, d'autres villes de la région s'agitent pour se faire entendre elles aussi de Madrid. A Guadalupe, à une vingtaine de kilomètres au sud de Santander, travailleurs et gardes civils s'affrontent depuis une semaine. A Camargo, dans les faubourgs de Santander, les syndicats annoncent aussi des lende-mains difficiles.

THIERRY MALINIAC.

COLLOQUE INTERNATIONAL

"MONNAIE ÉLECTRONIQUE ET SOCIÉTÉ"

ORGANISÉ PAR LES ÉDITIONS AUTREMENT ET LE GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES "CB"

LES 19 ET 20 MAI 1987

Amphithéâtre Poincaré (Bâtiment Foch)
1, rue Descartes
75005 Paris

Une rencontre interdisciplinaire de haut niveau autour de 4 thèmes : moyens de paiement et échanges économiques / l'avenir de la banque / mémoire et monnaie / les enjeux industriels et financiers de la technologie « carte à puce ».

INFORMATION ET INSCRIPTION :
NATHALIE MOQUAY,
ÉDITIONS AUTREMENT,
4, RUE D'ENGHIEN,
75010 PARIS.
Tél. 47 70 12 50

autrement
ÉDITIONS

En librairie le 15 avril



« L'ARGENT INVISIBLE »
Dirigé par Laurent Chemineau.
L'argent à l'ère des flux électroniques.
La carte à puce va-t-elle se substituer aux moyens de paiement traditionnels ? Quels sont ses enjeux industriels et sociaux ? La première grande enquête internationale.
200 pages. 75 F. Éditions Autrement.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'association Ouest-Atlantique a favorisé la création de mille emplois en 1986

NANTES
de notre correspondant

Le temps est fini où l'association Ouest-Atlantique, qui réunit la DATAR, les collectivités territoriales et les chefs d'entreprises, pouvait distribuer la manne des investissements et répartir les décentralisations industrielles sur le territoire des trois régions de sa compétence, à savoir la Bretagne, les Pays de la Loire et le Poitou-Charentes. C'est le constat qu'a fait l'association, dont l'assemblée générale se tenait le 30 avril à Nantes, sous la présidence de M. Michel Albert, président de la Compagnie d'assurances AGE.

Ouest-Atlantique, créée par M. Paul Delavoy en 1970, joue donc un rôle en dessous de ce qu'il paraît. Mais elle est bien décidée à tenir toute sa place dans le développement économique de l'Ouest : « Pour passer de l'aménagement à l'animation », a dit M. Albert, nous sommes conduits à fertiliser nos territoires comme de bons jardiniers ».

Y. ROCHECOMBES.

ESSEC

MASTÈRE SPÉCIALISÉ EN TECHNIQUES FINANCIÈRES

Programme d'un an offrant, en plus d'une solide formation théorique et pratique de base, les connaissances indispensables à l'exercice des nouveaux métiers de la finance.

Les enseignants sont des professeurs du Groupe ESSEC et des experts travaillant dans plusieurs banques et entreprises associées au programme.

L'admission pour la session 1987-1988, ouverte jusqu'au 12 juin, a lieu sur titres de titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou de gestion, ou d'un DEA, ou d'un diplôme équivalent.

Informations et dossiers d'inscription :
M^{re} Elyane Rosello - ESSEC
BP 105, 95021 Cergy-Pontoise Cedex - Tél. : 30-38-38-60
ESSEC - Établissement d'enseignement supérieur privé

Dans le Vaucluse
Grenade contre un haub de harib

Quatre jeunes gens, bord d'une voiture dans les Bouches-du-Rhône, vendredi 2 mai, ont une grenade défensive du domaine du Collège de la Vaucluse (Vaucluse). L'engin, en grillage, a explosé, tuant les quatre personnes. Les victimes, identifiées comme les habitants du hameau de Grenade, ont été tuées par la grenade. Les enquêteurs de la gendarmerie de Vaucluse ont effectué une perquisition effectuée au Cercle PMU à Cavaillon, dans le département de Vaucluse, pour des raisons de sécurité. Les personnes ont été libérées dimanche 3 mai.

Economie

AFFAIRES

L'industrie française des pâtes et papiers retrouve le sourire

La longue éclipse est finie : après des années de difficultés, l'industrie des pâtes, papiers et cartons sourit à nouveau : retour à la rentabilité financière, reprise des investissements, enfin et surtout marché porteur.

L'utilisation des papiers sous toutes leurs formes est un bon baromètre de la conjoncture. La COPACEL, confédération française de l'industrie des papiers, cartons et celluloses, a calculé que, depuis 1982, l'indice de consommation de ces produits est supérieur à celui du produit intérieur brut, alors que sa progression était parallèle depuis 1977.

Selon les professionnels, trois locomotives tirent le train pâtes-papiers-cartons : ce sont la publicité, la bureaucratie, car, depuis l'informatisation des sociétés, celles-ci n'ont jamais autant consommé de papier, et l'emballage, enfin, avec la carrière étonnante de la caisse de carton ondulé.

En 1986, la consommation apparente de papiers et cartons a augmenté de 6 %, après un fléchissement en 1985 qui laisse donc apparaître un accroissement moyen annuel sur le long terme de 3 %.

La production nationale n'a que partiellement répondu à cet

accroissement du marché : elle progresse de 4,5 % (avec aussi une croissance moyenne sur le long terme de 3 % l'an). Si l'outil industriel français a ainsi laissé une place plus large encore aux importations, dont le taux de pénétration est passé de 38 % à 40 % entre 1985 et 1986, il n'en reste pas moins que depuis 1982 également la progression de la production de la branche est plus forte que la production industrielle en général. Les responsables de la profession s'en félicitent et constatent que les exportations portent sur des produits à haute valeur ajoutée, alors que les importations, en provenance des pays scandinaves principalement, sont composées surtout de produits de masse.

Les performances de l'année comme les prévisions varient selon les types de produits. Dans le domaine des papiers à usage graphique, la demande a progressé de 7,5 %, et la production, qui représente 43 % des papiers et cartons nationaux, augmente de 4,6 %. L'importation (1 350 000 tonnes) progresse de 11,8 % et l'exportation (650 000 tonnes), de 4,2 %.

Après cinq années de stagnation, le marché du papier-journal (523 000 tonnes) présente des signes de reprise. Le papier couché, support privilégié de la publicité et des magazines, est en forte expansion : 3 % pour le marché, avec 875 000 tonnes ; 45 % des tonnages produits en France sont exportés. Le non couché, lié aux usages de la bureaucratie, augmente de 6 %, avec 900 000 tonnes, et les importations de papier, en augmentation, représentent 27 % du marché français.

Toujours le carton ondulé

Dans le secteur des emballages, l'industrie française a bien répondu à la demande croissante et régulière des papiers pour carton ondulé (production en hausse de 6,8 %, avec 1 655 000 tonnes, exportations en forte progression de 35 %, avec 303 000 tonnes, et importations toujours fortes, + 11 %, avec 623 000 tonnes). Le secteur des papiers d'emballage souple (maci) et celui des cartons plats sont moins florissants. Les premiers sont confrontés à la concurrence des autres matériaux, les plastiques surtout, à celle aussi des producteurs scandinaves. Les seconds se heurtent à la concurrence étrangère, qui s'est encore renforcée et représente 59 % du marché national.

La production française de pâtes a atteint le chiffre quasi record de 2 022 000 tonnes, pour une capacité de production de 2 250 000 tonnes. Elle progresse de 3,9 % sur 1985 et couvre 52 % des besoins des usines françaises. En dix ans, les importations ont progressé de 29,4 %. Elles s'élèvent à 1 769 000 tonnes, dont 30 % proviennent du bloc nordique, 25 % d'Amérique du Nord et 15 % de la péninsule ibérique, en forte progression. Pour la même période, les exportations ont augmenté de 11,3 % et s'élèvent à 345 000 tonnes.

Si la rentabilité des entreprises de pâtes a été affectée au premier semestre, du fait notamment de la baisse du dollar et des perturbations qu'elle a entraînées sur le marché des matières premières, toutes sont aujourd'hui redevenues bénéficiaires. La très forte demande de pâtes, que, pour 1987, M. Jacques Caloud, président de la COPACEL, qualifie de « fantastique », a tiré les prix vers le haut. Les stocks sont au plus bas.

L'extrême-Orient et la Chine sont acheteurs. Bref ! Le cours actuel de 385 dollars la tonne pour la pâte de référence pourrait bondir, selon des rumeurs, à 610 dollars en juillet.

Pour 1987, dans son ensemble, M. Caloud prévoit une hausse des productions de 5 %, avec, selon les indications du premier trimestre, une rentabilité convenable.

Pour le long terme, il ne voit que des raisons d'espérer : le mar-

ché restera porteur, la France fortement consommatrice, avec un approvisionnement en matières premières (bois et vieux papiers) à des coûts très compétitifs sur le plan européen (sauf pour le bois au Portugal). Pour effacer l'image d'une industrie lourde malade, les professionnels de la filière misent sur les produits spéciaux à forte valeur ajoutée, dans lesquels on peut valoriser une avance technologique.

« Il n'en reste pas moins, reconnaît M. Caloud, que les importations des produits de masse sont dangereuses. » De fait, le satisfecit que se décerne la profession ne doit pas faire oublier que le déficit de la balance commerciale des papiers et cartons seuls est passé de 3,4 milliards en 1985 à 4,4 milliards en 1986.

JACQUES GRALL

La Bourse de Paris confirme la bonne santé des valeurs papeteries. Ausseaudat Rey, dont le cours a quadruplé en 1986, pour terminer l'année à 495 F, se traite, le 30 avril, à 687 F. Arjant, qui valait 2 130 F fin 1986 (+ 100 % en un an), s'échange actuellement à 2 995 F. Quant à Béghin-Say, qui possède une division papeterie importante, il a gagné 259 F en 1986 (585 F le 31 décembre). Sa progression, début 1987, est plus heurtée : le cours s'établit, le 30 avril, à 608 F.

Une bonne santé confirmée à la Bourse

La Bourse de Paris confirme la bonne santé des valeurs papeteries. Ausseaudat Rey, dont le cours a quadruplé en 1986, pour terminer l'année à 495 F, se traite, le 30 avril, à 687 F. Arjant, qui valait 2 130 F fin 1986 (+ 100 % en un an), s'échange actuellement à 2 995 F. Quant à Béghin-Say, qui possède une division papeterie importante, il a gagné 259 F en 1986 (585 F le 31 décembre). Sa progression, début 1987, est plus heurtée : le cours s'établit, le 30 avril, à 608 F.

JACQUES GRALL

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Usinor et Sacilor : 12,5 milliards de pertes totales

Usinor et Sacilor affichent, pour 1986, 12,5 milliards de pertes de pertes consolidées totales pour un chiffre d'affaires agrégé de 72 milliards de francs, à comparer avec une perte de 8,7 milliards de francs en 1985 et de 16,3 milliards en 1984. Toutefois, la tendance de l'exploitation s'est améliorée, puisque la perte courante s'est limitée, l'an passé, à 3,6 milliards, contre un déficit de 6,2 milliards en 1985 et de 7,1 milliards en 1984.

Les pertes exceptionnelles s'élèvent à 8,9 milliards en 1986, se ventant entre des dépréciations sur valeurs d'actifs (3,8 milliards) et des provisions pour restructuration (4,2 milliards, dont 2 milliards de provisions pour coûts sociaux), notamment.

Volvo : l'escroquerie aux changes a coûté 256 millions de marks

Les escroqueries aux couvertures de changes découvertes par Volkswagen dans ses services au début de l'année ont déjà coûté 256 millions de deutschemarks (844,8 millions de francs) à l'entreprise, a révélé le président du directoire, M. Carl Hahn. Le constructeur d'automobiles avait constaté, dès la découverte de l'affaire, une provision pour risque de 473 millions de deutschemarks. M. Hahn a estimé que le montant définitif de la perte serait à réajuster à l'avenir à la provision constatée.

Par ailleurs, M. Hahn a annoncé que Volkswagen a réalisé, en 1986, les meilleures ventes de son histoire, avec 2 765 millions de véhicules vendus dans le monde, mais que cette performance ne s'est pas traduite dans les résultats financiers, son bénéfice ayant diminué de 2,7 l'an dernier, à 580 millions de deutschemarks.

Ford et Nissan : un projet d'usine commune aux Etats-Unis

Ford et Nissan ont décidé d'étudier la construction d'une usine commune, qui produirait 200 000 véhicules par an aux Etats-Unis. Les deux constructeurs vont faire une étude pour déterminer le site de l'usine, et les perspectives de vente des nouveaux véhicules. Si elle aboutit, la production pourrait commencer début 1990. Le nouveau modèle produit outre-Atlantique serait conçu à partir de la Nissan Prairie. Ford écarterait par ses réseaux les trois quarts de la production, et Nissan le reste.

Cette alliance devrait permettre au deuxième constructeur japonais de consolider sa position sur le marché américain, où, handicapé par la hausse du yen, il a vu ses ventes diminuer de 4,1 % l'an dernier. Nissan produit déjà 240 000 véhicules par an outre-Atlantique, dans son usine de Smyrna (Tennessee), inaugurée en 1985.

American Brands quitte l'Afrique du Sud

Gallagher, filiale britannique du groupe American Brands, a vendu deux de ses unités en Afrique du Sud et prévoit d'en vendre deux autres. Après quoi, American Brands n'aura plus d'investissements dans ce pays. M. Edward Whitmore, PDG du groupe, a déclaré : « Notre décision reflète la détérioration du contexte politique et économique en Afrique du Sud », ajoutant que le conseil d'American Brands avait révisé sa stratégie d'opposition au système de l'apartheid.

American Brands, société tabacole à l'origine, est aujourd'hui très diversifiée dans les biens de consommation et les services financiers. En 1986, elle employait 80 000 personnes et réalisait un chiffre d'affaires de 8,5 milliards de dollars. Les filiales de Gallagher en Afrique du Sud comptaient 900 employés, avec un chiffre d'affaires inférieur à 1 % du total du groupe.

Grande-Bretagne : OPA réussie de la brasserie Bass sur Horizon Travel

La brasserie britannique Bass a remporté son offre publique d'achat sur l'agence de voyages Horizon Travel, lancée le 3 avril. Son offre a été approuvée par la direction de l'agence de voyages.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration, réuni le 3 avril 1987 sous la présidence de M. Roger Haddad, a arrêté les comptes consolidés de Metrologie International au 31 décembre 1986.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'élève à 658 millions de francs, soit une progression de 23 %. Le résultat net consolidé s'établit à 12,6 millions de francs. Ce chiffre s'ajoute au chiffre de résultat de la société PNB, décaissée à 26,3 %, qui a réalisé sur l'exercice 1986 un bénéfice net de 1,6 MF.

Ce résultat est conforme aux annonces faites en décembre 1986.

Il est rappelé que ces résultats ont été atteints dans une conjoncture difficile :

• un marché de l'information en faible croissance en valeur ;

• une baisse moyenne des prix (effet dollar) de plus de 30 %.

Dans cet environnement, la société a sensiblement accru ses parts de marché par l'important renforcement de ses forces commerciales et l'amélioration de leur productivité.

Pour le premier trimestre 1987, la société a continué sur le même rythme de croissance que durant le dernier trimestre 1986 et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 193 millions de francs contre 142 millions de francs en 1986 (soit une croissance de 36 %).

La société maintient par prudence ses prévisions initiales pour l'exercice 1987, qui sont de 760 millions de francs de chiffre d'affaires et de 17 millions de francs de résultat net, soit respectivement + 15,5 % et + 35 % par rapport à 1986.

Il est proposé, pour la première fois et au titre de l'exercice 1986, la distribution d'un dividende net de 1,50 F par action (plus 0,75 F d'avoir fiscal).

Groupe Espirito Santo



SOCIÉTÉ BANCAIRE DE PARIS

24, rue Marigny, 75008 Paris. Tél. : 47.66.02.00

Le conseil d'administration de la Société Bancaire de Paris s'est réuni le 24 mars pour examiner les comptes de l'exercice 1986 présentés par l'Administrateur délégué, M. Pierre Laffont.

Le résultat net, plus-values comprises, s'élève à 4 085 415 F contre un résultat net juste équilibré l'année précédente. Hors plus-values, il ressort à 1 728 000 F. Le conseil propose à l'assemblée du 28 avril 1987 la distribution d'un dividende de 7,50 F assorti d'un avoir fiscal de 3,75 F.

La banque a connu une activité soutenue en 1986 et a procédé en même temps à une profonde réorga-

nisation de ses structures, qui permettra une diminution des frais de fonctionnement dès l'exercice 1987.

En décembre dernier, le capital de la banque a été porté de 20 millions à 50 millions de francs par incorporation de réserves à hauteur de 10 millions et par souscription en espèces à hauteur de 20 millions.

Il est rappelé que le groupe Espirito Santo a créé au Portugal une nouvelle banque, le Banco Internacional de Crédito, qui a commencé son activité à Lisbonne et à Porto en cours de l'exercice 1986. La Société Bancaire de Paris participe à hauteur de 6 % au capital de ce nouvel établissement.

DEVANLAY

Le conseil d'administration de la société Devanlay, réuni le 24 avril 1987 sous la présidence de monsieur Léon Cignani, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1986 et examiné les comptes consolidés.

1. - L'activité.

Le chiffre d'affaires consolidé a évolué comme suit :

En MF	1986	1985	Variation
C.A. hors taxes	2.243	1.968	14 %
dont ventes à l'étranger	578	758	15,8 %

Les ventes à l'étranger représentent 25,7 % des ventes consolidées contre 38,5 % en 1985.

2. - Rentabilité.

a) Données consolidées avant mise en équivalence des Nouvelles Galeries et de la Chemie Lacoste.

En MF	1986	1985	Variation
Bénéfice courant	298,7	212,0	+ 40,9 %
Après amortissements	49,7	37,5	+ 32,5 %
Bénéfice net part du groupe	142,4	112,8	+ 26,2 %

b) Données consolidées après mise en équivalence des Nouvelles Galeries et de la Chemie Lacoste.

En MF	1986	1985	Variation
Bénéfice courant	282,6	198,2	+ 42,6 %
Bénéfice net part du groupe	183,8	137,2	+ 34 %

c) La société mère Devanlay S.A. Le bénéfice net de la société mère s'est élevé à 107,5 MF contre 84,1 MF en 1985.

3. - Attribution gratuite.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 29 juin 1987, une attribution gratuite d'actions dans la proportion d'une action pour dix, valeur 1^{re} janvier 1986.

Les 134 911 actions qui seraient attribuées auront les mêmes droits que les 1 349 110 actions anciennes, notamment en ce qui concerne le dividende 1986.

4. - Dividende 1986.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 18 F par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 9 F.

Le dividende de 18 F était servi aux 1 484 021 actions formant le nouveau capital social après l'attribution gratuite, la distribution 1986 serait majorée de 10 % par rapport à 1985.

SOCIÉTÉ PEUGEOT SA

Au cours de la réunion du 29 avril, le Conseil de surveillance a pris connaissance des comptes et du bilan de la société Peugeot SA pour l'exercice 1986, que le Directoire lui a présentés aux fins de vérification et de contrôle.

Le compte de résultats de la Société Peugeot SA fait ressortir un bénéfice net de 668 millions de francs, sensiblement supérieur à celui de 165 millions de francs réalisé lors de l'exercice précédent. Sa progression provient pour l'essentiel des produits financiers nets et, en particulier, de l'excédent des reprises sur provisions antérieures par rapport aux dotations de l'exercice.

Au cours de la même réunion, le Directoire a informé le Conseil de surveillance qu'en considération des prévisions de résultats consolidés, marquant la poursuite du redressement du groupe, il avait pris la décision de proposer à la prochaine assemblée générale des actionnaires la reprise du service du

dividende, qui avait dû être suspendu depuis 1981.

Au titre de l'exercice 1986, le dividende net dont la mise en paiement sera proposée aux actionnaires s'élèvera à 10 F par action et sera assorti d'un avoir fiscal de 5 F, pour donner avec ce dernier un revenu global de 15 F. Compte tenu en outre du précompte mobilier à verser à l'Etat, la distribution globale serait ainsi de 243 millions de francs.

Les états financiers consolidés du groupe PSA pour l'exercice 1986 seront commentés dans la première quinzaine du mois de mai, lors d'une réunion d'information organisée à l'attention des analystes et journalistes financiers.

Enfin, le principe d'une opération financière destinée à accélérer le renforcement des fonds propres, a été arrêté. Dans la perspective de cette opération, l'exercice des bons de souscription d'actions en circulation sera prochainement suspendu.

DIRECTION GÉNÉRALE

Pour directeurs 33-43 ans de fort potentiel.

Inscriptions reçues dès maintenant :

- Programme Plein Temps 87/2 (28 sept./18 déc. 1987)
CPA - JOUY : 1, rue de la Liberté - 78360 JOUY-EN-JOSAS
Tél. : (1) 80-19-25-18
et (1) 89-41-80-90.
- Programmes annuels 88 (40 week-ends environ)
CPA - PARIS : 108, bd Malesherbes - 75017 Paris
Tél. : (1) 47-54-65-84
et (1) 47-54-65-00.
- CPA - LYON : 23, av. de Collongue - 69130 Ecully
Tél. : 78-33-52-12.
- CPA - NORD : 551, rue Albert-Bailly
59700 MARCQ-EN-SARCEL
Tél. : 20-26-07-32.



Centre de Perfectionnement aux Affaires,
Chambre de commerce et d'industrie
de Paris, Lyon, Lille-Roubaix-Tourcoing.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Jeune 150

FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



METROLOGIE International

Dans cet environnement, l'ensemble accru ses parts par l'important renforcement de leur productivité.

Pour le premier trimestre 1986, la société a continué sa série de croissance que durant le trimestre 1986 et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 191 millions de francs contre 142 millions de francs en 1985, soit une croissance de 34 %.

La société maintient par ses prévisions initiales pour l'année 1986 un chiffre d'affaires consolidé de 760 millions de francs, contre 560 millions de francs en 1985, soit une croissance de 36 %.

Il est proposé, pour la première fois de l'exercice 1986, la distribution d'un dividende net de 0,75 F par action (plus 0,75 F d'impôt).

Alcoba Espirito Santo



SOCIÉTÉ BANCAIRE DE PARIS

En décembre dernier, la Société Bancaire de Paris a été parrainée par la Banque de France. Elle a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

Elle a pour objet de fournir des services bancaires à ses clients.

Elle a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.



DEVANLAY

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

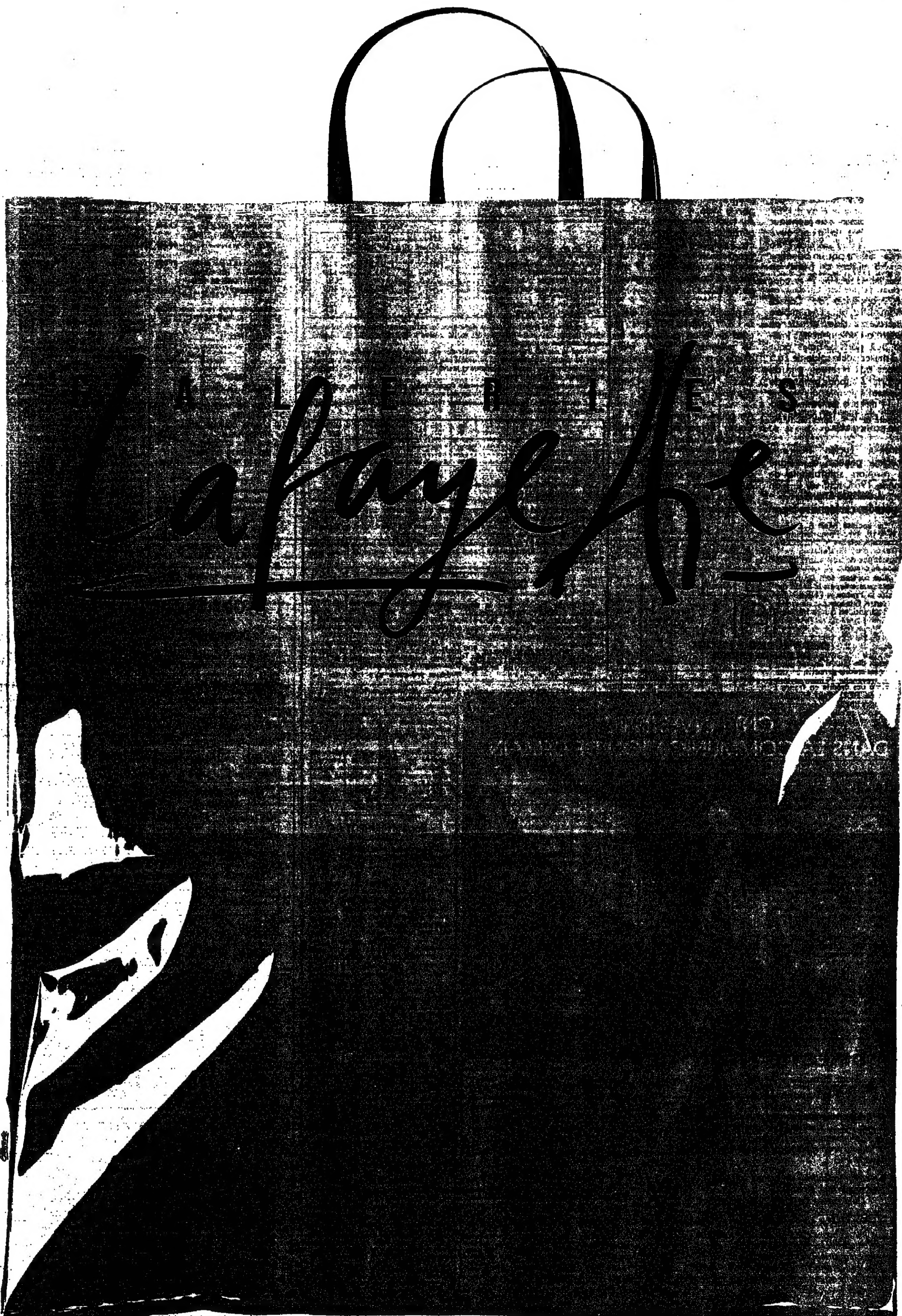
La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.

La société Devanlay, réunie à la Société Bancaire de Paris, a été créée par la fusion de la Société Bancaire de Paris et de la Société Bancaire de France.



La mode est là !

PARIS HAUSMANN ET MONTMARTRE, AVIGNON, BAYONNE, BORDEAUX, CANNES, CHAMBERY, LA ROCHELLE, LE MANS, LYON LA PART DIEU ET CORBIÈRES, MARSEILLE, MONTPELLIER, NANTES, NICE, PERPIGNAN, TOULON, TOULOUSE, VALÈNCE/BANGKOK, NAGOYA, SINGAPOUR.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ILE-DE-FRANCE

L'assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Île-de-France, réunie le 6 avril 1987 sous la Présidence de Monsieur Robert Delalande, a approuvé les comptes de l'exercice 1986 qui se soldent par un bénéfice de 91,3 millions de francs en progression de 26,7 %.

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée générale a décidé d'affecter ce résultat au paiement des intérêts aux parts sociales pour 14,8 millions et le solde de 76,5 millions aux réserves, afin de conforter les fonds propres de la Caisse Régionale qui s'élève à 1,11 milliard de francs, auxquels s'ajoutent 160 millions de titres participatifs.

Monsieur Lucien Douroux, Directeur général, a souligné les résultats satisfaisants de l'année 1986, tant sur le plan commercial que financier. Les dépôts à vue et à terme en

provenance de la clientèle se sont élevés à 12,2 milliards, en progression de 15,5 % par rapport à 1985. Au total, l'encours de collecte gérée (épargne, SICAV, etc.) s'élève à 43,9 milliards en progression de 21,5 % et l'encours de crédit atteint 17 milliards de francs, en progression de 9,3 %.

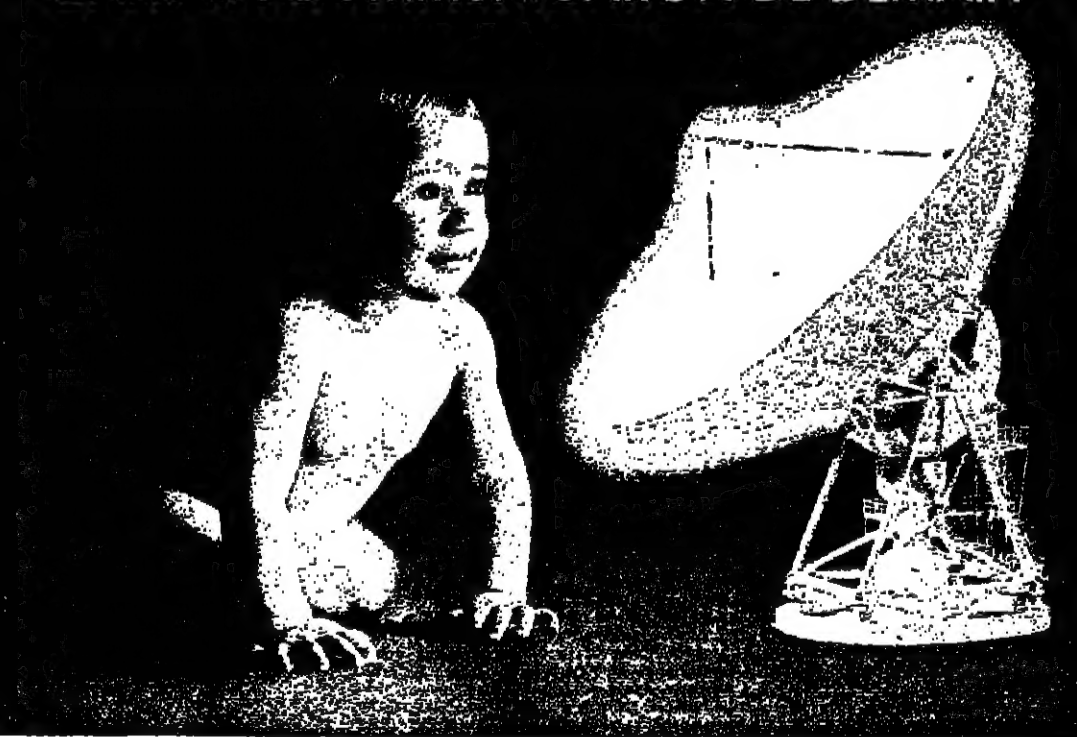
Le produit net bancaire s'élève à 1 379 millions (+9,3 %). Le total de bilan a dépassé les 30 milliards de francs, alors même que l'épargne collectée figure pour partie au bilan de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Au cours de l'année 1987, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Île-de-France poursuivra ses efforts de développement, afin de diversifier son activité et l'accent sera mis sur la qualité des services apportés aux sociétaires et clients.



CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ÎLE DE FRANCE

CNT : INVESTISSEZ DANS LA COMMUNICATION DE DEMAIN



CNT

En finançant par des emprunts la recherche, le développement et les applications de technologies parmi les plus avancées au monde, la CNT contribue à l'effort entrepris par les télécommunications françaises pour se placer au tout premier plan de la compétition internationale.

La communication : un secteur qui fait progresser tous les autres. Qu'il s'agisse des prestations simples offertes au grand public ou des services plus sophistiqués proposés au monde professionnel, les télécommunications s'efforcent d'innover sans cesse et d'entraîner avec elles le développement des activités industrielles et commerciales. La CNT sous-tend cet effort et offre au public de prendre part à cette action dans des conditions particulièrement favorables.

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

Une valeur sûre.

La rentabilité de titres porteurs d'avenir. Depuis plus de 20 ans, la CNT, emprunteur régulier, se préoccupe de l'intérêt des investisseurs et veille de très près à la bonne tenue de ses titres, sur toutes les grandes places nationales et internationales où elle intervient.

Les obligations CNT, une obligation de sécurité.

Le paiement des intérêts et le remboursement des capitaux aux investisseurs sont effectués quel que soient les circonstances : la dette de la CNT a le même statut que la dette de l'Etat.

Avec la CNT, profitez de la progression des télécommunications.

Cette année encore, la CNT émettra des emprunts essentiellement sur le marché national. En souscrivant aux emprunts CNT, chacun peut profiter de la progression des télécommunications. En les faisant progresser.

Lyonnaise des eaux

Le conseil d'administration de la Lyonnaise des eaux, réuni le 29 avril 1987, a arrêté les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 1986. Les principaux résultats apparaissent dans le tableau suivant :

	SOCIÉTÉ		
	1985 MF	1986 MF	En %
Chiffre d'affaires	3 083	3 300	+ 7
Amortissements et provisions	276,9	299,1	+ 8
Résultat d'exploitation	163,7	190,1	+ 16
Résultat financier	103,4	165,4	+ 59,9
Résultat courant avant impôts	267,1	355,5	+ 33,1
Bénéfice net	150,9	191,1	+ 26,7

	GROUPE		
	1985 MF	1986 MF	En %
Chiffre d'affaires	14 756,3	15 696	+ 6,4
Amortissements et provisions	1 655,9	1 712,8	+ 3,4
Résultat d'exploitation	880,1	993,5	+ 12,9
Résultat financier	- 74,8	+ 59	N.S.
Résultat courant avant impôts	805,3	1 052,6	+ 30,7
Bénéfice net total	408,8	530,5	+ 29,8
Bénéfice net (part du groupe)	279,8	370,3	+ 32,3
Bénéfice net : par action	72,9	90,4	+ 23,9

Les résultats définitifs sont en ligne avec les estimations précédemment avancées : la progression du bénéfice net social s'élève à 26,7 % et celle du bénéfice consolidé (part du groupe) à 32,3 %.

Pour la société, l'évolution favorable des résultats s'explique par le développement du nombre d'abonnés et du volume d'eau distribué, des conditions climatiques plus favorables que l'année précédente et la modification de la croissance des charges, notamment des achats d'énergie.

En outre, les rentrées de trésorerie occasionnées par les récentes opérations financières ont généré des produits financiers en forte augmentation.

Concernant les résultats consolidés, leur répartition entre les différents secteurs du groupe est la suivante :

	1985 MF	1986 MF
Eau	111,6	122,7
Propriétés urbaines	30,4	32,8
Energie et chauffage	36,1	37
Services financiers	23,9	30,4
USA	69,8	91,5
Sociétés industrielles, financières et immobilières	8	35,9
Résultat net (part du groupe)	279,8	370,3

Malgré l'impact de la perte exceptionnelle de Degremont, tous les secteurs du groupe, y compris celui de l'eau pris dans son ensemble, ont accru leur contribution au résultat net. Les filiales étrangères, essentiellement aux États-Unis et en Espagne, voient une progression de leurs bénéfices exprimés en francs.

Concernant les résultats consolidés, leur répartition entre les différents secteurs du groupe est la suivante :

CESSATION DE GARANTIE

La banque Paribas, dont le siège social est à Paris (2^e arrondissement), 1, rue d'Antin, avec succursale à Paris (17^e arrondissement), 91, rue de Procy, informe le public que la garantie qu'elle avait accordée :

FORETS GESTION
3, RUE VERMOREL, 75017 PARIS
en ce qui concerne les opérations

visées à l'article premier (6^e) de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, à savoir : « Gestion immobilière » prendra fin à l'expiration d'un délai de trois jours francs suivant la présente publication. Les personnes qui auraient néanmoins effectué entre les mains de la société Forêts Gestion des versements de fonds ou valeurs à l'occasion des opérations ci-dessus indiquées sont informées que leurs éventuelles créances, à condition qu'elles soient nées antérieurement à la cessation de la garantie, sont susceptibles de demeurer couvertes par la banque Paribas, agence Procy, si elles sont produites dans un délai de trois mois à compter de la présente publication (art. 44 et 45 du décret du 20 juillet 1972).

La présente publication, rendue obligatoire par les articles précités, d'écarter toute interprétation déformable concernant la solvabilité de la société Forêts Gestion.

La cessation de la garantie de notre établissement intervient à la demande de la société Forêts Gestion.

Société PEUGEOT SA

À l'issue de la réunion du 29 avril, le Conseil de surveillance a pris connaissance des comptes et du bilan de la société Peugeot SA pour l'exercice 1986, que le Directeur lui a présentés aux fins de vérification et de contrôle.

Le compte de résultats de la Société Peugeot SA fait ressortir un bénéfice net de 668 millions de francs, sensiblement supérieur à celui de 165 millions de francs réalisé lors de l'exercice précédent. Sa progression provient pour l'essentiel des produits financiers nets et, en particulier, de l'excédent des reprises sur provisions antérieures par rapport aux dotations de l'exercice.

Au cours de la même réunion, le Directeur a informé le Conseil de surveillance qu'en considération des prévisions de résultats consolidés, marquant la poursuite du redressement du groupe, il avait pris la décision de proposer à la prochaine assemblée générale des actionnaires la reprise du service du dividende, qui avait dû être suspendu depuis 1981.

Au titre de l'exercice 1986, le dividende net dont la mise en paiement sera proposée aux actionnaires s'élèvera à 10 F par action et sera assorti d'un avoir fiscal de 5 F, pour donner avec ce dernier un revenu global de 15 F. Compte tenu en outre du précompte mobilier à verser à l'Etat, la distribution globale serait ainsi de 243 millions de francs.

Les états financiers consolidés du groupe PSA pour l'exercice 1986 seront commentés dans la première quinzaine du mois de mai, lors d'une réunion d'information organisée à l'intention des analystes et journalistes financiers.

Enfin, le principe d'une opération financière destinée à accélérer le renforcement des fonds propres a été arrêté. Dans la perspective de cette opération, l'exercice des bords de souscription d'actions en circulation sera prochainement suspendu.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	23 avril
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	425 780
dont :	
Or	218 213
Disponibilités à vue à l'étranger	125 419
ECU	84 101
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 944
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 382
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMANÈGE	31 830
dont :	
Effets escomptés	147 376
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉCOM	71 573
5) DIVERS	76 083
Total	700 648

PASSIF	23 avril
1) BILLETTS EN CIRCULATION	212 049
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 883
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	21 034
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	111 454
dont :	
Comptes courants des établissements autorisés à la constitution de réserves	61 481
5) ECU A LIVRER AU FÉCOM	70 082
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 067
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	15 483
Total	700 648

CHANGES

Dollar : 5,94 F

En début de semaine, le dollar se maintient par rapport au yen, mais s'affaiblit vis-à-vis du deutschemark, sur qui se reporte la spéculation. Conséquence logique, le deutschemark monte à Paris.

FRANCFORT	30 avril	4 mai
Dollar (en DM)	1,785	1,759

TOKYO	30 avril	4 mai
Dollar (en yen)	139,59	Clos

MARCHÉ MONÉTAIRE (offets privés)	
Paris (4 mai)	77/78-79/80
New-York (30 avril)	65/66-71/72

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indice global de base 100: 31 décembre 1986

24 avril 30 mai

Valeurs françaises à revenu variable	113,8	113
Valeurs étrangères	116,1	117,4
Valeurs européennes	115,7	114,7
Industrie	117,2	116,8
Énergie	117,2	116,8
Matériaux	117,2	116,8
Commerce	117,2	116,8
Services	117,2	116,8
Finances	117,2	116,8
Immobilier	117,2	116,8
Indice global	117,2	116,8

Valeurs françaises à revenu fixe	101,8	101,8
Emprunts d'Etat	102,2	102
Emprunts étrangers	101,8	101,8
Indice global	101,8	101,8

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

29 avril 30 mai

Valeurs françaises	111
Valeurs étrangères	112,9
C ^o des agents de change (base 100: 31 déc. 1981)	421,8
Indice global	421,8

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

30 avril 1^{er} mai

Industrielles	2 284,36	2 284,36
---------------	----------	----------

LONDRES (Indice Financial Times)

30 avril 1^{er} mai

Industrielles	1 612	1 606,9
Mines d'or	47,3	44,4
Fonds d'Etat	91,69	91,6

TOKYO

1^{er} mai 2nd mai

Nikkei (Dow Jones)	23 688	24 000,6
Indice global	2114,92	2138,6

MATIF

Notionnel 10 % - Corrélation en pourcentage du 30 avril

Nombre de contrats : 17 252

COURS	juin 87	sept. 87	déc. 87	mars 88
Dernier	106,65	106,75	106,70	106,70
Précédent	106,95	107	106,90	106,90

AUTOUR DE LA CORBEILLE

COLAS ENREGISTRE UN BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ DE 140 MILLIONS DE FRANCS. — La société Colas a dégagé un bénéfice net de 40 millions de francs au niveau de la société mère, contre 14 millions de francs en 1985. Pour l'ensemble du groupe, le chiffre d'affaires s'est élevé à 2,7 milliards de francs, contre 2,3 milliards de francs en 1985. 40 % sont réalisés à l'étranger et outre-mer. Le bénéfice net consolidé s'élève à 140 millions de francs (124 millions de francs hors intérêts minoritaires), contre 84 millions de francs en 1985 (72 millions de francs hors intérêts minoritaires). Compte tenu de ces résultats, le conseil proposera à l'assemblée générale de distribuer un dividende de 20 F, contre 10 F l'année précédente.

BIS UN DIVIDENDE DE 32 F. — Le groupe Bis a vu, en 1986, son résultat courant avant impôt augmenter de 16,7 %, à 185,7 millions de francs. Le bénéfice s'élève à 110,048 millions de francs, contre 91,7 millions de francs en 1985. Le conseil proposera la répartition d'un dividende net de 32 F par action assorti d'un avoir fiscal de 16 F.

PREMIÈRE EN REGION

La première analyse complète de la situation des médias en France

Un vol. 112 F

presses universitaires de nancy

Distribution CID Paris

BOURSE DE PARIS

Indice	24 avril	30 mai
Indice global	117,2	116,8
Indice des valeurs françaises à revenu variable	113,8	113
Indice des valeurs étrangères	116,1	117,4
Indice des valeurs européennes	115,7	114,7
Indice de l'industrie	117,2	116,8
Indice de l'énergie	117,2	116,8
Indice des matériaux	117,2	116,8
Indice du commerce	117,2	116,8
Indice des services	117,2	116,8
Indice des finances	117,2	116,8
Indice de l'immobilier	117,2	116,8

Comptant

Indice	24 avril	30 mai
Indice global	117,2	116,8
Indice des valeurs françaises à revenu variable	113,8	113
Indice des valeurs étrangères	116,1	117,4
Indice des valeurs européennes	115,7	114,7
Indice de l'industrie	117,2	116,8
Indice de l'énergie	117,2	116,8
Indice des matériaux	117,2	116,8
Indice du commerce	117,2	116,8
Indice des services	117,2	116,8
Indice des finances	117,2	116,8
Indice de l'immobilier	117,2	116,8

hés financiers

BOURSE DE PARIS

30 AVRIL Cours relevés à 17 h 34

Règlement mensuel

Compan- son	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compan- son	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compan- son	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compan- son	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -		
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35
1740	A.S. 5% 1973 ...	1845	1835	1835	+ 1 65	Compan- son	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	+ 1 35	850	1340	1330	1328	

Obligations			Étrangères			SICAV (selection)					
						VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat
						Prime Inv.	Prime Inv.	Prime Inv.	Prime Inv.	Prime Inv.	Prime Inv.
Emp. 7 % 1973	6790		CFB Pacific	470	466	A.S.P. S.A.	1298	1295	Déville	1005	1005
Emp. 8,50 % 72	123 53	270	Grande L.T.C.I.	3140	3140	Aleia Alcatraz	1000	990	Drac-Hennegou	500	500
5,50 % 75/83	102 85	7 072	Grande L.T.C.I.	1261	1261	Assend	714	720	Drac-Hennegou	4130	4130
10,00 % 79/84	106 36	7 072	Grande L.T.C.I.	1140	1105	S.I.C.M.	1080	1080	Edouard Beland	670	670
12,25 % 80/90	106 15		Grande L.T.C.I.	466	466	S.I.P.	1128	1128	Edouard Beland	1001	1018
12,50 % 80/87	106 15	7 072	Grande L.T.C.I.	3190	302	Robert Technip	1376	1326	Edouard Beland	800	812
12,50 % 81/89	106 20		Grande L.T.C.I.	400	385 50	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
12,50 % 81/87	102 85		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
12,50 % 82/90	117 40	4 703	Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
16 % juin 82	119 25	14 280	Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
14,00 % oct. 83	119 80	2 760	Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
13,40 % oct. 84	122 16	4 802	Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
12,20 % oct. 84	114 01	4 802	Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
11,6 % oct. 84	114 01	4 802	Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
10,26 % oct. 84	106 85	2 072	Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
OKT 12,75 % 83	1761		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
OKT 10 % 2000	108 07	9 288	Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
OKT 5,60 % 1997	108 17	3 700	Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
OKT 5,60 % 1996	108 09	2 403	Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 9 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 8 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 7 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 6 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 5 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 4 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 3 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 2 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 1 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %	171 70		Grande L.T.C.I.	1120	1120	Robert Technip	801	793	Edouard Beland	800	812
Cl. Farnes 0 %											

[illegible]

Cote des changes	130	135	Mex. Lempire	232	230	Viet.	216	206	S.A.R.	85	80	10	6	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10</
------------------	-----	-----	--------------	-----	-----	-------	-----	-----	--------	----	----	----	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	------

QUATRE-VEINGT ANNEE - 1713-18

Le rapport de la London Tower, nommé par le président, avait insisté, en fait, sur les négligences du conseil d'administration et de la commission d'enquête. La popularité du directeur, « l'un des hommes les plus connus de la ville », avait pris un coup. Le changement de personnel était à la hauteur de ce qui avait presque provoqué la ruine de la banque.

Les solutions publiques du conseil se révélèrent embarrassantes. Car elles ne pouvaient pas conclure à la démission du président de la commission d'enquête. Mais la plus grande difficulté de cette affaire était déjà infligée à M. Rask. Il n'était pas « de l'avant-garde » d'un politicien financier, habitué à la dure concurrence et à en faire

هكذا منذ اليوم